

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27195]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 283;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le non-marchand privé wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées;

Vu l'avis du comité de gestion de l'AWIPH, donné le 26 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2014;

Vu l'avis 55579/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des Personnes handicapées, donné le 13 février 2014;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, il est inséré un sous-titre 1^{er}, comportant les actuels articles 1192 à 1314, intitulé comme suit :

« Sous-titre 1^{er}. — Services résidentiels et d'accueil de jour pour jeunes ».

Art. 3. A l'article 1192 du même Code, il est apporté les modifications suivantes :

1^o le 14^o est remplacé par ce qui suit :

« 14^o services d'accompagnement pour adultes : services visés par les articles 545 à 628 et 1374 à 1376; »;

2^o il est inséré un 16^o rédigé comme suit :

« 16^o Entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie au deuxième alinéa de l'article 19, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations. ».

Art. 4. L'article 1194 du même Code est abrogé.

Art. 5. L'article 1195 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1195. Le service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés accueille et accompagne des bénéficiaires qui, en raison de leur handicap, nécessitent, à un moment donné, une prise en charge individuelle, éducative, médicale, thérapeutique, psychologique, sociale, adaptée dont l'intensité est variable en fonction de leurs besoins spécifiques. La prise en charge est modulable tout au long du parcours du bénéficiaire et peut varier selon ses besoins allant d'un encadrement intensif en journée à un accompagnement extramuros dans les différents milieux de vie.

Le service d'accueil de jour vise à une intégration scolaire, sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

La non-fréquentation d'un enseignement est obligatoirement établie selon les procédures légales et réglementaires en vigueur. ».

Art. 6. L'article 1196 du même Code est abrogé.

Art. 7. L'article 1197 du même Code est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le service résidentiel pour jeunes peut héberger des usagers jeunes qui fréquentent un service d'accueil pour jeunes non scolarisés. Dans ce cas, pour le calcul de l'occupation moyenne de référence du service résidentiel pour jeunes, le nombre de journées de prise en charge visées à l'article 1193, § 1^{er}, 1^o, est réduit de moitié. ».

Art. 8. L'article 1201, alinéa 2, du même Code est complété par un 6^o rédigé comme suit :

« 6^o la création d'un nouveau service suite à l'agrément des structures qui ont assuré le transfert de leur prise en charge en vertu de l'article 81^{ter}, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008. ».

Art. 9. A l'article 1203, § 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o dont l'entité administrative à laquelle ils appartiennent a, antérieurement à 2012, déjà transformé une ou plusieurs prises en charge agréées en prises en charge en services résidentiels de transition ou a créé un service résidentiel de transition ou un logement encadré novateur en initiatives spécifiques. »;

2° il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Lorsqu'une entité administrative est constituée de plusieurs services résidentiels pour adultes, la disposition prévue au paragraphe 1^{er} s'applique uniquement à une des structures résidentielles pour adultes de la même entité administrative pour autant que le service procède à la transformation de ses places conformément au paragraphe 2. Le service résidentiel pour adultes qui se voit appliquer la réduction de capacité agréée est choisi par l'entité administrative en accord avec l'AWIPH. ».

Art. 10. A l'article 1208, § 1^{er}, du même Code, les mots « les services d'accueil de jour pour adultes » sont abrogés.

Art. 11. L'article 1210, alinéa 2, du même Code est abrogé.

Art. 12. L'article 1232 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1232. Le service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés assure la prise en charge effective de bénéficiaires au minimum cent quatre vingt sept jours par an, au moins six heures par jour et, est ouvert au minimum sept heures trente par jour. ».

Art. 13. A l'article 1236 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 4, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Les comptes annuels sont également accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. La comptabilité des entités peut par ailleurs être consultée à la demande par les services de l'AWIPH. »;

2° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Dans le cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel. ».

Art. 14. A l'article 1245, alinéa 2, du même Code, les 2°, 8°, 9° et 17° sont abrogés.

Art. 15. L'article 1247 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1247. Les montants repris aux articles 1262, 1267, 1268, 1279, 1283 et 1284 et aux annexes 101 et 112, hormis les montants relatifs aux revenus imposables visés à l'annexe 1^{re} 12, sont rattachés à l'indice pivot 119,53 du 1^{er} mai 1996. ».

Art. 16. L'article 1249 du même Code est abrogé.

Art. 17. Dans le même Code, l'article 1250 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1250. Pour 2014, le coefficient d'adaptation visé à l'article 1255, § 1^{er}, 2°, est fixé à 100 pour cent. ».

Art. 18. A l'article 1262, alinéa 3, du même Code, le 5° est abrogé.

Art. 19. A l'article 1274 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « service d'accueil de jour pour adultes » sont abrogés;

2° le 1° est abrogé.

Art. 20. Dans l'article 1275 du même Code, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En cas d'utilisation d'un véhicule automobile par la personne handicapée pour le déplacement visé au paragraphe 1^{er} et éventuellement la personne qui l'accompagne, l'AWIPH rembourse les frais de transport au taux prévu pour les agents de la Région wallonne. ».

Art. 21. L'article 1282 du même Code est abrogé.

Art. 22. L'article 1284 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1284. En cas de cumul de prise en charge entre un service résidentiel de nuit pour adultes ou un service de logements supervisés et un service d'accueil de jour pour adultes tel que défini à l'article 1314/4, la part contributive due par la personne handicapée ou son représentant légal au service résidentiel de nuit pour adultes ou au service de logements supervisés est diminuée forfaitairement de 7,09 euros par journée de présence dans le service d'accueil de jour pour adultes. ».

Art. 23. L'article 1288, § 2, 2°, du même Code est abrogé.

Art. 24. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, il est inséré un sous-titre 2, comportant les nouveaux articles 1314/1 à 1314/93, rédigé comme suit :

« Sous-titre. — Services d'accueil de jour pour adultes

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 1314/1. Pour l'application du présent sous-titre, on entend par :

1° usager : toute personne handicapée telle que définie à l'article 261 du Code décretaal, pour laquelle la décision d'intervention de l'AWIPH conclut au bien-fondé de bénéficier du soutien d'un des services visés à l'article 283, 6° ou 7°, du même code;

2° adulte : l'usager âgé de 18 ans au moins;

3° le relevé mensuel des journées des présences : la liste des journées de présences des usagers selon un modèle établi par l'AWIPH;

4° le cadastre de l'emploi : la liste du personnel établie par le service au terme de chaque année selon un modèle établi par l'AWIPH;

5° l'entité administrative : l'entité constituée de plusieurs services agréés par l'AWIPH, dépendant d'un même pouvoir organisateur, gérés par une direction générale commune, qui possède pour l'ensemble des services, la responsabilité de la gestion journalière tant administrative, financière que du personnel, à savoir : le pouvoir quotidien effectif de donner des ordres et directives au personnel, en ce compris le pool administratif commun à aux services et d'être mis en possession des moyens lui permettant de faire face aux charges financières relatives au fonctionnement quotidien des services concernés;

6° l'entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie au deuxième alinéa de l'article 19, § 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations;

7° délégation de pouvoirs : document écrit du pouvoir organisateur donnant sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative, habilitation au directeur du service d'assurer la gestion du service en ce qui concerne au minimum la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique, la gestion du personnel, la gestion financière, l'application des réglementations en vigueur, la représentation du service dans ses relations avec l'AWIPH;

8° capacité d'accueil : le nombre maximum de personnes handicapées qu'il est permis d'accueillir en même temps par infrastructure tel que déterminé par l'attestation du service régional d'incendie;

9° point ordinaire : unité d'agrément correspondant à la présence d'un usager accueilli à titre ordinaire;

10° point nominatif : unité d'agrément correspondant à la présence d'un usager accueilli à la demande de l'AWIPH dans le cadre de la politique relative aux personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence;

11° objectif points : nombre de points ordinaires que le service d'accueil de jour atteint obligatoirement pour maintenir son agrément et les subsides y afférents;

12° extrait de casier judiciaire : extrait de casier selon le modèle visé à l'article 595 du Code d'instruction criminelle.

Les services visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, concernés par le regroupement sont situés à une distance raisonnable du lieu où siège principalement la direction et où sont concentrées les données administratives nécessaires à la gestion journalière. La direction de l'ensemble des services agréés et subventionnés par l'AWIPH est réalisée à temps plein.

CHAPITRE II. — Principes généraux et missions des services

Art. 1314/2. L'accueil de jour consiste, dans le respect des principes énoncés à l'article 264 du Code décretaal, à favoriser l'épanouissement et l'intégration sociale des personnes, en mettant en place dans une relation de partenariat avec elles, leur famille et le réseau, des activités valorisantes et citoyennes. »

Art. 1314/3. Le service d'accueil de jour pour adultes accueille en journée des adultes, assure un accompagnement éducatif via des activités variées et adaptées, un accompagnement psychologique, social et thérapeutique optimal adapté aux besoins individuels des personnes handicapées et vise à l'intégration sociale, citoyenne ou culturelle ou à l'épanouissement personnel de la personne handicapée.

Le service d'accueil de jour pour adultes est au minimum ouvert 227 jours par an et 7 heures 30 par jour.

CHAPITRE III. — Agrément

Section 1^{re}. — Procédure

Art. 1314/4. La demande d'agrément est accompagnée des documents suivants :

1° un projet de service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi des projets individuels établi selon le canevas minimum prévu à l'annexe 1^{re} 14/1;

2° un règlement d'ordre intérieur qui reprend au minimum :

a) l'identification exacte précisant au minimum la dénomination, le siège, la nature et la forme juridique de la personne juridique chargée de la gestion du service et la mention de la date de l'agrément et de la durée de celui-ci lorsque le service a déjà été agréé;

b) les objectifs du service et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des usagers à accueillir;

c) les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des usagers telles que l'âge, le sexe, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;

d) les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne handicapée du service, la durée du préavis;

e) les modalités de mise en œuvre du conseil des usagers;

f) les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement;

g) les droits et obligations mutuels de l'utilisateur, de son représentant légal et du service;

h) les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service;

3° une note indiquant les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que le service d'accueil propose de recevoir ainsi que leur sexe et leur âge;

4° l'identité du directeur du service, une copie conforme de ses diplômes;

5° l'extrait de casier judiciaire du directeur tel que visé à l'article 1314/1, 12°, datant de moins de trois mois et exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction et criminelles;

6° la délégation de pouvoirs telle que visée à l'article 1314/1, 7°;

7° un rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies et précisant la capacité d'accueil des infrastructures;

8° un plan de l'établissement indiquant pour ses différents niveaux les voies de communication internes et la destination des locaux;

9° le numéro d'enregistrement auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Art. 1314/5. Dans les trente jours de l'envoi de la demande, l'AWIPH adresse au demandeur un avis de réception du dossier si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'AWIPH en informe le demandeur et précise par quelles pièces le dossier est complété.

Section 2. — Décision d'agrément

Art. 1314/6. Lorsque le dossier est complet, l'AWIPH instruit la demande et le comité de gestion, après avoir requis l'avis du conseil pour l'éducation, l'accueil et l'hébergement, statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de demande d'agrément.

Art. 1314/7. L'agrément est donné pour une durée indéterminée.

La décision d'agrément mentionne :

1° le type de service pour lequel la structure est agréée;

2° les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que le service peut accueillir;

3° la capacité d'accueil du service;

- 4° l'objectif points à atteindre par le service;
- 5° la localisation des implantations ainsi que leur capacité d'accueil;
- 6° le nombre de points nominatifs attribués au service pour l'accueil de personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence.

Art. 1314/8. Par dérogation à l'article 1314/7, alinéa 1^{er}, l'agrément d'un nouveau service est accordé pour une durée à l'essai d'un an à trois ans maximum. Au terme de la période, l'agrément est, sauf décision contraire du comité de gestion, accordé pour une durée indéterminée.

Art. 1314/9. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1314/7, alinéa 1^{er}, le comité de gestion peut retirer, suspendre ou limiter temporairement la durée de l'agrément dès qu'il constate que l'une des conditions fixées par l'agrément n'est plus respectée.

§ 2. La limitation temporaire de la durée de l'agrément s'exerce par l'octroi par le comité de gestion d'un agrément provisoire d'une durée d'un à trois ans.

Au terme de la période, l'agrément est sauf décision contraire du comité de gestion, accordé pour une durée indéterminée.

§ 3. L'AWIPH peut, pour une durée qui ne peut pas être supérieure à deux ans, conditionner le maintien de l'agrément à l'instauration d'un comité d'accompagnement chargé d'aider le service à satisfaire aux conditions d'agrément.

Le comité d'accompagnement est composé au minimum :

- 1° d'un représentant de l'AWIPH;
- 2° d'un expert désigné par le comité de gestion en fonction de sa compétence relative au problème existant;
- 3° d'un représentant du pouvoir organisateur du service concerné;
- 4° d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs;
- 5° d'un représentant des familles ou des usagers.

Si, au terme du délai fixé, le service ne satisfait toujours pas aux conditions d'agrément, l'AWIPH procède au retrait total ou partiel de l'agrément.

§ 4. La décision de retrait, de suspension ou de limitation d'agrément est notifiée par recommandé ou par tout envoi conférant date certaine.

Art. 1314/10. Lors de la fermeture d'un service consécutive à un retrait d'agrément, l'AWIPH veille à la collaboration de tout service pour assurer l'orientation et l'accueil urgent des usagers.

Section 3. — Modification d'agrément

Art. 1314/11. Toute demande de modification d'agrément est motivée et adressée par lettre à l'AWIPH.

Art. 1314/12. Toute demande de modification d'agrément qui vise à augmenter la capacité d'accueil ou l'objectif points d'un service est impérativement accompagnée du document visé à l'article 1314/4, 7°.

Art. 1314/13. L'AWIPH apprécie les éléments du dossier et réclame éventuellement des documents complémentaires. Lorsque le dossier est complet, l'AWIPH en avertit le demandeur par l'envoi d'un accusé de réception.

Dans les trois mois qui suivent l'envoi de l'avis de réception, le comité de gestion prend sa décision après avoir requis l'avis du conseil pour l'éducation, l'accueil et l'hébergement.

Art. 1314/14. En cas d'approbation par le comité de gestion, la modification d'agrément est considérée effective le premier jour du mois qui suit la notification de la décision de l'AWIPH.

S'il s'agit d'une modification d'agrément relative à une transformation de service, le service réalise la transformation à la date mentionnée dans la décision d'agrément.

Section 4. — Conditions d'agrément

Art. 1314/15. Outre les principes d'agrément prévus aux articles 467 et 469, les services répondent aux conditions d'agrément visées aux articles 1314/16 à 1314/37.

Sous-section 1^{re}. — Conditions relatives au projet de service et à la prise en charge des bénéficiaires

Art. 1314/16. Le projet de service est élaboré, évalué et mis à jour en concertation avec l'équipe sociale, éducative et thérapeutique du service.

Le service veille au respect des objectifs de son projet de service.

Le service met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs visés à l'alinéa 2.

Le projet, son évaluation ainsi que ses mises à jour sont remis à tous les membres du service et au Conseil des usagers. Il est mis à jour et évalué, au minimum, tous les six ans.

Le projet fait l'objet d'un avis de la délégation syndicale si celle-ci existe.

Art. 1314/17. Le service met en place un projet individuel pour chaque usager. Le projet individuel est élaboré en concertation avec l'ensemble des intervenants internes et externes, la personne handicapée ou sa famille.

Le projet individuel contient au minimum :

- 1° l'identification de l'utilisateur;
- 2° les objectifs à atteindre;
- 3° la méthodologie utilisée et les moyens concrets mis en œuvre pour atteindre ses objectifs;
- 4° la ou les personnes ressources;
- 5° la procédure d'évaluation et la date d'échéance de celle-ci.

Le projet individuel est établi dans un délai de six mois à dater de l'admission dans le service.

Art. 1314/18. Le service d'accueil de jour tient un dossier pluridisciplinaire individuel pour chacun de ses usagers.

En fonction des besoins et des difficultés vécues par les usagers, le dossier précise les informations nécessaires au service en matière de :

- 1° connaissances, aptitudes, potentialités et aspirations de la personne;
- 2° santé qu'elle soit physique ou psychique;
- 3° vie sociale et familiale de la personne.

Art. 1314/19. Une convention d'accueil ou d'accompagnement est conclue entre chaque usager ou son représentant légal et le service.

La convention est signée par les deux parties et remise à chacune d'entre elles.

La convention comprend au moins les dispositions suivantes :

1° l'identité des parties, le cas échéant, l'identité de l'utilisateur est accompagnée de celle de son représentant légal;

2° la date d'admission ou de début des interventions, la durée du contrat, et le cas échéant, la durée de la période d'essai;

3° le montant de la participation financière due;

4° la personne physique ou morale qui répond du paiement et du mode de règlement et de paiement;

5° les modalités de préavis et de résiliation de la convention;

6° le mode suivant lequel la convention peut être adaptée ou modifiée.

Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur est signé pour réception et pour accord par l'utilisateur ou son représentant légal, le règlement fait partie intégrante de la convention.

Art. 1314/20. L'utilisateur ou son représentant légal a le droit d'être informé de façon complète, exacte et en temps utile sur toutes les questions touchant son accueil et son projet individuel y compris l'information relative au dossier visé à l'article 1314/18, tenu par le service sous réserve du secret professionnel et dans le respect de la loi sur la protection de la vie privée.

Art. 1314/21. Le service tient à jour un relevé des activités qu'il organise tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement. Le relevé est accessible à tous.

Art. 1314/22. Le service assure en permanence une direction effective. A défaut de la présence du directeur, un membre du personnel délégué à cet effet est en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures.

Art. 1314/23. Le service, préalablement à toute admission d'une personne handicapée, souscrit une police d'assurance :

1° couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il répond pour tout dommage survenu à un usager ou causé par celui-ci;

2° couvrant tout dommage causé par un usager qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant son séjour. Pour la couverture visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'assurance précise que l'utilisateur garde la qualité de tiers et couvre les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.478.935,25 euros pour les dommages corporels et 247.893,52 euros pour les dommages matériels, par sinistre.

Pour la couverture visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'assurance couvre le décès à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros, l'incapacité permanente à concurrence d'un montant minimum de 12.394,68 euros et les frais de traitement à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros.

Sous-section 2. — Conditions relatives au personnel

Art. 1314/24. Le personnel du service répond aux normes de qualification prévues à l'annexe 1^{re} 14/2.

Les membres du personnel fournissent, lors de leur engagement, un extrait de leur casier judiciaire exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

Art. 1314/25. Le service tient à disposition de l'AWIPH les copies des diplômes, certificats et attestations des membres du personnel.

Art. 1314/26. Le service répond aux normes en matière de personnel prévues à l'annexe 1^{re} 14/3.

Dans une entité administrative telle que définie à l'article 1314/1, 5°, les normes quantitatives par service sont additionnées et contrôlées en globalisant le personnel affecté aux différents services concernés.

Art. 1314/27. Le personnel comporte des travailleurs ayant au moins trois des quatre qualifications suivantes : psychologue ou psychopédagogue, éducateur, assistant social, paramédical.

Les travailleurs visés à l'alinéa 1^{er} sont rémunérés à cet effet.

Art. 1314/28. § 1^{er}. S'appuyant sur son projet, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Le plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis.

Le plan décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet de service et le développement des compétences du personnel.

Le plan définit les critères, les modalités et la périodicité d'évaluation des trois aspects ainsi que les dispositifs mis en place pour assurer la formation continuée du personnel éducatif. Il identifie de surcroît les activités de formation permanente de deux jours au moins par an auxquelles participent les éducateurs chef de groupe, les sous-directeurs et directeurs.

§ 2. Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1^{er} s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

Sous-section 3. — Conditions en matière de gestion administrative et comptable

Art. 1314/29. Pour être agréé, le service répond aux conditions suivantes :

1° être organisé par un pouvoir public, un établissement d'utilité publique, une association sans but lucratif, une association internationale sans but lucratif ou une fondation;

2° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, celle-ci ne peut pas comporter des membres du personnel ou de personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au troisième degré, à concurrence de plus d'un cinquième de ses membres effectifs;

3° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, son conseil d'administration ne peut pas comprendre des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration ni des personnes faisant partie du personnel du service;

4° posséder une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'AWIPH;

5° être dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour la fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique;
- b) la gestion du personnel;
- c) la gestion financière;
- d) l'application des réglementations en vigueur;
- e) la représentation du service dans ses relations avec l'AWIPH.

6° transmettre, à la demande de l'AWIPH tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions, le cadastre de l'emploi, le relevé mensuel des journées de présences, ainsi que le plan de formation visé à l'article 1314/28, § 1^{er};

7° communiquer le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social, les comptes annuels, le bilan des activités ainsi que le plan de formation visé à l'article 1314/28, § 1^{er} :

a) pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au Conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

b) pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs;

8° mentionner la référence de l'agrément par l'AWIPH sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

L'autonomie technique, comptable et budgétaire visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, peut éventuellement être obtenue via l'organisation d'une entité administrative

En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, l'AWIPH invite par lettre recommandée ou par tout envoi conférant date certaine et dans le délai qu'elle précise, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

Si à l'expiration du délai visé à l'alinéa 3, les dispositions n'ont pas été prises, l'AWIPH en saisit le comité de gestion qui statue conformément à l'article 475.

L'extrait de casier judiciaire du directeur visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, est exempt de condamnations à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction, ou criminelles.

Art. 1314/30. Sans préjudice de la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont communiqués par l'AWIPH au service.

Art. 1314/31. § 1^{er}. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'AWIPH au plus tard pour le trente juin de l'année suivant l'exercice comptable

§ 2. Les comptes annuels sont accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. Les comptabilités des entités peuvent par ailleurs être consultées à la demande par les services de l'AWIPH.

§ 3. L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Art. 1314/32. Dans le cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel.

Art. 1314/33. Le service est en mesure de prouver qu'il a satisfait à toutes les obligations fiscales et sociales.

Sous-section 4. — Obligations relatives à la prise en charge de personnes handicapées de nationalité étrangère

Art. 1314/34. § 1^{er}. Le service transmet annuellement à l'AWIPH un cadastre des personnes de nationalité étrangère accueillies.

§ 2. On entend par « cadastre des personnes de nationalité étrangère accueillies », la liste des personnes handicapées accueillies durant chaque exercice reprenant pour chacune d'elle le nom, le prénom, la date de naissance, le sexe, la nationalité, l'adresse du domicile de la personne ou de son représentant légal, la ou les autorités responsables du placement et du financement.

§ 3. Les services envoient le cadastre, dûment complété sur le formulaire produit par l'AWIPH, au plus tard pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé.

Sous-section 5. — Conditions relatives aux bâtiments et aux installations

Art. 1314/35. Les bâtiments et installations répondent aux normes prévues à l'annexe 1^{re} 14/4 et les services les occupant sont en permanence en possession d'un rapport valide d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises.

Sous-section 6. — Obligation relative au conseil des usagers

Art. 1314/36. § 1^{er}. Dans chaque service, il y a lieu de créer un conseil composé d'usagers ayant pour mission de formuler toutes suggestions relatives à la qualité de vie et à l'organisation pratique de l'accueil.

§ 2. Le conseil des usagers comporte au moins trois membres dont un président élu en son sein. Il se réunit au moins une fois par trimestre.

Le service veille à ce que la liste des membres du conseil soit communiquée aux usagers et à leurs représentants légaux.

§ 3. Un membre du personnel assure l'animation et le secrétariat du conseil des usagers, établit et consigne dans un registre prévu à cet effet, les procès verbaux des réunions.

§ 4. Les responsables du service transmettent au conseil toutes informations utiles à la participation au projet de service.

Une concertation entre le conseil des usagers et le service est organisée pour :

- 1° les modifications au règlement d'ordre intérieur;
- 2° d'importantes modifications aux conditions générales de vie.

Sous-section 7. — Evaluation des services

Art. 1314/37. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 315 du Livre IV du Code décrétal, afin de permettre à l'AWIPH de vérifier le respect des conditions d'agrément, les services introduisent tous les six ans, auprès de l'AWIPH, les documents suivants :

- 1° le projet de service tel que visé à l'article 1314/4, 1°, actualisé;
- 2° le règlement d'ordre intérieur tel que visé à l'article 1314/4, 2°, actualisé;
- 3° le dernier rapport d'activités du service;
- 4° en cas de changement de responsable de service, une copie des diplômes et certificats du responsable de service ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur tel que visée à l'article 1314/4, 6°;
- 5° la liste actualisée des membres du conseil d'administration.

§ 2. Le service informe l'AWIPH si un changement se produit au niveau :

- 1° de l'extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 1314/4, 5°;
- 2° des statuts publiées ou déposées au greffe.

Section 5. — Contrôle

Art. 1314/38. § 1^{er}. L'AWIPH a pour mission de vérifier le respect des normes d'agrément et d'assurer une fonction de conseil auprès des services.

§ 2. L'AWIPH s'assure du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

Art. 1314/39. L'AWIPH procède périodiquement à l'évaluation de la mise en œuvre des projets de service. Pour ce faire, elle évalue en collaboration avec les services et les équipes éducatives, les méthodes de travail, la qualité des services, prestations et la mise en place des projets de vie des usagers. Elle vérifie l'existence et la mise à jour du dossier individuel.

Art. 1314/40. Les remarques et conclusions des différentes inspections, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise ou la délégation syndicale ainsi que le conseil des usagers.

CHAPITRE IV. — *Plaintes*

Art. 1314/41. Toute plainte relative à la prise en charge dans un service est formulée par écrit.

La plainte est adressée à l'AWIPH qui en accuse réception et en informe le pouvoir organisateur.

L'AWIPH procède à l'instruction de la plainte et informe le plaignant et le pouvoir organisateur des résultats de celle-ci et des suites y réservées dans un délai maximum de six mois.

CHAPITRE V. — *Politique d'admission*

Art. 1314/42. Les services peuvent admettre les personnes handicapées pour autant qu'elles soient en possession soit :

- 1° de la décision d'intervention de l'AWIPH visée à l'article 280 du Code décrétal qui conclut à la nécessité de bénéficier des prestations d'un service d'accueil de jour;
- 2° de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française;
- 3° de la décision provisoire de l'AWIPH visée à l'article 436.

Art. 1314/43. Les services ne peuvent pas admettre des usagers au-delà de leur capacité d'accueil.

Art. 1314/44. Chaque service agréé pour la ou les déficiences visées à l'alinéa 2 pourvoit au remplacement des personnes sorties par des personnes atteintes de déficiences.

Les déficiences visées à l'alinéa 1^{er} sont :

- 1° paralysie cérébrale, sclérose en plaques, spina-bifida, myopathie, neuropathie;
- 2° déficience intellectuelle profonde;
- 3° déficience intellectuelle sévère;
- 4° troubles moteurs, dysmélie, poliomyélite, malformation du squelette et des membres avec handicap associé;
- 5° troubles envahissants du développement et troubles du comportement associés aux handicaps;
- 6° autisme;
- 7° lésion cérébrale congénitale ou acquise.

Art. 1314/45. Par dérogation à l'article 1314/44, les services peuvent accueillir des personnes ne répondant pas aux déficiences visées au même article et qui souhaitent les fréquenter à titre occasionnel.

Art. 1314/46. Les usagers d'un service d'accueil de jour peuvent :

- 1° être pris en charge par un service résidentiel de nuit pour adultes, un service de logements supervisés, un logement encadré novateur, un service de relais professionnel, par un accueillant accrédité par un service d'accompagnement de l'accueil familial;
- 2° occuper une place de court séjour dans un service résidentiel pour adultes;
- 3° être accompagné par un service d'accompagnement.

CHAPITRE VI. — *Personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence*

Art. 1314/47. § 1^{er}. Sont déclarées personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence, les personnes de grande dépendance, pour lesquelles une enquête sociale diligentée par l'AWIPH démontre une situation sociale telle qu'une prise en charge spécialisée s'avère indispensable.

§ 2. Par personne de grande dépendance, il faut entendre les personnes de catégorie B ou C atteintes des déficiences visées à l'article 1314/44.

§ 3. L'enquête sociale visée au paragraphe 1^{er} valide la nécessité d'un accueil d'urgence pour les personnes :

- 1° dont le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer la mission;
- 2° dont la situation actuelle présente un danger pour leur intégrité ou celle de tiers;
- 3° qui ont subi plusieurs exclusions.

Art. 1314/48. Dans des situations individuelles exceptionnelles, l'AWIPH peut étendre les dispositions de l'article 1314/47 à des personnes handicapées ne répondant pas aux critères de grande dépendance.

Dans les situations visées à l'alinéa 1^{er}, l'AWIPH intervient directement auprès de tout service agréé afin de négocier une admission.

CHAPITRE VII. — *Les points*

Art. 1314/49. Les services d'accueil de jour se voient attribuer un objectif points à atteindre sur une période d'observation de trois ans.

Pour atteindre l'objectif, les services assurent l'accompagnement et l'encadrement des personnes durant la journée dans des activités.

Pour les services d'accueil de jour pour adultes, la valeur en points d'une journée de présence de l'utilisateur dépend exclusivement de sa catégorie de subventionnement.

Les points non utilisés au terme d'une période d'observation sont redistribués au cours de la période d'observation suivante.

Section 1^{re}. — Détermination et modification de l'objectif points

Sous-section 1^{re}. — Détermination de l'objectif points

Art. 1314/50. L'Agence fixe l'objectif points au 1^{er} janvier 2014. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement wallon fixe l'objectif points des services qui viendraient à être agréés postérieurement à cette date.

Art. 1314/51. La valeur d'un point pour la détermination de l'objectif points est de 93,30 euros en service d'accueil de jour pour adultes.

Art. 1314/52. § 1^{er}. Afin d'octroyer aux services préexistant au 1^{er} janvier 2014 la garantie des moyens antérieurs, l'objectif points est fixé en fonction des subventions perçues par ceux-ci en 2013.

§ 2. Par subventions perçues en 2013, il faut entendre la subvention forfaitaire annuelle augmentée du supplément pour ancienneté pécuniaire déduction faite du coût réel de l'ancienneté.

§ 3. Le coût réel de l'ancienneté correspond à la différence entre le prix théorique à l'ancienneté du service et le prix théorique calculé sur base forfaitaire de dix ans.

§ 4. L'objectif points correspond au montant visé au paragraphe 2, divisé par la valeur d'un point telle que définie à l'article 1314/51.

Le montant est arrondi à l'unité supérieure.

Art. 1314/53. Pour les services qui, au 31 août 2013, bénéficiaient d'une subvention annuelle particulière pour la prise en charge des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence visées à l'article 1296, la subvention résultant de l'application de l'article 1263 déduction faite de la subvention qu'ils proméritaient sur base des montants visés à l'article 1262, est intégrée aux subventions visées à l'article 1314/52, § 2.

Sous-section 2. — Observation du nombre de points atteints

Art. 1314/54. L'observation du nombre de points ordinaires atteints s'effectue sur une période de trois années civiles complètes appelée période d'observation.

Art. 1314/55. Les services transmettent à l'AWIPH le relevé mensuel des journées de présences, accompagné du relevé mensuel de présences des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence pour lesquelles des points nominatifs ont été octroyés sur base des dispositions de l'article 1314/63, dûment complétés, dans les quinze jours qui suivent la fin du mois.

Art. 1314/56. L'AWIPH enregistre sur base du document visé à l'article 1314/55, les éventuelles entrées et sorties des usagers et renvoie au service une fiche reprenant le total des points accordés pour le mois concerné.

Art. 1314/57. Si au terme de la période d'observation, l'objectif points n'est pas atteint, celui-ci est fixé à la moyenne des points atteints durant la période dès le 1^{er} janvier de la deuxième année de la période d'observation suivante.

Sous-section 3. — La redistribution des points non utilisés

Art. 1314/58. Pour entrer dans les conditions pour bénéficier des points non utilisés à réaffecter, les services capitalisent un nombre de points excédentaires lors de la période d'observation par rapport à l'objectif points fixé.

Art. 1314/59. L'AWIPH établira un classement des services en donnant la priorité aux services se situant dans les commissions subrégionales où l'offre de services visée à l'article 1314/91 est la plus défavorable.

Art. 1314/60. L'AWIPH avertit les services qui disposent d'un délai de trente jours pour se porter candidat pour l'octroi de points supplémentaires.

Section 3. — Comptabilisation des points

Art. 1314/61. La comptabilisation des points ordinaires observés est déterminée en multipliant les journées de présence des usagers, à l'exception de ceux pour lesquels des points nominatifs ont été accordés sur base des dispositions de l'article 1314/64, par la valeur du point.

Art. 1314/62. La valeur en point des journées de présence des usagers pour les services d'accueil de jour pour adultes est déterminée comme suit :

Catégorie de subventionnement	Valeur d'une journée
usager de catégorie A ou B	1 point
usager de catégorie C	1,5 point

Art. 1314/63. Les points obtenus par un service résultent de l'addition des points observés via les relevés mensuels des journées de présence.

CHAPITRE VIII. — *Les points nominatifs**Section 1^{re}. — La détermination de points nominatifs*

Art. 1314/64. En cas de carence persistante de places disponibles, l'AWIPH peut accorder dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet, un nombre de points nominatifs aux services qui prennent en charge, à sa demande exclusive, les personnes visées au chapitre VI.

Art. 1314/65. Lorsqu'un usager admis sur base de l'article 1314/64 quitte le service, le nombre de points nominatifs accordé à celui-ci pour cet accueil est retiré.

Art. 1314/66. Pour les services qui bénéficiaient, au 1^{er} janvier 2014, d'une subvention annuelle particulière pour la prise en charge nominative de personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence, la subvention est transposée en nombre de points nominatifs.

Section 2. — Observation du nombre de points nominatifs atteints

Art. 1314/67. En fonction des disponibilités budgétaires et de la consommation réelle des points nominatifs observée dans le relevé mensuel dédié à la population, le comité de gestion de l'AWIPH peut au début de chaque exercice adapter le nombre de points nominatifs octroyés aux services.

Section 3. — Comptabilisation des points nominatifs

Art. 1314/68. La comptabilisation des points nominatifs observés est déterminée en multipliant les journées de présence des usagers admis sur base des dispositions de l'article 1314/64 par la valeur du point.

Art. 1314/69. La valeur en points des journées de présence des usagers pour les services d'accueil de jour pour adultes est déterminée comme suit :

Catégorie de subventionnement	Valeur d'une journée
usager visé à l'article 1314/47	1,5 point

CHAPITRE IX. — *Le subventionnement**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 1314/70. Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux services :

- 1° une subvention de base;
- 2° un supplément pour ancienneté pécuniaire;
- 3° une subvention nominative pour les services qui accueillent des personnes visées à l'article 1314/47 et pour lesquels la décision d'agrément mentionne l'octroi de points nominatifs;
- 4° une subvention spécifique leur permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables, le complément à la prime de fin d'année et la formation dans le cadre des dispositions prises par l'accord non marchand privé wallon du 24 février 2011;
- 5° une subvention « mobilité ».

Section 2. — La subvention de base

Art. 1314/71. La subvention de base est destinée à couvrir :

- 1° les charges de fonctionnement;
- 2° les charges de personnel non éducatif et éducatif dont les qualifications correspondent aux titres requis repris à l'annexe 1^{re} 14/2;
- 3° les charges de rémunération du médecin coordinateur;
- 4° les frais personnalisables;
- 5° les suppléments destinés à l'embauche compensatoire liée à l'octroi de jours de congés supplémentaires dans le cadre des dispositions prises par l'accord non marchand wallon;
- 6° pour les services concernés, le supplément destiné à financer la revalorisation des barèmes pour les chefs éducateurs et les chefs de groupe.

Art. 1314/72. La subvention de base est obtenue en multipliant l'objectif points d'un service par la valeur du point.

Art. 1314/73. La valeur d'un point en service d'accueil de jour pour adultes est fixée à 90,85 euros.

Art. 1314/74. Pour l'application de l'article 1314/62, les prises en charge pour les adultes sont réparties en trois catégories de subventionnement.

La catégorie A : prises en charge qui ne sont pas comptées parmi les prises en charge visées aux catégories B, C et qui répondent aux besoins des usagers atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficiences intellectuelles légères, modérées ou sévères, sensorielles ou physiques qui nécessitent un accueil ou un hébergement.

La catégorie B : prises en charge visant à répondre aux besoins des usagers :

- 1° atteints de déficience intellectuelle profonde;
- 2° atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience intellectuelle sévère, sensorielle ou physique et présentant trois des caractéristiques suivantes :
 - a) être grabataire;
 - b) nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;
 - c) présenter des troubles graves du comportement;
 - d) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir;
 - e) nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
 - f) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée;
 - g) souffrir d'incontinence nocturne et diurne;
 - h) être atteint d'une épilepsie non stabilisée;
 - i) nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave, notamment la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive;

La catégorie C : prises en charge visant à répondre aux besoins des usagers atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience physique, sensorielle, ou intellectuelle sévère ou profonde qui présentant au moins quatre des critères suivants, dont un au moins figurent dans l'énumération sous 1° et les trois autres dans l'énumération sous 2° :

- 1° a) être grabataire;
- b) nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;
- c) souffrir d'incontinence nocturne et diurne;
- 2° a) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir;
- b) présenter des troubles graves du comportement;
- c) nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
- d) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée;
- e) être atteint d'une épilepsie non stabilisée;
- f) nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave notamment la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive.

Art. 1314/75. La subvention de base est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

Art. 1314/76. Le comité de gestion détermine l'objectif points des services qui viendraient à être créés ou pour lesquels serait autorisée une extension suite à l'octroi d'un financement spécifique décidé par le Gouvernement wallon.

Section 3. — Le supplément pour ancienneté pécuniaire

Art. 1314/77. § 1^{er}. Un supplément de subvention de personnel est octroyé aux services dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est supérieure à dix ans au terme de l'exercice afin de leur permettre de financer les augmentations salariales résultant de l'ancienneté du personnel.

§ 2. Au terme de chaque année civile, le service transmet par voie électronique à l'AWIPH pour le 31 mars au plus tard, le cadastre de l'emploi.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant la date visée, l'ancienneté pécuniaire à prendre en compte est celle à laquelle ils peuvent prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi-année d'ancienneté.

Art. 1314/78. § 1^{er}. Le volume de prestations retenu dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire du travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière tel que visée au point III de l'annexe 1^{re} 02 est celui dont il bénéficiait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

§ 2. Le volume de prestations rémunérées du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un temps plein à un mi-temps dans le cadre de cette disposition, n'est pas pris en considération.

Art. 1314/79. § 1^{er}. L'ancienneté moyenne est déterminée sur base du cadastre de l'emploi du personnel affecté au service existant.

§ 2. L'ancienneté retenue est celle observée pour les personnes dans la dernière liste du personnel en possession de l'AWIPH.

§ 3. En cas de création d'un service, l'ancienneté de départ est déterminée forfaitairement à dix ans.

§ 4. Le supplément résulte de la multiplication de la subvention de base par le pourcentage d'évolution pour l'ancienneté visé à l'annexe 1^{re} 14/5.

Art. 1314/80. Lorsqu'il est accordé la première fois, le supplément est liquidé automatiquement pour l'année suivante sous forme d'avance.

Si l'ancienneté est inférieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément octroyé est rectifié.

Section 4. — La subvention nominative.

Art. 1314/81. La subvention nominative est obtenue en multipliant le nombre de points nominatifs octroyés à un service par la valeur du point visée à l'article 1314/73.

Le montant est majoré du résultat de la multiplication de la subvention visée à l'article 1314/73 par le pourcentage d'évolution pour l'ancienneté visé à l'annexe 1^{re} 14/5.

Section 5. — Les suppléments non-marchand

Art. 1314/82. § 1^{er} Il est octroyé aux services des subventions spécifiques destinées à leur permettre de financer :

- 1° les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables;
- 2° un complément à la partie fixe de la prime de fin d'année;
- 3° de la formation.

§ 2. Les services bénéficiaires et les modalités de calcul des subventions sont définis dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le non-marchand privé wallon.

Section 6. — Le supplément « mobilité »

Art. 1314/83. § 1^{er}. Les services qui organisent quotidiennement le transport de leurs usagers du service à un lieu fixé conjointement par le service et les parents ou la personne responsable, et inversement peuvent bénéficier d'un supplément « mobilité ».

§ 2. Pour obtenir le supplément, les services confirment chaque année, via une déclaration sur l'honneur introduite le 31 janvier au plus tard, qu'ils s'engagent à effectuer durant l'année de la déclaration, directement ou par l'intermédiaire d'un autre prestataire, le transport de leurs usagers dans les conditions prévues au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le supplément « mobilité » équivaut à l'objectif points de l'année additionné du nombre de points nominatifs accordés au service, multiplié par le tarif journalier « mobilité ».

§ 4. Le tarif journalier « mobilité » est constitué d'une partie fixe de 6,12 euros en service d'accueil de jour pour adultes, majorée d'une partie variable fixée en fonction de l'arrondissement administratif où se situe le service. Les montants des majorations sont repris à l'annexe 1^{re} 14/8.

Section 7. — Les primes syndicales

Art. 1314/84. L'AWIPH verse, au nom des services, au fonds chargé d'assurer le paiement des primes syndicales, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur fixé en application de la loi du 1^{er} septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public, telle qu'exécutée par les arrêtés royaux des 26 et 30 septembre 1980.

Section 8. — La convention pour la promotion de l'emploi

Art. 1314/85. Le total des subventions résultant des dispositions du présent titre est réduit de l'équivalent du montant éventuel versé par le Fonds pour l'Emploi à l'Office national de Sécurité sociale en compensation de la subvention de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 tendant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Section 9. — Les sanctions

Art. 1314/86. En cas de non transmission des documents visés aux articles 1314/34, 1314/55 et 1314/77, § 2, dans les délais prescrits, une pénalité égale à cinq fois la valeur d'un point visée à l'article 1314/73 est appliquée par jour de retard.

Sans préjudice de la pénalité visée à l'alinéa 1^{er}, à l'échéance des délais visés à l'alinéa 1^{er}, l'AWIPH adresse au service un rappel par lettre recommandée ou par tout envoi conférant date certaine.

Si l'AWIPH n'est pas en possession du document manquant dans les dix jours du rappel adressé par recommandé ou par tout envoi conférant date certaine, la subvention de base du service pour l'année incriminée est fixée à nonante pour cent du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice.

La pénalité visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas appliquée en cas de force majeure.

Section 10. — Le contrôle de l'utilisation des subventions

Art. 1314/87. § 1^{er}. Le contrôle de l'utilisation des subventions par l'AWIPH se réalise sur des périodes de trois ans. A l'issue de chacune d'elles, si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le service d'accueil de jour pour adultes qui existe au sein d'une entité administrative peut opter pour un contrôle annuel.

Toutefois, si le service opte pour un contrôle triennal, il communique à l'AWIPH, selon les modalités qu'elle détermine, pour le 30 juin de l'année qui suit l'exercice comptable, le type de contrôle choisi ainsi qu'une proposition de point de départ de la période sur laquelle l'AWIPH marque son accord.

A défaut d'avoir transmis les informations endéans le délai visé à l'alinéa 2, le contrôle de l'ensemble des services de l'entité administrative se réalise sur base d'un rythme annuel.

Art. 1314/88. § 1^{er}. Les subventions visées au présent chapitre sont affectées exclusivement à leur objet.

Toutefois, la subvention de base visée à l'article 1314/71 est utilisée pour des charges de personnel à raison d'un pourcentage minimum de quatre-vingt pour cent et pour des frais personnalisables à hauteur minimum de quatre pour cent.

Le supplément mobilité ainsi que la participation des usagers pour le poste, visée à l'article 1314/90, § 1^{er}, sont utilisés prioritairement aux frais de transport collectif valablement imputés et pour le solde, à des charges personnalisables.

La participation réclamée aux usagers visée à l'article 1314/90, § 1^{er}, hors celle demandée pour le transport collectif peut être utilisée par les services pour financer l'ensemble des charges éligibles.

§ 2. Les limites de l'admissibilité des charges sont précisées aux annexes 102 et 114/6.

Art. 1314/89. § 1^{er}. Les interventions financières sollicitées en vertu de l'article 1314/90, § 2, auprès des usagers ou de leurs représentants légaux sont impérativement comptabilisées au titre de récupérations de frais relatifs aux comptes 6010, 6011, 6012, 613, 61601, 644 visés au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, les interventions visées à l'alinéa 1^{er} sont déduites du montant des charges correspondantes.

CHAPITRE X. — *La participation financière des usagers*

Art. 1314/90. § 1^{er}. Les services sont autorisés à réclamer aux usagers une participation financière qui ne peut pas dépasser par journée de présence 16,32 euros si la personne bénéficie du transport organisé et assuré par le service et 12,24 euros dans le cas contraire.

§ 2. Les services peuvent réclamer en supplément à la participation financière les frais exposés en vue d'une activité spécifique qu'ils organisent ou liés à des besoins particuliers de l'utilisateur en vue d'assurer son bien-être et son épanouissement personnel.

Le supplément, lorsqu'il est sollicité par le service, reçoit l'aval de l'utilisateur ou de son représentant légal.

CHAPITRE XI. — *La programmation*

Art. 1314/91. L'offre de services est déterminée en divisant la somme des objectifs points de chaque commission subrégionale par leur population.

Art. 1314/92. Le nombre de services ne peut pas dépasser le nombre de services agréés au 1^{er} janvier 2014. Toutefois, le nombre peut évoluer si des financements complémentaires dédiés à cet effet sont dégagés par le Gouvernement wallon.

CHAPITRE XII. — *L'adéquation du dispositif*

Art. 1314/93. Une évaluation de la pertinence du dispositif d'agrément et de subventionnement par points est réalisée conjointement par l'AWIPH et les services concernés dans l'année qui suit une année civile complète d'application des dispositions visées aux chapitres VII à X. ».

Art. 25. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XIV, sont insérés les articles 1394/1 à 1394/5 rédigés comme suit :

« Art. 1394/1. La première période d'observation visée à l'article 1314/54 débute le 1^{er} janvier 2014.

Art. 1394/2. Les montants repris aux articles 1314/73, 1314/83, § 4, et 1314/90, § 1^{er}, ainsi qu'à l'annexe 1^{re} 14/8 sont liés à l'indice pivot 164,09 qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique en date du 1^{er} janvier 2013.

Art. 1394/3. Par dérogation à l'article 1254, § 1^{er}, les services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et les services d'accueil de jour pour adultes se voient attribuer comme occupation moyenne de référence prise en compte dans le calcul de la subvention annuelle 2013, celle déterminée en 2010, 2011 ou 2012 qui leur est la plus favorable.

Art. 1394/4. Par dérogation à l'article 1254, § 1^{er}, les services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés conservent au titre de subvention forfaitaire annuelle pour l'année 2014, la subvention forfaitaire annuelle de l'exercice 2013.

Art. 1394/5. Par dérogation aux dispositions du Titre XI de la Deuxième partie du présent Code, les services créés sur base de l'article 1201, alinéa 2, 6^o, conservent en 2013 et en 2014 les moyens qui leur étaient attribués en 2012. ».

Art. 26. Dans les annexes 98, 101, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112 et 113 du même Code, les dispositions relatives aux services d'accueil de jour pour adultes sont chaque fois abrogées.

Art. 27. Dans le même Code, l'annexe 99 est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 28. Dans le même Code, l'annexe 1^{re} 00 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 29. Dans le même Code, sont insérées les annexes 114/1 à 114/8, jointes en annexe 3 à 10 au présent arrêté.

Art. 30. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le non-marchand privé wallon, modifié par l'arrêté du 24 novembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. L'AWIPH octroie aux services, à l'exclusion des services visés par le présent arrêté, suite à l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon, un supplément de subvention pour assurer le financement des emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires à leur personnel.

§ 2. L'AWIPH affecte la subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel de 3.171.136,43 euros. ».

Art. 31. Les arrêtés du Gouvernement wallon du 7 mars 2013 et du 26 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées sont abrogés.

Art. 32. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 33. La Ministre qui a la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 1^{re}**Annexe 99 visée à l'article 1265 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé****PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES applicables aux services résidentiels, aux services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et aux services de logements supervisés**

1. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants :
 - 1° elles doivent être relatives aux bénéficiaires visés à l'article 1192 du présent arrêté donnant lieu à une subvention de l'Agence - Lorsque le service accueille ou héberge des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapée(s), les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites par l'application d'un coefficient. Celui-ci reprend au numérateur les journées de prises en charge et au dénominateur les journées d'accueil ou d'hébergement de la totalité des personnes accueillies dans le service. L'année d'attribution de la subvention est la période concernée pour le calcul de ces journées. Dans les entités administratives, celles-ci sont calculées compte tenu d'une pondération correspondant, au poids relatif des subventions moyennes théoriques par prise en charge visées à l'annexe 100 des services concernés. Les journées de prises en charge figurant au numérateur sont cependant augmentées des journées des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapées à concurrence d'un maximum de 2 prises en charge pour les institutions dont l'OMR est \leq à 60 et de 3 prises en charge pour les services dont l'OMR est $>$ à 60 ainsi que des journées de présence des personnes handicapées pour lesquelles le Bureau régional n'a pas encore statué. L'augmentation de ces mêmes journées, lorsqu'elles concernent des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence passe respectivement à 5 et à 8 pour l'application du coefficient réducteur de charges applicable aux charges de fonctionnement imputées valablement dans les comptes suivants, repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er : 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 619, 63, 64 et 65, et ce sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté.
 - 2° elles doivent être relatives aux frais pour lesquels l'institution a été subventionnée en fonction du présent arrêté.
 - 3° elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée.
 - 4° elles doivent être relatives à des infrastructures agréées par l'Agence.
 - 5° elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales dans lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence.
 - 6° elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

- 7° elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence.
- 8° elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées.
- 9° elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.
- 10° elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature.
- 11° elles ne peuvent être explicitement couvertes par une autre source de financement.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. Dans les comptes 60 et 61 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er :

- 1° la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région wallonne.
- 2° les biens d'investissements de plus de 500 euros TVAC imputés en charge dans un seul exercice.
- 3° les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services.
- 4° le paiement des prestations effectuées pour le compte de l'institution par des personnes ou des sociétés de services, ne satisfaisant pas aux exigences de qualification fixées à l'annexe 98.
- 5° le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale.
- 6° les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents.
- 7° les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents.
- 8° les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat.
- 9° les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral)

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. Dans les comptes 62 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er :

- 1° les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises à l'annexe 105 du présent arrêté et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points II, III et IV de l'annexe 102 ainsi que celles relevant du point V de la même annexe.
- 2° les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du travail.
- 3° les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230 repris dans le PCMN visé à l'article 1236, § 1er;
- 4° les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625 repris dans le PCMN visé à l'article 1236, § 1^{er}.
- 5° les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations.
- 6° les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale.

2.3. Dans les comptes 63 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er :

- 1° les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - a) vingt pourcent pour les frais d'établissement visés au compte 6300 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er.
 - b) trente trois pourcent pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er.
 - c) trois pourcent pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1^{er}.
 - d) dix pourcent pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1^{er}.
 - e) vingt pourcent pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1^{er}. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.
 - f) dix pourcent pour le mobilier visé aux comptes 63022X repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er.
 - g) 20 pourcent pour le matériel roulant visé aux comptes 63022X repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er.

- h) L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires visés au compte 63023 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er.

Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués.

Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

- les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1^{er}.

- 1° les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1^{er}.
- 2° les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1^{er}.
- 3° les autres provisions visées au compte 637 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er.

2.4. Dans les comptes 64 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er :

- 1° les amendes imputées au compte 640.
- 2° les moins-values sur créances commerciales et autres moins-values visées aux comptes 641 et 642.
- 3° les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. Dans les comptes 65 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er :

- 1° les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 6500- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements ».
- 2° les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté de l'institution. L'institution doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit.
- 3° les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. Dans les comptes 66 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er :

- 1° Les charges exceptionnelles visées au compte 660 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er. Après accord de l'Agence, les amortissements exceptionnels résultant de l'activité habituelle du service peuvent cependant constituer des charges admissibles.

2.7. Dans les comptes 69 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er :

- 1° les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69 repris au PCMN visé à l'article 1236, § 1er.

2.8. Divers :

- 1° les dons simultanément comptabilisés en charge et en produits;
- 2° les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charge et en produits;
- 3° les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le conseil d'administration collégalement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- 1° les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté.

Le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;

- 2° les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
- 3° les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges et produits aux différentes subventions visées aux articles 1251 à 1262, 1264, 1265, 1267, 1268 et 1270 à 1273.

4.1. Principes généraux.

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle visée aux articles 1251 à 1261, les charges de fonctionnement général du service visées à l'article 1251, et de personnel et qui sont valablement imputées dans les comptes 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 63, 64 et 65 repris au PCMN visés à l'article 1236, § 1^{er}, à l'exclusion des charges relatives aux médecins appointés ou rémunérés dans le cadre d'une convention écrite avec le service, valablement imputées dans les comptes 62 et 6187 visés à l'article 1236, § 1^{er}, qui sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle pour médecins visée à l'article 1262.

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention journalière visée à l'article 1264 et 1265, les charges liées à la présence effective des pensionnaires et dont ils ont le bénéfice exclusif et qui sont valablement imputées dans les comptes 6010, 6011, 6012, 6013, 6014, 60160 et 609 correspondants ainsi que 613, 61601 et 6161 visés à l'article 1236, § 1^{er}.

Lorsque les charges journalières admissibles sont supérieures à la subvention journalière, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle à condition que les normes d'encadrement visées à l'article 1238 soient respectées.

4.2. Charges et produits relevant simultanément de différentes subventions.

« Les frais de déplacement de service » concernent les frais de véhicule n'appartenant pas à l'institution. Ils sont imputés au compte 6160 et doivent être ventilés sur base de justificatifs probants en deux sous-comptes reprenant tantôt les frais de déplacement de service relatif au fonctionnement général du service (61600), tantôt les frais de déplacement réalisés avec des pensionnaires (61601). Ces frais relèvent respectivement de la subvention annuelle et de la subvention journalière.

Les frais de déplacement imputés au compte 6161 « Service extérieur de ramassage collectif » relèvent de la subvention journalière visée aux articles 1264 et 1265

Les frais de véhicule appartenant à l'institution doivent être répartis dans des sous-comptes appropriés des comptes généraux, essentiellement par l'intermédiaire des comptes suivants 63022X- « Amortissement véhicule », 61204X- « Carburant véhicule », 61405X- « assurances véhicules », 640X- « Taxes véhicule », 611X- « Entretien et réparations véhicule ». La répartition de ces charges entre la subvention journalière et la subvention annuelle est opérée à partir d'une clé de répartition distinguant les kilomètres parcourus respectivement avec ou sans pensionnaires. A défaut de la tenue d'un carnet de bord permettant d'établir cette distinction, l'affectation de ces charges au sein des deux subventions concernées se réalise de la manière suivante : dix pourcent de ces charges relèvent de la subvention annuelle et nonante pourcent de la subvention journalière.

Les amortissements d'investissements de type éducatif, de loisir et médical, hormis le mobilier, sont imputables à la subvention journalière; les autres relèvent de la subvention annuelle.

Les prestations de firmes privées relèvent des enveloppes suivantes :

* Pour les préparations de repas : quarante pourcent du montant hors T.V.A. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la T.V.A. sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.

* Pour le nettoyage de vêtements, draps etc. : soixante cinq pourcent du montant hors T.V.A. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la T.V.A. sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.

* Pour les prestations de secrétariat social, comptabilité, autres prestations administratives et les travaux d'entretien : cent pourcent du montant T.V.A.C. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif.

* Pour les prestations relatives à la supervision d'équipes éducatives : cent pourcent du montant T.V.A.C. peuvent être assimilés à des frais de personnel éducatif, à la condition que les normes de personnel soient déjà respectées avant la prise en compte de ces prestations.

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Le contrôle de l'utilisation des subventions de plusieurs services constituant une même entité administrative se réalise en totalisant d'une part les subventions octroyées par enveloppes et d'autre part les charges ventilées par sections dans la comptabilité.

5. Dérogations.

En concertation avec les services concernés, l'Agence peut décider de mesures dérogatoires aux dispositions de la présente annexe pour les services qui se sont engagés dans un processus de reconversion ou de transformation à la demande de son comité de gestion.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 2

Annexe 100. Liste des subsides visés à l'article 1252

§ 1^{er} Liste des subsides par prise en charge

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM <= soixante

Service Résidentiel pour Jeunes

	Scol + 75 Art 29 bis S	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol - 25	N Scol + 75 Art 29 bis NS	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	31.166,29 €	30.408,53 €	30.027,40 €	26.238,58 €	31.166,29 €	30.408,53 €	30.027,40 €	26.238,58 €
Déf.intel. mod.	36.455,36 €	35.545,14 €	35.087,79 €	30.536,72 €	41.015,40 €	40.105,19 €	39.647,84 €	35.087,79 €
Déf.intel .sév.alité	42.769,47 €	41.576,77 €	40.980,42 €	35.021,43 €	49.578,00 €	48.389,79 €	47.797,93 €	41.852,38 €
Déf.int.sév.non al.	43.344,83 €	42.152,14 €	41.555,79 €	35.596,79 €	50.153,36 €	48.965,15 €	48.373,29 €	42.427,75 €
Déf.intel .prof.alité	42.769,47 €	41.576,77 €	40.980,42 €	35.021,43 €	49.578,00 €	48.389,79 €	47.797,93 €	41.852,38 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant. du dév.	43.344,83 €	42.152,14 €	41.555,79 €	35.596,79 €	50.153,36 €	48.965,15 €	48.373,29 €	42.427,75 €
Troubles caract.	42.961,33 €	41.822,44 €	41.248,51 €	35.549,58 €	48.642,33 €	47.503,44 €	46.934,00 €	41.248,51 €
Av/Ambl. - 12ans	42.961,33 €	41.822,44 €	41.248,51 €	35.549,58 €	48.642,33 €	47.503,44 €	46.934,00 €	41.248,51 €
Av/Ambl. 12ans et +	34.054,31 €	33.296,54 €	32.915,42 €	29.126,59 €	37.856,58 €	37.098,82 €	36.717,69 €	32.915,42 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	54.758,33 €	53.242,80 €	52.485,04 €	44.902,90 €	62.349,44 €	60.829,42 €	60.071,66 €	52.485,04 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	41.265,82 €	40.355,61 €	39.898,26 €	35.347,18 €	45.825,87 €	44.915,65 €	44.458,30 €	39.898,26 €
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 ans.	45.194,29 €	44.001,60 €	43.405,25 €	37.446,26 €	51.130,87 €	49.942,66 €	49.350,79 €	43.405,25 €
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 ans et +.	40.174,65 €	39.224,08 €	38.748,79 €	33.986,98 €	44.945,43 €	43.990,38 €	43.515,09 €	38.748,79 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	60.353,84 €	58.766,57 €	57.977,42 €	50.050,03 €	68.285,72 €	66.702,93 €	65.909,29 €	57.977,42 €
Affection chron. non- contagieuse	38.832,71 €	37.922,49 €	37.465,14 €	32.914,07 €	43.392,75 €	42.482,54 €	42.025,19 €	37.465,14 €
Autisme	42.961,33 €	41.822,44 €	41.248,51 €	35.549,58 €	48.642,33 €	47.503,44 €	46.934,00 €	41.248,51 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	60.353,84 €	58.766,57 €	57.977,42 €	50.050,03 €	68.285,72 €	66.702,93 €	65.909,29 €	57.977,42 €

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	43.539,34 €	42.655,42 €	42.209,09 €	37.771,98 €
B	45.768,04 €	44.835,99 €	44.372,15 €	39.720,63 €
C	55.684,23 €	54.463,37 €	53.855,13 €	47.759,59 €
Article 29 bis	55.684,23 €	55.684,23 €	55.684,23 €	55.684,23 €

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	19.890,01 €
B	20.546,40 €
C et Article 29 bis	21.289,59 €
D	29.074,09 €

Service de Logements supervisés

Accomp.	14.359,53 €
---------	-------------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM > soixante

Service Résidentiel pour Jeunes

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	29.479,07 €	28.721,31 €	28.340,18 €	24.551,36 €	29.479,07 €	28.721,31 €	28.340,18 €	24.551,36 €
Déf.intel. mod.	34.768,14 €	33.857,92 €	33.400,57 €	28.849,50 €	39.328,18 €	38.417,97 €	37.960,62 €	33.400,57 €
Déf.intel. sév.alité	41.082,25 €	39.889,55 €	39.293,20 €	33.334,21 €	47.890,78 €	46.702,57 €	46.110,71 €	40.165,16 €
Déf.int.sév.non al.	41.657,61 €	40.464,92 €	39.868,57 €	33.909,57 €	48.466,14 €	47.277,93 €	46.686,07 €	40.740,53 €
Déf.intel .prof.alité	41.082,25 €	39.889,55 €	39.293,20 €	33.334,21 €	47.890,78 €	46.702,57 €	46.110,71 €	40.165,16 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant du dév.	41.657,61 €	40.464,92 €	39.868,57 €	33.909,57 €	48.466,14 €	47.277,93 €	46.686,07 €	40.740,53 €
Troubles caract.	41.274,11 €	40.135,22 €	39.561,30 €	33.862,36 €	46.955,11 €	45.816,22 €	45.246,78 €	39.561,30 €
Av/Ambl. - 12ans	41.274,11 €	40.135,22 €	39.561,30 €	33.862,36 €	46.955,11 €	45.816,22 €	45.246,78 €	39.561,30 €
Av/Ambl. 12ans et +	32.367,09 €	31.609,32 €	31.228,20 €	27.439,37 €	36.169,36 €	35.411,60 €	35.030,47 €	31.228,20 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	53.071,11 €	51.555,58 €	50.797,82 €	43.215,68 €	60.662,22 €	59.142,20 €	58.384,44 €	50.797,82 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	39.578,60 €	38.668,39 €	38.211,04 €	33.659,96 €	44.138,65 €	43.228,43 €	42.771,08 €	38.211,04 €
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 ans.	43.507,07 €	42.314,38 €	41.718,03 €	35.759,04 €	49.443,65 €	48.255,44 €	47.663,57 €	41.718,03 €
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 ans et +.	38.487,43 €	37.536,86 €	37.061,57 €	32.299,76 €	43.258,21 €	42.303,16 €	41.827,87 €	37.061,57 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	58.666,62 €	57.079,35 €	56.290,20 €	48.362,81 €	66.598,50 €	65.015,71 €	64.222,07 €	56.290,20 €
Affection chron. non- contagieuse	37.145,49 €	36.235,27 €	35.777,92 €	31.226,85 €	41.705,53 €	40.795,32 €	40.337,97 €	35.777,92 €
Autisme	41.274,11 €	40.135,22 €	39.561,30 €	33.862,36 €	46.955,11 €	45.816,22 €	45.246,78 €	39.561,30 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	58.666,62 €	57.079,35 €	56.290,20 €	48.362,81 €	66.598,50 €	65.015,71 €	64.222,07 €	56.290,20 €

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	41.852,12 €	40.968,20 €	40.521,87 €	36.084,77 €
B	44.080,82 €	43.148,77 €	42.684,93 €	38.033,41 €
C	53.997,01 €	52.776,15 €	52.167,91 €	46.072,37 €

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	18.202,79 €
B	18.859,18 €
C	19.602,37 €
D	27.386,87 €

Service de Logements supervisés

Accomp.	14.359,53 €
---------	-------------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= soixante

Service Résidentiel pour Jeunes

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	29.534,19 €	28.834,28 €	28.482,25 €	24.982,68 €	29.534,19 €	28.834,28 €	28.482,25 €	24.982,68 €
Déf.intel. mod.	34.435,94 €	33.595,21 €	33.172,78 €	28.969,16 €	38.647,84 €	37.807,12 €	37.384,68 €	33.172,78 €
Déf.intel. .sév.alité	40.272,74 €	39.171,10 €	38.620,28 €	33.116,23 €	46.574,25 €	45.476,75 €	44.930,07 €	39.438,44 €
Déf.int.sév.non al.	40.805,24 €	39.703,60 €	39.152,78 €	33.648,73 €	47.106,75 €	46.009,25 €	45.462,57 €	39.970,95 €
Déf.intel .prof.alité	40.272,74 €	39.171,10 €	38.620,28 €	33.116,23 €	46.574,25 €	45.476,75 €	44.930,07 €	39.438,44 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant du dév.	40.805,24 €	39.703,60 €	39.152,78 €	33.648,73 €	47.106,75 €	46.009,25 €	45.462,57 €	39.970,95 €
Troubles caract.	40.462,97 €	39.411,03 €	38.880,91 €	33.617,07 €	45.710,25 €	44.658,31 €	44.132,34 €	38.880,91 €
Av/Ambl. - 12ans	40.462,97 €	39.411,03 €	38.880,91 €	33.617,07 €	45.710,25 €	44.658,31 €	44.132,34 €	38.880,91 €
Av/Ambl. 12ans et +	32.234,59 €	31.534,67 €	31.182,64 €	27.683,08 €	35.746,58 €	35.046,66 €	34.694,64 €	31.182,64 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	51.412,85 €	50.013,03 €	49.313,11 €	42.309,84 €	58.424,41 €	57.020,44 €	56.320,53 €	49.313,11 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	38.949,61 €	38.108,89 €	37.686,45 €	33.482,83 €	43.161,52 €	42.320,79 €	41.898,36 €	37.686,45 €
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 ans.	42.547,96 €	41.446,33 €	40.895,51 €	35.391,45 €	48.031,31 €	46.933,81 €	46.387,13 €	40.895,51 €
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 ans et +.	37.911,75 €	37.033,75 €	36.594,75 €	32.196,48 €	42.318,30 €	41.436,16 €	40.997,17 €	36.594,75 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	56.640,13 €	55.174,04 €	54.445,13 €	47.122,96 €	63.966,44 €	62.504,49 €	61.771,44 €	54.445,13 €
Affection chron. non- contagieuse	36.672,23 €	35.831,51 €	35.409,08 €	31.205,46 €	40.884,14 €	40.043,41 €	39.620,98 €	35.409,08 €
Autisme	40.462,97 €	39.411,03 €	38.880,91 €	33.617,07 €	45.710,25 €	44.658,31 €	44.132,34 €	38.880,91 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	56.640,13 €	55.174,04 €	54.445,13 €	47.122,96 €	63.966,44 €	62.504,49 €	61.771,44 €	54.445,13 €

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	40.981,17 €	40.164,05 €	39.751,45 €	35.649,69 €
B	43.042,88 €	42.181,26 €	41.752,48 €	37.452,51 €
C	52.292,14 €	51.163,55 €	50.601,28 €	44.966,41 €

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	19.083,04 €
B	19.689,49 €
C	20.376,12 €
D	27.568,24 €

Service de Logements supervisés

Accomp.	13.476,9 6 €
---------	-----------------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > soixante

Service Résidentiel pour Jeunes

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	27.886,25 €	27.186,34 €	26.834,31 €	23.334,74 €	27.886,25 €	27.186,34 €	26.834,31 €	23.334,74 €
Déf.intel. mod.	32.788,00 €	31.947,27 €	31.524,84 €	27.321,22 €	36.999,90 €	36.159,18 €	35.736,74 €	31.524,84 €
Déf.intel. sév.alité	38.624,80 €	37.523,16 €	36.972,34 €	31.468,29 €	44.926,31 €	43.828,81 €	43.282,13 €	37.790,50 €
Déf.int.sév.non al.	39.157,30 €	38.055,66 €	37.504,84 €	32.000,79 €	45.458,81 €	44.361,31 €	43.814,63 €	38.323,01 €
Déf. int. prof. alité	38.624,80 €	37.523,16 €	36.972,34 €	31.468,29 €	44.926,31 €	43.828,81 €	43.282,13 €	37.790,50 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant du dév.	39.157,30 €	38.055,66 €	37.504,84 €	32.000,79 €	45.458,81 €	44.361,31 €	43.814,63 €	38.323,01 €
Troubles caract.	38.815,03 €	37.763,09 €	37.232,97 €	31.969,13 €	44.062,31 €	43.010,37 €	42.484,40 €	37.232,97 €
Av/Ambl. - 12ans	38.815,03 €	37.763,09 €	37.232,97 €	31.969,13 €	44.062,31 €	43.010,37 €	42.484,40 €	37.232,97 €
Av/Ambl. 12ans et +	30.586,65 €	29.886,73 €	29.534,70 €	26.035,14 €	34.098,64 €	33.398,72 €	33.046,70 €	29.534,70 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	49.764,91 €	48.365,09 €	47.665,17 €	40.661,90 €	56.776,47 €	55.372,50 €	54.672,59 €	47.665,17 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	37.301,67 €	36.460,95 €	36.038,51 €	31.834,89 €	41.513,58 €	40.672,85 €	40.250,42 €	36.038,51 €
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 ans.	40.900,03 €	39.798,39 €	39.247,57 €	33.743,51 €	46.383,37 €	45.285,87 €	44.739,20 €	39.247,57 €
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 ans et +.	36.263,81 €	35.385,81 €	34.946,81 €	30.548,54 €	40.670,36 €	39.788,23 €	39.349,23 €	34.946,81 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	54.992,19 €	53.526,10 €	52.797,19 €	45.475,02 €	62.318,50 €	60.856,55 €	60.123,50 €	52.797,19 €
Affection chron. non- contagieuse	35.024,29 €	34.183,57 €	33.761,14 €	29.557,52 €	39.236,20 €	38.395,48 €	37.973,04 €	33.761,14 €
Autisme	38.815,03 €	37.763,09 €	37.232,97 €	31.969,13 €	44.062,31 €	43.010,37 €	42.484,40 €	37.232,97 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	54.992,19 €	53.526,10 €	52.797,19 €	45.475,02 €	62.318,50 €	60.856,55 €	60.123,50 €	52.797,19 €

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	39.333,23 €	38.516,11 €	38.103,51 €	34.001,75 €
B	41.394,94 €	40.533,32 €	40.104,54 €	35.804,57 €
C	50.644,20 €	49.515,61 €	48.953,34 €	43.318,47 €

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	17.435,10 €
B	18.041,55 €
C	18.728,18 €
D	25.920,30 €

Service de Logements supervisés

Accomp.	13.476,96 €
---------	-------------

§ 2 Les subventions par prise en charge qui figurent au § 1er de la présente annexe ont été calculés par addition des montants suivants :

a) Pour les services autres que les services de logements supervisés

Montant n°1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

3.178,79 euros en service résidentiel <= soixante prises en charge

3.162,10 euros en service résidentiel > soixante prises en charge

Montant n°2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

8.449,35 euros en service résidentiel <= soixante prises en charge

6.778,82 euros en service résidentiel > soixante prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe 109 par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

27.342,86 euros pour le personnel administratif

33.960,97 euros pour les comptables

25.646,14 euros pour les ouvriers

35.780,69 euros pour les assistants sociaux

41.989,09 euros pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est <= à soixante

51.090,82 euros pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est > à soixante

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 pourcent en service résidentiel

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

8.271,08 euros en service résidentiel <= soixante prises en charge

6.639,83 euros en service résidentiel > soixante prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe 109 par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

26.877,84 euros pour le personnel administratif

33.090,46 euros pour les comptables

25.086,80 euros pour les ouvriers

35.393,74 euros pour les assistants sociaux

40.680,24 euros pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est \leq à soixante

49.830,63 euros pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est $>$ à soixante

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 pourcent en service résidentiel

Montant n°3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif)

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

37.487,14 euros pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

35.432,82 euros pour les éducateurs CI1, 2A et chef éduc.

26.688,28 euros pour les éducateurs CI EB, CI 3, puéricultrices et assimilés

40.027,29 euros pour les éducateurs chef de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

59,36 pourcent en service résidentiel

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

37.099,60 euros pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

34.482,23 euros pour les éducateurs CI1, 2A et chef éduc.

26.251,07 euros pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés

39.073,13 euros pour les éducateurs chef de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

51,09 pourcent en service résidentiel

Pour l'ensemble des services

On applique ensuite le coefficient suivant compte tenu des disponibilités budgétaires :

82 pourcent en service résidentiel pour jeunes

100 pourcent en service résidentiel de nuit pour adultes

82 pourcent en service résidentiel pour adultes

D'autre part, la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de « catégorie I » et de la « catégorie II » prévue par les coefficients du point a) de l'annexe 110 est réajustée annuellement par l'Agence.

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institutions constatée durant l'année de référence soit :

77,74 pourcent	EDUC. I	/	22,26 pourcent	EDUC. II	en service résidentiel pour adultes
84,08 pourcent	EDUC. I	/	15,92 pourcent	EDUC. II	en service résidentiel de nuit pour adultes
87,19 pourcent	EDUC. I	/	12,81 pourcent	EDUC. II	en service résidentiel pour jeunes

b) Pour les services de logements supervisés

Montant n°1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

414,90 euros

Montant n°2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

Les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

35.780,69 euros pour les institutions privées

35.393,74 euros pour les institutions publiques

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,89 pourcent pour les institutions privées

47,62 pourcent pour les institutions publiques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 3**Annexe 114/1 visée à l'article 1314/4,1° du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé****PROJET DE SERVICE**

1. **HISTORIQUE/FINALITE**
Histoire du projet
Valeurs qui fondent le travail
Références théoriques
Population cible
Finalités du service proposé et besoins à rencontrer ...
2. **POPULATION ACCUEILLIE**
Nombre/sexes/âge
catégories de handicap/pathologies
scolarité (pour les mineurs), type et lieu
origine géographique
durée du séjour
parents (en vie, présents ou absents, profil d'âge, profil socio-culturel,...)
3. **ADMISSIONS ET REORIENTATIONS**
procédure et critères d'admission
procédure et critères de réorientation
4. **MODE DE STRUCTURATION**
 - a) **Inventaire et mode d'utilisation des ressources**

Infrastructure

Lieu d'implantation, type d'environnement
Structuration de l'espace (unités de vie, locaux réservés à l'hébergement, aux activités,...)

Ressources extérieures

Commerces, services
Sportives
Culturelles
Collaborations avec d'autres services spécialisés ou non

Personnel

Volume d'emploi par fonction
Définition des rôles
Politique de recrutement : niveau de qualification, diversité des ressources (pluridisciplinarité), équilibre hommes/femmes, ...

Politique de formation (interne et externe) : comment est-elle organisée, quelle participation de l'institution dans les frais de formation, qui est sollicité
Horaires : logique de structuration des horaires

b) Mode de fonctionnement

Organigramme fonctionnel et hiérarchique

Structuration des activités :

- * quels projets d'activités, avec quelles finalités, pour qui ...
- structuration temporelle (durée, rythme, régularité, ...)

Détermination des indications thérapeutiques : selon quels critères et quelle logique, procédure et délais de révision

Répartition des usagers dans les groupes : selon quels critères et quelle logique, procédure de révision de la répartition

c) Procédures de coordination et de concertation

- **entre travailleurs :** différents types de réunions, rythme, objet, avec quels intervenants
- **avec l'extérieur** (partenaires) : quels partenaires, quels intervenants assurent les contacts
- **avec les parents :** quel mode de collaboration est prévu, avec quels objectifs, à quel rythme, quels intervenants assurent les contacts
- **entre usagers :** quel mode de concertation est prévu, à quel rythme, qui assure la gestion des réunions

5. MODE D'EVALUATION DE LA PERTINENCE DU PROJET INSTITUTIONNEL

Qui, quand et avec quel mandat

Quelle formalisation en est faite (rédaction du projet de service) par qui

I. MODES D'ELABORATION ET DE SUIVI DES PROJETS INDIVIDUELS

- * mode d'évaluation des compétences et des besoins de chaque personne handicapée compte tenu de son projet de vie
- * mode d'élaboration et de suivi des actions (partenaires, responsabilités, délais)
- * mode d'évaluation des résultats atteints et des stratégies choisies pour ces 3 phases de travail
 - quelle place est réservée concrètement à la personne et à sa famille
 - quels sont les intervenants impliqués prioritairement
 - quels sont les outils utilisés

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 4

Annexe 114/2 visée à l'article 1314/24 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé

QUALIFICATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES SERVICES.

A. Personnel non éducatif

Directeurs classe I

Les titulaires d'un baccalauréat ou d'un master à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

Toutefois, le comité de gestion de l'AWIPH peut décider de reconnaître la qualité de directeur à la personne que le gestionnaire désigne comme tel et qui possède un baccalauréat ou un master d'une autre orientation que celles visées ci-dessus.

Sous-directeurs classe I

a. Sous-directeur classe I assurant une fonction pédagogique

Les porteurs d'un baccalauréat ou d'un master à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

b. Sous-directeur classe I assurant une fonction administrative

Les porteurs d'un baccalauréat ou d'un master à orientation juridique, économique, administrative ou comptable et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction administrative ou comptable.

Econome

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures.

Rédacteur

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Commis et Commis-sténodactylographe

Les porteurs d'un des titres suivants :

- Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).
- Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau".

Les Commis-sténodactylographe doivent de surcroît être porteur d'un certificat ou diplôme attestant de la connaissance de la sténodactylographie.

Personnel ouvrier catégorie I

Les manoeuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie II

Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans le service.

Personnel ouvrier catégorie III

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Personnel ouvrier catégorie IV

Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école ou un établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.

Personnel ouvrier catégorie V

Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.

Comptable 1^{ère} classe

Les porteurs d'un baccalauréat à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Comptable 2^e classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

B. Personnel éducatif

Master en sciences psychologique, sciences de l'éducation, sciences de la famille et de la sexualité, kinésithérapie et réadaptation ou logopédie

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.

Bachelier - Assistant en psychologie

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Spécialisation ou post-graduat paramédical en psychomotricité

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Bachelier paramédical en psychomotricité.

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier en ergothérapie ou kinésithérapie et réadaptation.

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Bachelier Assistant social ou Bachelier Conseiller social

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Educateur chef-de groupe

Les éducateurs classe I qui justifient au moins de trois années de service en qualité d'éducateur classe I.

Chef éducateur

Les éducateurs classe I qui justifient au moins d'une année de service en qualité d'éducateur classe I.

Educateur classe I

Les porteurs d'un baccalauréat ou d'un master à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste et du diplôme ou certificat d'aptitude pédagogique.

Educateur classe II

Uniquement les éducateurs de classe II déjà en service dans une institution agréée à la date du 1^{er} janvier 1976 porteurs d'un des titres suivants :

- 1° diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale ;
- 2° brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que ceux-ci s'occupent d'enfants de 0 à 6 ans ;
- 3° diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans ;
- 4° diplôme de l'enseignement normal gardien.

Educateur classe IIA

1° Les porteurs d'un des diplômes ou certificats suivants :

- a) éducation de l'enfance (D3TQ) ;
- b) sciences sociales appliquées (D3TQ) ;
- c) techniques sociales (D3TQ) ;
- d) éducation physique et animation socio-culturelle (D3TQ) ;
- e) d'aspirant(e) en nursing (D3TQ) ;
- f) d'assistance en gériatrie (D3TQ) ;
- g) d'agent d'éducation (D3TQ) ;
- h) d'animateur (D3TQ) ;
- i) d'agent social (D3TQ) ;
- j) sciences sociales et éducatives (D3TTR) ;
- k) attestant la réussite d'une 7^{ème} année professionnelle (D37P) en puériculture, aide familial(e) et sanitaire, assistance en gériatrie ;

- l) de fin d'études secondaires supérieures techniques à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale;
- 1° Les porteurs d'un des brevets suivants :
 - a) de puéricultrice (D3P) pour autant que ceux-ci s'occupent exclusivement d'enfants de 0 à 6 ans ;
 - b) d'infirmière.

Educateur classe III.

Les porteurs d'un des titres suivants :

- 1° diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures ou secondaires supérieures (formation générale ou technique) ;
- 2° brevet ou certificat de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures ;
- 3° diplôme de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire qui ne permet pas d'accéder à la qualification d'éducateur classe 1 ;

Infirmier(ère) breveté(e)

Les titulaires du brevet d'infirmier(ère).

Bachelier en soins infirmiers

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Spécialisation en santé communautaire

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Diététicien (ne)

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Puéricultrice, aide familial(e) et sanitaire, garde-malade ou autres fonctions assimilées

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat :

- 1° de puéricultrice (D3P);
- 2° d'aide familial(e) et sanitaire (D3P);
- 3° de moniteur(trice) pour collectivités d'enfants (D3P) ;
- 4° d'aide seniors ;
- 5° d'auxiliaire polyvalent(e) des services à domicile et en collectivité correspondant au certificat de qualification d'auxiliaire familial(e) et sanitaire délivré par l'enseignement secondaire de plein exercice ;

Médecin généraliste

Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.

Médecin spécialiste

Les porteurs d'un titre de qualification requis pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécification requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 5**Annexe 114/3 visée à l'article 1314/26 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé****NORMES DE PERSONNEL**

Normes quantitatives minimales de personnel à respecter en fonction des objectifs points et des points nominatifs

Pour les Service d'Accueil de Jour pour Adultes

- Personnel non éducatif : 0,3100 ETP par 1000 points
- Personnel éducatif : 1,1200 ETP par 1000 points

On entend par “ personnel éducatif ”, l'ensemble des psychologues, paramédicaux, assistants sociaux, éducateurs des catégories I et II, éducateurs chefs de groupe dont la qualification correspond aux exigences de la fonction reprises à l'annexe 114/2, quel que soit leur statut même si leurs prestations sont effectuées par l'intermédiaire d'une société de services.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 6 s

Annexe 114/4 visée à l'article 1314/35 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé

NORMES ARCHITECTURALES

Chapitre I : Les conditions générales

A. NORMES D'HYGIENE GENERALE DES BATIMENTS

1. Les bâtiments érigés en un endroit salubre, seront régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration sera combattue.
2. Toutes les précautions seront prises pour prévenir et combattre l'incendie.
3. Le chauffage devra permettre d'atteindre, dans les locaux de séjour, une température de 18° à 20° par tous les temps. Le système adopté proscrira toute flamme ouverte, dégagement de gaz ou de poussière.
4. L'aération et l'éclairage de tous les locaux seront assurés. Un éclairage électrique suffisant doit être prévu ainsi qu'un éclairage de secours adéquat.
5. Une eau potable devra être disponible à volonté dans le bâtiment.
6. Des terrasses et/ou cours seront prévues.
7. Des installations sanitaires en nombre suffisant seront prévues à proximité des locaux de séjour. La ventilation électrique de ces locaux doit être assurée.

On disposera au moins de :

1 WC pour 20 personnes handicapées ;

1 urinoir ou 1 WC pour 20 personnes de sexe masculin ;

1 lavabo à eau courante pour 6 personnes handicapées ;

Des installations sanitaires distinctes seront prévues en nombre suffisant pour les visiteurs et le personnel.

8. Le service d'accueil de jour disposera de locaux distincts afin d'isoler les personnes atteintes ou suspectes d'affections contagieuses.
9. Le service disposera de locaux réservés aux examens médicaux éventuels, aux interventions psychologiques, sociales et/ou paramédicales.
10. Le service disposera de locaux réservés à l'administration.

Chapitre II : Les conditions spéciales

Outre les dispositions visées au chapitre 1^{er}, les services doivent respecter des dispositions particulières en fonction du ou des handicaps des usagers qu'ils accueillent.

1. Le service organisé sur plusieurs niveaux disposera des ascenseurs nécessaires pour assurer efficacement la circulation verticale.
2. Dans les couloirs, les inégalités du sol telles que marches, escaliers et autres entraves à la circulation, seront autant que possible évitées, les couloirs et les escaliers seront pourvus de mains courantes.
3. Un certain nombre de WC seront suffisamment spacieux et larges pour permettre le passage des voitures. Ils seront pourvus de barres d'appui.

Si le service accueille des usagers atteints de troubles respiratoires ou cardiaques, il disposera d'un appareil respiratoire et d'oxygénation approprié.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 7**Annexe 114/5 visée à l'article 1314/79 § 4 et 1314/81 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé****GRILLE D'ÉVOLUTION DE L'ANCIENNETÉ**a) Pour les Service d'Accueil de Jour pour Adultes

Ancienneté pécuniaire	% évolution
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,16%
12	2,41%
13	4,58%
14	4,82%
15	6,99%
16	9,39%
17	11,55%
18	11,80%
19	13,97%
20	14,21%
21	16,38%
22	16,63%
23	18,80%
24	19,04%
25	20,94%
26	21,19%
27	23,04%
28	23,29%
29	23,55%
30	23,55%
31	23,57%

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 8

Annexe 114/6 visée à l'article 1314/88 § 2 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé

ADMISSIBILITE DES CHARGES – REGLES GENERALES applicables aux services d'accueil de jour pour adultes

1. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants :

- 1) elles doivent être relatives aux usagers visés à l'article 1314/1 1° du présent arrêté donnant lieu à une subvention de l'Agence – Lorsque le service accueille ou héberge des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapée(s), les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites par l'application d'un coefficient. Celui-ci reprend au numérateur les points utilisés et plafonnés aux points attribués par l'Agence pour l'accueil de personnes handicapées adultes et au dénominateur l'équivalent en points des périodes d'accueil de la totalité des personnes accueillies dans le service. L'année d'attribution de la subvention est la période concernée pour le calcul de ces points. Les points figurant au numérateur sont cependant augmentés des équivalents en points des périodes d'accueil des bénéficiaires non – subventionnés à concurrence d'un maximum de vingt pour cent des points utilisés et plafonnés aux points attribués par l'agence pour l'accueil de personnes handicapées.
- 2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné ;
- 3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée ;
- 4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution ;
- 5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH ;
- 6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH ;
- 7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées ;
- 8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets ;
- 9) elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature ;
- 10) à l'exception de dons entre entités liées, elles ne peuvent être explicitement couvertes par une autre source de financement.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles:**2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services**

- 1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région Wallonne ;
- 2) les biens d'investissements de plus de 500 € TVAC imputées en charge dans un seul exercice ;
- 3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services ;
- 4) le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale ;
- 5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents ;
- 6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents ;
- 7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat ;
- 8) les frais d'indemnisation des volontaires qui ne respectent pas la loi relative aux droits des volontaires ;
- 9) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :
 - Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service Public Fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral)

- Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques de la commission paritaire en vigueur au sein du service ;
- 2) La partie de la rémunération du coordinateur qui excède le montant prévu à l'échelle barémique 25 fixée par la CP 319.02 ;
- 3) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP en vigueur au sein du service ou du Conseil National du Travail ;
- 4) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230 ;
- 5) les charges relatives aux assurances-groupes ;
- 6) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625 ;
- 7) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations ;

- 8) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale ;
- 9) les charges de rémunération ne correspondant pas à des activités pour le service d'accueil de jour. Lorsqu'un membre du personnel est affecté à plusieurs missions au sein de la structure, un document formalisant la répartition de son temps de travail doit être fourni et validé.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services:

- 1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - vingt pour cent pour les frais d'établissement visés au compte 6300.
 - trente trois pour cent pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.
 - trois pour cent pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020.
 - dix pour cent pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020.
 - vingt pour cent pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33%.
 - dix pour cent pour le mobilier visé au compte 63022X.
 - vingt pour cent pour le matériel roulant visé au compte 63022X.L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires

Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

- 2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634 ;
- 3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635 ;
- 4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636 ;
- 5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les amendes imputées au compte 640 ;
- 2) les moins-values sur créances commerciales et autres moins values visées aux comptes 641 et 642 à l'exception de celles qui découlent des participations réclamées sur base de l'article 1314/90.
- 3) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services:

- 1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants: 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements » ;
- 2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit ;
- 3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services:

- 1) les charges exceptionnelles visées au compte 660.

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services:

- 1) les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers:

- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits ;
- 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits ;
- 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégalement avec la direction.

3. Sont déduites des charges:

- 1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté à l'exception du subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale ;
- 2) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions ;
- 3) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges et produits aux différentes subventions visées au chapitre IX du présent arrêté.4.1. Principes généraux.

Les principes généraux suivants s'appliquent sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté.

Sont considérées comme des charges de fonctionnement les charges valablement imputées dans les comptes 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 64 et 65 repris au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Sont considérées comme des charges de personnel les charges de personnel non-éducatif et éducatif dont les qualifications correspondent aux titres requis repris à l'annexe II et valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Sont considérées comme des charges de médecin coordinateur les charges valablement imputées pour ces prestataires dans les comptes 618 et 62 repris au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Sont considérés comme des frais personnalisables les charges liées à la présence effective des pensionnaires et dont ils ont le bénéfice exclusif et qui sont valablement imputées dans les comptes 6010, 6011, 6012, 6013 et 609 correspondants ainsi que 613, 61601 et 6161 repris au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

4.2. Charges et produits relevant simultanément de différentes subventions.

“ Les frais de déplacement de service ” concernent les frais de véhicule n’appartenant pas à l’institution. Ils sont imputés au compte 6160 et doivent être ventilés sur base de justificatifs probants en deux sous-comptes reprenant tantôt les frais de déplacement de service relatif au fonctionnement général du service (61600), tantôt les frais de déplacement réalisés avec des pensionnaires (61601). Ces frais relèvent respectivement des charges de fonctionnement et des frais personnalisables.

Les frais de déplacement imputés au compte 6161 “ Service extérieur de ramassage collectif ” relèvent de la subvention « mobilité » et de la subvention de base visées à l’article 1314/71 et 1314/83.

Les frais de véhicule appartenant à l’institution doivent être répartis dans des sous-comptes appropriés des comptes généraux, essentiellement par l’intermédiaire des comptes suivants 63022X- “ Amortissement véhicule ”, 61204X- “ Carburant véhicule ”, 61405X- “ assurances véhicules ”, 640X- “ Taxes véhicule ”, 611X- “ Entretien et réparations véhicule ”. La répartition de ces charges en frais personnalisables et de fonctionnement est opérée à partir d’une clé de répartition distinguant les kilomètres parcourus respectivement avec ou sans usagers. A défaut de la tenue d’un carnet de bord permettant d’établir cette distinction, leur répartition par défaut est la suivante: dix pour cent de ces charges relèvent du fonctionnement et nonante pour cent des frais personnalisables.

Les amortissements d’investissement de type éducatif, de loisir et médical, hormis le mobilier, sont considérés comme des frais personnalisables, les autres relèvent des charges de fonctionnement.

Les prestations de firmes privées relèvent des postes suivants:

- 1° Pour les préparations de repas: quarante pour cent du montant hors TVA sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif. Ils relèvent de la subvention de base. Le solde y compris la TVA sur l’entièreté du montant relève des frais personnalisables.
- 2° Pour le nettoyage de vêtements, draps etc.: soixante cinq pour cent du montant hors TVA sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention de base. Le solde y compris la TVA sur l’entièreté du montant relève des frais personnalisables.
- 3° Pour les prestations de secrétariat social, comptabilité, autres prestations administratives et les travaux d’entretien: cent pour cent du montant TVAC sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif.
- 4° Pour les prestations relatives à la supervision d’équipes éducatives: cent pour cent du montant TVAC sont assimilables à des frais de personnel éducatif.

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

5. Contrôle financier :

Quand un service d'accueil de jour existe au sein d'une entité administrative, le résultat global du contrôle de l'utilisation des subventions de ce service est additionné au résultat du contrôle de l'utilisation des subventions du reste de l'entité administrative.

6. Dérogations

En concertation avec les services concernés, l'Agence peut décider de mesures dérogatoires aux dispositions de la présente annexe pour les services qui se sont engagés dans un processus de reconversion ou de transformation à la demande de son comité de gestion.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 9

Annexe 114/7 reprenant les échelles de traitement fixées par la sous-commission paritaire 319.02 visée à l'article 114/6 point 2.2 1) du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé

ECHELLES DE TRAITEMENT

Catégories	Fonctions	Barème (N° Echelle)
<i>Personnel non éducatif</i>	<u>Personnel de direction</u>	
	Directeur Classe 1 - 15-29 places	25
	Directeur Classe 1 - 30-60 places	28
	Directeur Classe 1 - 60+ places	29
	Directeur Classe 2 - 15-29 places	18
	Directeur Classe 2 - 30-60 places	20
	Directeur Classe 2 - 60+ places	23
	Directeur - 6-14 places Classe 1	24
	Directeur - 6-14 places Classe 2	18
	Sous-directeur Classe 1	26
	Sous-directeur Classe 2	20
	<u>Personnel administratif</u>	
	Master à orientation économique, juridique, administrative ou informatique	27
	Bachelier à orientation économique, juridique, administrative ou informatique	19
	Rédacteur	17
	Econome	16
	Commis et Commis sténodactylographe	4
	Comptable Classe 1	18
	Comptable Classe 2	8
	<u>Personnel ouvrier</u>	
	Ouvrier Catégorie 1	1
Ouvrier Catégorie 2	2	
Ouvrier Catégorie 3	3	
Ouvrier Catégorie 4	6	
Ouvrier Catégorie 5	11	

Personnel éducatif	<u>Personnel psycho-paramédical</u>	
	Master en sciences psychologiques, sciences de l'éducation, sciences de la famille et de la sexualité, kinésithérapie et réadaptation ou logopédie	27
	Bachelier en kinésithérapie et réadaptation, ergothérapie, diététique ou assistant en psychologie	19
	Bachelier paramédical en psychomotricité	19
	Infirmier breveté	14
	Bachelier en soins infirmiers	19
	<u>Assistant social</u>	
	Bachelier Assistant social ou Bachelier Consultant social	19
	<u>Personnel spécial</u>	
	Technicien bricoleur en appareillage	4
	Technicien électronicien A1	19
	Technicien électronicien A2	12
	<u>Personnel éducatif Catégorie I</u>	
	Chef éducateur	21
	Educateur Classe 1	18
	Educateur Classe 2	15
	Educateur Classe 2A	13
	<u>Personnel éducatif Catégorie II</u>	
	Educateur Classe 2B	10
	Educateur Classe 3	5
	Aide familiale ou sanitaire	9
	Puéricultrice	9
Garde malade	7	
<u>Personnel chef de groupe</u>		
Chef de groupe	22	
Personnel médical		
Médecin généraliste	30	
Médecin spécialiste	31	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

Annexe 10

Annexe 114/8 visée à l'article 1314/83 § 4 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé

PARTIE VARIABLE DE LA SUBVENTION MOBILITE DETERMINEE EN FONCTION DE LA SITUATION GEOGRAPHIQUE DU SERVICE

Provinces	Arrondissements	Montants de la majoration
Brabant Wallon	Nivelles	0,50 €
Hainaut	Ath	1,01 €
	Charleroi	0,22 €
	Mons	0,39 €
	Mouscron	0,24 €
	Soignies	0,48 €
	Thuin	1,06 €
	Tournai	0,71 €
Liège	Huy	1,06 €
	Liege	0,22 €
	Verviers	0,71 €
	Waremme	0,91 €
Luxembourg	Arlon	0,97 €
	Bastogne	4,08 €
	Marche-en-Famenne	3,02 €
	Neufchateau	3,94 €
	Virton	2,56 €
Namur	Dinant	2,58 €
	Namur	0,66 €
	Philippeville	2,41 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27195]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, artikel 283;

Gelet op het Waals reg wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering 7 maart 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering 26 september 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "AWIPH" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 26 september 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 januari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 januari 2014;

Gelet op het advies nr. 55579/4 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Personnes handicapées" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven op 13 februari 2014;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, wordt aangevuld met een ondertitel 1, die de huidige artikelen 1192 tot 1314 inhoudt, luidend als volgt :

"Ondertitel 1 — Residentiële diensten en dagopvangdiensten voor jongeren".

Art. 3. In artikel 1192 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 14° wordt vervangen als volgt :

« 14° begeleidingsdiensten voor volwassenen : de diensten bedoeld in de artikelen 545 tot 628 en 1374 tot 1376; »;

2° er wordt een punt 16° ingevoegd, luidend als volgt :

"16° verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen."

Art. 4. Artikel 1194 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 1195 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1195. De dagopvangdienst voor niet geschoolde jongeren onthaalt en begeleidt begunstigen die wegens hun handicap op een bepaald moment behoefte hebben aan een aangepaste individuele, educatieve, medische, therapeutische, psychologische, sociale tenlasteneming waarvan de intensiteit varieert naar gelang van hun specifieke behoeften. De tenlasteneming kan gedurende het traject van de begunstigde aangepast worden en naar gelang van de behoeften variëren van een intensieve omkadering overdag tot een begeleiding extra-muros in de verschillende levensmilieus.

De dagopvangdienst beoogt de school-, sociale, culturele of professionele integratie van de gehandicapte persoon.

Het niet volgen van een onderwijs moet vastgesteld worden volgens de wettelijke en reglementaire procedures die van kracht zijn."

Art. 6. Artikel 1196 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 1197 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"De residentiële dienst voor jongeren kan onderdak verschaffen aan jonge gebruikers die een dagopvangdienst voor niet geschoolde jongeren bezoeken. In dat geval wordt het in artikel 1193, § 1, 1°, bedoeld aantal tenlastenemingsdagen met de helft verminderd voor de berekening van de gemiddelde referentiebezetting van de residentiële dienst voor jongeren."

Art. 8. Artikel 1201, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

"6° de oprichting van een nieuwe dienst tengevolge van de erkenning van de structuren die gezorgd hebben voor de overdracht van hun tenlasteneming krachtens artikel 81ter, § 1, het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008."

Art. 9. In artikel 1203, § 3, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2° wordt vervangen als volgt :

“2° waarvan de administratieve entiteit waartoe ze behoren al vóór 2012 één of meer erkende tenlastenemingen omgezet heeft in erkende tenlastenemingen in residentiële overgangsdiensten of een residentiële overgangsdienst of een woning voor begeleid wonen en innoverende specifieke initiatieven opgericht heeft.”;

2° er wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 5. Als een administratieve entiteit samengesteld is uit verschillende residentiële diensten voor volwassenen, is de bepaling waarin paragraaf 1 voorziet slechts van toepassing op één van de residentiële structuren voor volwassenen van dezelfde administratieve entiteit voor zover de dienst zijn plaatsen omzet overeenkomstig paragraaf 2. De residentiële dienst voor volwassenen waarvan de erkende capaciteit wordt verminderd, wordt door de administratieve entiteit gekozen in samenspraak met het “AWIPH”.”.

Art. 10. In artikel 1208, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de dagopvangdiensten voor volwassenen” geschrapt.

Art. 11. Artikel 1210, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 1232 wordt vervangen als volgt :

“Art. 1232. De dagopvangdienst voor niet-geschoolde jongeren zorgt minimum honderd zevenentachtig dagen per jaar en zes uur per dag voor de effectieve tenlasteneming van begunstigten. Hij is minimum zevenenhalf uur per dag open.”.

Art. 13. In artikel 1236 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 4, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

“De jaarrekeningen gaan ook vergezeld van een volledige lijst van de verbonden entiteiten. De boekhouding van de entiteiten kan overigens op verzoek ingekeken worden door de diensten van het “AWIPH”.”;

2° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

“§ 5. Als diensten door een verbonden entiteit verleend worden, geven de dienstverleners hun aanwezigheid aan in het register van het personeel.”.

Art. 14. In artikel 1245, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de punten 2°, 8°, 9° en 17° opgeheven.

Art. 15. Artikel 1247 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. 1247. De bedragen opgenomen in de artikelen 1262, 1267, 1268, 1279, 1283 en 1284 en in de bijlagen 101 en 112, behalve de bedragen betreffende de belastbare inkomens bedoeld in bijlage 112, worden gekoppeld aan de spilindex 119,53 van 1 mei 1996.”.

Art. 16. Artikel 1249 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 1250 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. 1250. Voor 2014 wordt de in artikel 1255, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt vastgelegd op 100 percent.”.

Art. 18. In artikel 1262, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt punt 5° opgeheven.

Art. 19. In artikel 1274 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “dagopvangdienst voor volwassenen” worden geschrapt;

2° punt 1° wordt opgeheven.

Art. 20. In artikel 1275 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

“§ 2. Als de gehandicapte persoon en eventueel de persoon die hem begeleidt voor de in paragraaf 1 bedoelde verplaatsing gebruik maken van een voertuig, betaalt het “AWIPH” de reiskosten terug op grond van het percentage voorzien voor de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst.”.

Art. 21. Artikel 1282 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel 1284 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. 1284. In geval van cumul van tenlastenemingen tussen een residentiële nachtdienst voor volwassenen of een dienst voor gesuperviseerde woningen en een dagopvangdienst voor volwassenen, zoals omschreven in artikel 1314/4, wordt de bijdrage die door de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger verschuldigd is aan de residentiële nachtdienst voor volwassenen of aan de dienst voor gesuperviseerde woningen forfaitair verminderd met 7,09 euro per aanwezigheidsdag in de dagopvangdienst voor volwassenen.”.

Art. 23. Artikel 1288, § 2, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 24. Hetzelfde Wetboek, Tweede deel, Boek V, Titel XI, wordt aangevuld met een ondertitel 2, die de nieuwe artikelen 1314/1 tot 1314/93 inhoudt, luidend als volgt :

“Ondertitel 2. — Dagopvangdiensten voor volwassenen

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 1314/1. Voor de toepassing van deze ondertitel wordt verstaan onder :

1° gebruiker : elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 261 van het decreetgevend wetboek, voor wie het “AWIPH” door zijn beslissing tot tegemoetkoming besluit tot de gegrondheid om voordeel te trekken van de steun van één van de diensten bedoeld in artikel 283, 6° of 7°, van hetzelfde Wetboek;

2° volwassene : gebruiker die minstens 18 jaar oud is;

3° maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen : lijst van de aanwezigheidsdagen van de gebruikers naar een model opgemaakt door het “AWIPH”;

4° tewerkstellingskadaster : de lijst van het personeel die aan het eind van elk jaar door de dienst opgemaakt wordt naar een model opgemaakt door het “AWIPH”;

5° administratieve entiteit : entiteit samengesteld uit verschillende door het "AWIPH" erkende diensten afhankelijk van dezelfde inrichtende macht en beheerd door een gemeenschappelijke algemene directie, die voor het geheel van de diensten verantwoordelijk is voor het dagelijkse beheer, zowel op administratief, financieel vlak als inzake personeelsaangelegenheden, met name : de effectieve dagelijkse bevoegdheid om bevelen en richtlijnen aan het personeel te geven, met inbegrip van de gemeenschappelijke administratieve pool van de diensten, en om zich de middelen ter beschikking te laten stellen om het hoofd te kunnen bieden aan de financiële lasten i.v.m. de dagelijkse werking van de betrokken diensten;

6° verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen;

7° delegatie van bevoegdheden : geschreven document van de inrichtende macht waarbij de directeur van de dienst onder haar verantwoordelijkheid of onder die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit ertoe gemachtigd wordt het beheer van de dienst waar te nemen, op zijn minst wat betreft de tenuitvoerlegging en de opvolging van het pedagogische project, het beheer van het personeel, het financieel beheer, de toepassing van de geldende regelgevingen, de vertegenwoordiging van de dienst in zijn betrekkingen met het "AWIPH";

8° opvangcapaciteit : het maximumaantal gehandicapte personen die tegelijkertijd opgevangen mogen worden per infrastructuur zoals bepaald bij het attest van de regionale brandweerdienst;

9° gewoon punt : erkenningseenheid die overeenstemt met de aanwezigheid van een gebruiker die op gewone wijze opgevangen wordt;

10° nominatief punt : erkenningseenheid die overeenstemt met de aanwezigheid van een gebruiker opgevangen op verzoek van het "AWIPH" in het kader van het beleid betreffende de prioritaire gehandicapte personen die in noodtoestand verkeren;

11° puntendoelstelling : aantal gewone punten dat de dagopvangdienst moet behalen om zijn erkenning en de desbetreffende subsidies te behouden;

12° uittreksel uit het strafregister : uittreksel uit het strafregister naar het model bedoeld in artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde diensten betrokken bij de hergroepering zijn gevestigd op een redelijke afstand van de plaats waar de directie hoofdzakelijk zitting heeft en waar de nodige administratieve gegevens voor het dagelijks beheer geconcentreerd worden. De directie van het geheel van de door het "AWIPH" erkende en gesubsidieerde diensten wordt voltijds waargenomen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene beginselen en opdrachten van de diensten*

Art. 1314/2. Met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 264 van het decreetgevend wetboek beoogt de dagopvangdienst de ontplooiing en de sociale integratie van de personen, waarbij in partnerschap met hen, hun familieleden en het netwerk valoriserende burgerlijke activiteiten tot stand gebracht worden.

Art. 1314/3. De dagopvangdienst voor volwassenen vangt volwassenen overdag op, zorgt voor een educatieve begeleiding via afwisselende en aangepaste activiteiten, alsook voor een optimale psychologische, sociale en therapeutische begeleiding die inspeelt op de individuele behoeften van de gehandicapte personen en die hun sociale, burgerlijke of culturele integratie of hun persoonlijke ontplooiing beoogt.

De dagopvangdienst voor volwassenen is minimum 227 dagen per jaar en 7 uren 30 per dag open.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

Afdeling 1. — Procedure

Art. 1314/4. De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van de volgende documenten :

1° een dienstproject alsook de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden, opgemaakt op grond van het basismodel bedoeld in bijlage 114/1;

2° een huishoudelijk reglement met minimum :

a) de nauwkeurige identificatie van de rechtspersoon die het beheer van de dienst waarneemt, op zijn minst zijn benaming, zetel, aard en rechtsvorm, de datum van de erkenning en de duur ervan als de dienst al erkend is;

b) de doelstellingen van de dienst en het geheel van de diensten die hij aanbiedt, met een globale beschrijving van de op te vangen gebruikers;

c) de bijzondere opnemingsvoorwaarden, met name die betreffende de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gebruikers, zoals leeftijd, geslacht, al dan niet bijkomende handicaps;

d) de omstandigheden waardoor de gehandicapte persoon geheroriënteerd of van de dienst weggestuurd kan worden, de opzegtermijn;

e) de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de raad van gebruikers;

f) de modaliteiten tot indiening van eventuele klachten, voorstellen en bemerkingen en de wijze waarop ze behandeld worden;

g) de wederzijdse rechten en plichten van de gebruiker, van zijn wettelijke vertegenwoordiger en van de dienst;

h) de risico's gedekt door de verzekeringspolissen die door de dienst zijn gesloten;

3° een nota met de categorieën handicaps van de personen die de opvangdienst bereid is op te vangen alsook hun geslacht en leeftijd;

4° de identiteit van de directeur van de dienst, een eensluidend afschrift van zijn diploma's;

5° een uittreksel uit het strafregister van de directeur zoals bedoeld in artikel 1314/1, 12°, van minder dan drie maanden geleden en vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt, of tot criminele straffen;

6° de delegatie van bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 1314/1, 7°;

7° een rapport van een gemeentelijke dienst of van een regionale brandweerdienst waaruit blijkt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen om brand te voorkomen en waarin de opvangcapaciteit van de infrastructuren vermeld wordt;

8° een plan van de inrichting waarop de interne communicatiewegen en de bestemming van de lokalen per verdieping aangegeven worden;

9° het registratienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Art. 1314/5. Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag richt het "AWIPH" aan de aanvrager een bericht van ontvangst van het dossier als het volledig is. Als het dossier niet volledig is, verwittigt het "AWIPH" de aanvrager en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Afdeling 2. — Beslissing tot erkenning

Art. 1314/6. Als het dossier volledig is, onderzoekt het "AWIPH" de aanvraag en beslist het beheerscomité binnen een termijn van zes maanden, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige erkenningsaanvraagdossier, na inwinning van het advies van de raad voor opvoeding, opvang en huisvesting.

Art. 1314/7. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De beslissing tot erkenning vermeldt :

- 1° het type dienst waarvoor de structuur erkend is;
- 2° de categorieën handicaps van de personen die de dienst mag opvangen;
- 3° de opvangcapaciteit van de dienst;
- 4° de door de dienst te halen puntendoelstelling;
- 5° de lokalisatie van de vestigingen alsook de opvangcapaciteit ervan;
- 6° het aantal nominatieve punten toegekend aan de dienst voor de opvang van prioritaire gehandicapte personen die in noodtoestand verkeren.

Art. 1314/8. In afwijking van artikel 1314/7, eerste lid, wordt de erkenning van een nieuwe dienst verleend voor een proefperiode van één tot maximum drie jaar. Na afloop van die periode wordt de erkenning voor een onbepaalde duur verleend, behoudens andersluidende beslissing van het beheerscomité.

Art. 1314/9. § 1. In afwijking van artikel 1314/7, eerste lid, kan het beheerscomité de erkenning intrekken, opschorten of de duur ervan tijdelijk beperken zodra het vaststelt dat één van de voorwaarden waarin de erkenning voorziet niet meer vervuld is.

§ 2. De tijdelijke beperking van de erkenningsduur geschiedt via de toekenning door het beheerscomité van een tijdelijke erkenning voor één tot drie jaar.

Na afloop van die periode wordt de erkenning voor een onbepaalde duur verleend, behoudens andersluidende beslissing van het beheerscomité.

§ 3. Het "AWIPH" kan het behoud van de erkenning voor hoogstens twee jaar onderwerpen aan de instelling van een begeleidingscomité dat de dienst zal helpen de erkenningsvoorwaarden te vervullen.

Het begeleidingscomité bestaat uit minimum :

- 1° een vertegenwoordiger van het "AWIPH";
- 2° een deskundige aangewezen door het beheerscomité op grond van zijn bevoegdheid voor het bestaande probleem;
- 3° een vertegenwoordiger van de inrichtende macht van de betrokken dienst;
- 4° een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties;
- 5° een vertegenwoordiger van de gezinnen of van de gebruikers.

Als de dienst na afloop van die termijn nog steeds niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, wordt de erkenning geheel of gedeeltelijk ingetrokken door het "AWIPH".

§ 4. De beslissing tot intrekking, opschorting of beperking van de erkenning wordt betekend bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent.

Art. 1314/10. Als een dienst tengevolge van een intrekking van erkenning gesloten wordt, zorgt het "AWIPH" voor de samenwerking van elke dienst om de heroriëntering en de dringende opvang van de gebruikers te waarborgen.

Afdeling 3. — Wijziging van erkenning

Art. 1314/11. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning wordt met redenen omkleed en per brief aan het "AWIPH" gericht.

Art. 1314/12. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning die betrekking heeft op de verhoging van de opvangcapaciteit of op de puntendoelstelling van een dienst moet vergezeld gaan van het document bedoeld in artikel 1314/4, 7°.

Art. 1314/13. Het "AWIPH" beoordeelt de elementen van het dossier en eist eventueel aanvullende documenten op. Als het dossier volledig is, verwittigt het "AWIPH" de aanvrager in een bericht van ontvangst.

Het beheerscomité spreekt zich uit binnen drie maanden na de verzending van het bericht van ontvangst, na inwinning van het advies van de raad voor opvoeding, opvang en huisvesting.

Art. 1314/14. In geval van goedkeuring door het beheerscomité wordt de wijziging van erkenning effectief geacht op de eerste dag van de maand die volgt op de betekening van de beslissing van het "AWIPH".

Als het gaat om een wijziging van erkenning betreffende een dienstverbouwing, voert de dienst de verbouwing door op de datum vermeld in de beslissing tot erkenning.

Afdeling 4. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 1314/15. Behalve de erkenningsbeginselen bepaald bij de artikelen 467 en 469, voldoen de diensten aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 1314/16 tot 1314/37.

Onderafdeling 1. — Voorwaarden betreffende het dienstproject en de tenlasteneming van de begunstigden

Art. 1314/16. Het dienstproject wordt uitgewerkt, geëvalueerd en bijgewerkt in overleg met de sociale, educatieve en therapeutische ploeg van de dienst.

De dienst ziet toe op de naleving van de doelstellingen van zijn dienstproject.

De dienst wendt de middelen aan die de in het tweede lid vermelde doelstellingen helpen halen.

Het project, de evaluatie alsook de bijwerkingen ervan worden overgelegd aan alle leden van de dienst en aan de Raad van gebruikers. Het wordt minstens om de zes jaar bijgewerkt en geëvalueerd.

Het project is het voorwerp van een advies van de vakbondafvaardiging, als ze bestaat.

Art. 1314/17. De dienst werkt een individueel project uit voor elke gebruiker. Het individuele project wordt uitgewerkt in overleg met het geheel van de interne en externe interveniënten, de gehandicapte persoon of zijn gezinsleden.

Het individuele project bevat op zijn minst :

- 1° de identificatie van de gebruiker;
- 2° de te halen doelstellingen;
- 3° de aangewende methode en de gebruikte concrete middelen om zijn doelstellingen te halen;
- 4° de hulppersoon (hulppersonen);
- 5° de evaluatieprocedure en de vervaldatum ervan.

Het individuele project wordt opgemaakt binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de datum van de opvang door de dienst.

Art. 1314/18. De dagopvangdienst legt een individueel multidisciplinair dossier aan voor elk van zijn gebruikers.

Naar gelang van de behoeften en problemen van de gebruikers bevat het dossier de informatie die de dienst nodig heeft inzake :

- 1° kennis, bekwaamheden, potentialiteiten en verlangens van de persoon;
- 2° lichamelijke of psychische gezondheid;
- 3° sociaal en familiaal leven van de persoon.

Art. 1314/19. Tussen elke gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger en de dienst wordt een opvang- of begeleidingsovereenkomst gesloten.

De overeenkomst wordt door beide partijen gesloten en aan elk van hen overhandigd.

De overeenkomst bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de identiteit van de partijen, waarbij de identiteit van de gebruiker desgevallend vergezeld gaat van die van zijn wettelijke vertegenwoordiger;
- 2° de opnamedatum of de begindatum van de tussenkomsten, de duur van de overeenkomst en, desgevallend, de duur van de proefperiode;
- 3° het bedrag van de verschuldigde financiële bijdrage;
- 4° de natuurlijke of rechtspersoon die instaat voor de betaling en de wijze van betaling;
- 5° de modaliteiten tot opzegging en verbreking van de overeenkomst;
- 6° de wijze waarop de overeenkomst aangepast of gewijzigd kan worden.

Een exemplaar van het huishoudelijk reglement wordt voor ontvangst en akkoord ondertekend door de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger. Het reglement maakt noodzakelijk deel uit van de overeenkomst.

Art. 1314/20. De gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger heeft het recht om volledig, nauwkeurig en ten gepaste tijde ingelicht te worden over alle vraagstukken i.v.m. zijn opvang en zijn individueel project, met inbegrip van de informatie betreffende het dossier bedoeld in artikel 1314/18, bewaard door de dienst onder voorbehoud van het beroepsgeheim en met inachtneming van de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 1314/21. De dienst houdt een lijst van de activiteiten die hij organiseert, zowel binnen als buiten de inrichting. De lijst kan door iedereen ingekeken worden.

Art. 1314/22. De dienst zorgt voortdurend voor een effectieve directie. Als de directeur niet aanwezig is, kan een daartoe gemachtigd personeelslid de nuttige maatregelen nemen in noodgevallen en inspelen zowel op de externe als op de interne aanvragen.

Art. 1314/23. Voor elke opvang van een gehandicapte persoon sluit de dienst een verzekeringspolis :

- 1° ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de dienst of van de personen jegens wie hij verantwoordelijk is voor alle schade toegebracht aan of door een gebruiker;
- 2° ter dekking van alle schade die door een gebruiker toegebracht wordt en die zijn burgerlijke aansprakelijkheid niet op het spel zou zetten of van alle schade waarvan hij het slachtoffer zou zijn geweest gedurende zijn verblijf. Wat betreft de dekking bedoeld in het eerste lid, 1°, bepaalt de verzekeringspolis dat de gebruiker de hoedanigheid van derde behoudt en dekt ze de schade ten belope van minimum 2.478.935,25 euro voor lichamelijke schade en 247.893,52 euro voor materiële schade, per schadegeval.

Wat betreft de dekking bedoeld in het eerste lid, 2°, dekt de verzekeringspolis een overlijdensgeval ten belope van minimum 2.478,94 euro, de blijvende arbeidsongeschiktheid ten belope van minimum 12.394,68 euro en de behandelingskosten ten belope van minimum 2.478,94 euro.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden betreffende het personeel

Art. 1314/24. Het personeel van de dienst voldoet aan de kwalificatienormen waarin bijlage 114/2 voorziet.

Bij hun indienstneming verstrekken de personeelsleden een uittreksel uit hun strafregister dat vrij is van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen.

Art. 1314/25. De dienst legt de afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten van de personeelsleden ter inzage van het "AWIPH".

Art. 1314/26. De dienst voldoet aan de normen inzake het personeel waarin bijlage 114/3 voorziet.

In een administratieve entiteit zoals omschreven in artikel 1314/1, 5°, worden de kwantitatieve normen per dienst opgeteld en gecontroleerd via de globalisering van het personeel dat bij de verschillende betrokken diensten aangesteld is.

Art. 1314/27. Het personeel bestaat uit werknemers met minstens drie van de volgende vier kwalificaties : psycholoog of psychopedagoog, opvoeder, maatschappelijk, paramedisch assistent.

De werknemers bedoeld in het eerste lid worden daartoe bezoldigd.

Art. 1314/28. § 1. Op basis van zijn project maakt de dienst een opleidingsplan voor het personeel op over minstens twee jaren.

Het plan, dat opgemaakt wordt na een debat tussen de betrokken actoren, bepaalt de nagestreefde doelstellingen.

Het plan beschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het dienstproject en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel.

Het plan voorziet in de criteria, modaliteiten en periodiciteit voor de evaluatie van de drie aspecten alsook in de stelsels die tot stand worden gebracht om te zorgen voor de voortgezette opleiding van het opvoedend personeel. Het identificeert bovendien de permanente opleidingsactiviteiten van minstens twee dagen per jaar waaraan deel genomen wordt door de opvoeders groepshoofd, de onderdirecteurs en de directeurs.

§ 2. Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in lid 1 bedoelde opleidingsplan in de lijn van het opleidingsplan opgemaakt op initiatief van de gewestelijke opleidingsraad ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie" (Gewestelijke Raad voor de opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië).

Onderafdeling 3. — Voorwaarden inzake administratief en boekhoudkundig beheer

Art. 1314/29. Om erkend te worden voldoet de dienst aan de volgende voorwaarden :

1° georganiseerd worden door een overheid, een instelling van openbaar nut, een vereniging zonder winstoogmerk, een internationale vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;

2° als hij door een vereniging zonder winstoogmerk opgericht wordt, mag deze niet samengesteld zijn uit meer dan één vijfde van de personeelsleden of één vijfde van de personen die met hen aanverwant zijn tot de derde graad;

3° als hij door een vereniging zonder winstoogmerk opgericht wordt, mag de raad van bestuur voor meer dan één derde van het totaal aantal bestuurders of van de personen die deel uitmaken van het personeel van de dienst niet samengesteld zijn uit personen die deel uitmaken van hetzelfde gezin als echtgenoot, wettelijke samenwoners, bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad;

4° hij is autonoom op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak en beschikt over een administratief beheer van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het "AWIPH" daarop controle kan voeren;

5° onder de leiding staan van een directeur, natuurlijke persoon bezoldigd voor die functie en bevoegd om, overeenkomstig een geschreven overdracht van bevoegdheden door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid of die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit, het dagelijkse beheer van de dienst waar te nemen hoe dan ook wat betreft :

- a) de tenuitvoerlegging en opvolging van het pedagogische project;
- b) het personeelsbeheer;
- c) het financieel beheer;
- d) de toepassing van de geldende regelgevingen;
- e) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het "AWIPH".

6° de dienst maakt op verzoek van het "AWIPH" alle bewijsstukken over die vereist worden voor de uitoefening van de controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende subsidies, het tewerkstellingskadaster, het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen, alsmede het vormingsprogramma bedoeld in artikel 1314/28.

7° de sociale balans overmaken zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, alsook de jaarrekeningen, de balans van de activiteiten, alsook het vormingsprogramma bedoeld in artikel 1314/28, § 1 :

- a) voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging;
- b) voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht : aan het onderhandelings- of overlegcomité ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 of, bij gebreke daarvan, aan de representatieve werknemersorganisaties;

8° de referentie van de door het "AWIPH" verleende erkenning vermelden op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van hem uitgaan.

De technische, budgettaire en boekhoudkundige autonomie bedoeld in het eerste lid, 4°, kan eventueel via de organisatie van een administratieve entiteit verkregen worden.

In geval van verzuim of onregelmaat in de uitvoering van het mandaat van de directeur bedoeld in het eerste lid, 5°, verzoekt het "AWIPH" de inrichtende macht bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent en binnen de termijn die het bepaalt om de nodige maatregelen te treffen.

Indien de maatregelen niet zijn genomen na afloop van de termijn bedoeld in het derde lid, maakt het "AWIPH" de zaak aanhangig bij het beheerscomité, dat overeenkomstig artikel 475 beslist.

Het uittreksel uit het strafregister van de directeur bedoeld in het eerste lid, 5°, is vrij van veroordelingen tot correctionele straffen betreffende misdrijven die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen.

Art. 1314/30. Onverminderd de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, worden de opschriften en nummers van voor de activiteit van de diensten geschikte rekeningen door het "AWIPH" aan de diensten overgemaakt.

Art. 1314/31. § 1. De jaarrekeningen van elke dienst worden uiterlijk dertig juni van het jaar na het boekjaar aan het "AWIPH" overgemaakt.

§ 2. De jaarrekeningen gaan vergezeld van een volledige lijst van de verbonden entiteiten. De boekhoudingen van die entiteiten kunnen bovendien op verzoek ingekeken worden door de diensten van het "AWIPH".

§ 3. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

Art. 1314/32. Indien verstrekkingen van een verbonden entiteit uitgaan, geven de verstrekkers hun aanwezigheid aan in het personeelsregister.

Art. 1314/33. De dienst kan bewijzen dat hij aan alle fiscale en sociale verplichtingen voldaan heeft.

Onderafdeling 4. — Verplichtingen betreffende de tenlasteneming van gehandicapte personen van buitenlandse herkomst

Art. 1314/34. § 1. De dienst legt jaarlijks een kadaster van de opgevangen personen van buitenlandse herkomst aan het "AWIPH" over.

§ 2. De "kadaster van de opgevangen personen van buitenlandse herkomst" is de lijst van de gehandicapte personen die in de loop van elk boekjaar opgevangen worden. Voor elk van hen vermeldt die lijst de naam, de voornaam, de geboortedatum, het geslacht, de nationaliteit, het adres of dat zijn wettelijke vertegenwoordiger, de autoriteit(en) verantwoordelijk voor de plaatsing en de financiering.

§ 3. De diensten versturen het kadaster, behoorlijk ingevuld aan de hand van het door het "AWIPH" verstrekte formulier, uiterlijk 31 maart na het afgelopen boekjaar.

Onderafdeling 5. — Voorwaarden betreffende de gebouwen en installaties.

Art. 1314/35. De gebouwen en installaties voldoen aan de normen waarin bijlage 114/4 voorziet en de diensten die er gebruik van maken beschikken voortdurend over een geldig rapport van een gemeentelijke dienst of een regionale brandweerdienst waaruit blijkt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen.

Onderafdeling 6. — Verplichting betreffende de raad van gebruikers

Art. 1314/36. § 1. Binnen elke dienst wordt een uit gebruikers bestaande raad opgericht die alle voorstellen formuleert m.b.t. de levenskwaliteit en de praktische organisatie van de opvang.

§ 2. De raad van gebruikers telt minstens drie leden, onder wie een voorzitter, die binnen zijn midden gekozen wordt. Hij vergadert minstens één keer per kwartaal.

De dienst zorgt ervoor dat de lijst van de leden van de raad aan de gebruikers en aan hun wettelijke vertegenwoordigers overgelegd wordt.

§ 3. Een personeelslid zorgt voor de animatie en neemt het secretariaat van de raad van gebruikers waar, maakt de notulen van de vergaderingen op en neemt ze op in een register dat daartoe voorzien wordt.

§ 4. De verantwoordelijken van de dienst verstrekken de raad alle informatie die nuttig is om aan het dienstproject deel te nemen.

Tussen de raad van gebruikers en de dienst wordt overleg gepleegd i.v.m. :

1° wijzigingen van het huishoudelijk reglement;

2° belangrijke wijzigingen van de algemene levensomstandigheden.

Onderafdeling 7. — Evaluatie van de diensten

Art. 1314/37. § 1^{er}. Onverminderd artikel 315 van boek IV van het decreetgevend wetboek, moeten de diensten, opdat het "AWIPH" kan nagaan of de erkenningsvoorwaarden in acht genomen worden, hem om de zes jaar de volgende stukken overleggen :

1° het dienstproject zoals bedoeld in artikel 1314/4, 1°, geactualiseerd;

2° het huishoudelijk reglement zoals bedoeld in artikel 1314/4, 2°, geactualiseerd;

3° het laatste activiteitenrapport van de dienst;

4° in geval van verandering van dienstverantwoordelijke, een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de dienstverantwoordelijke alsook de schriftelijke delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht zoals bedoeld in artikel 1314/4, 6°;

5° de bijgewerkte lijst van de leden van de raad van bestuur.

§ 2. De dienst verwittigt het "AWIPH" in geval van wijziging betreffende :

1° het uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 1314/4, 5°;

2° de statuten, bekendgemaakt of ter griffie gedeponneerd.

Afdeling 5. — Controle

Art. 1314/38. § 1. Het "AWIPH" gaat na of de erkenningsnormen in acht genomen worden en vervult een adviesverlenende functie bij de diensten.

§ 2. Het "AWIPH" ziet toe op de inachtneming van de voorschriften inzake de toekenning en de aanwending van de subsidies en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

Art. 1314/39. Het "AWIPH" evalueert regelmatig de tenuitvoerlegging van de dienstprojecten. Daartoe evalueert ze in samenwerking met de diensten en de educatieve ploegen de werkmethodes, de kwaliteit van de diensten, de dienstverleningen en het tot stand brengen van de levensprojecten van de gebruikers. Het gaat na of het individuele dossier bestaat en bijgewerkt wordt.

Art. 1314/40. De positieve of negatieve bemerkingen en conclusies van de verschillende inspecties worden overgemaakt aan de inrichtende machten en aan de directies. Vandaar worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad of de vakbondsafvaardiging alsook naar de raad van gebruikers.

HOOFDSTUK IV. — Klachten

Art. 1314/41. Elke klacht betreffende de opname in een dienst wordt schriftelijk geformuleerd.

De klacht wordt gericht aan het "AWIPH", dat ontvangst bericht en de inrichtende macht inlicht.

Het "AWIPH" onderzoekt de klacht en geeft de aanklager en de inrichtende macht binnen hoogstens zes maanden kennis van de resultaten van het onderzoek en van de gevolgen die eraan gegeven worden.

HOOFDSTUK V. — Opnamebeleid

Art. 1314/42. De diensten kunnen de gehandicapte personen opnemen voor zover ze beschikken over :

1° hetzij de beslissing tot tussenkomst van het "AWIPH", bedoeld in artikel 280 van het decreetgevend wetboek, waarbij bevestigd wordt dat ze in aanmerking komen voor de dienstverleningen van een dagopvangdienst;

2° de beslissing van een bevoegde instelling van een andere deelstaat die krachtens een samenwerkingsovereenkomst gevolg mag hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied;

3° de tijdelijke beslissing van het "AWIPH", bedoeld in artikel 436.

Art. 1314/43. De diensten mogen geen gebruikers boven hun opvangcapaciteit opnemen.

Art. 1314/44. Elke dienst erkend voor de deficiëntie(s) bedoeld in het tweede lid zorgt ervoor dat de vertrokken personen vervangen worden door personen met deficiënties.

De deficiënties bedoeld in het eerste lid zijn :

- 1° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie of neuropathie;
- 2° zware geestelijke deficiëntie;
- 3° ernstige geestelijke deficiëntie;
- 4° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap;
- 5° stoornissen die inwerken op de ontwikkeling of gedragsstoornissen die gepaard gaan met de handicap(s);
- 6° autisme;
- 7° aangeboren of opgelopen hersenletsel.

Art. 1314/45. In afwijking van artikel 1314/44 kunnen de diensten personen opvangen die niet getroffen zijn door de deficiënties bedoeld in hetzelfde artikel en af en toe een beroep op hen wensen te doen.

Art. 1314/46. De gebruikers van een dagopvangdienst kunnen :

- 1° opgenomen worden door een residentiële nachtdienst voor volwassenen, een dienst voor gesuperviseerde woningen, een woning voor innoverend begeleid wonen, een professionele contactdienst, een opvangpersoon geaccrediteerd door een begeleidingsdienst voor gezinsopvang;
- 2° een kortverblijfplaats innemen in een residentiële dienst voor volwassenen;
- 3° begeleid worden door een begeleidingsdienst.

HOOFDSTUK VI. — *Prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie*

Art. 1314/47. § 1. Prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie zijn zwaar afhankelijke personen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een sociaal onderzoek door het "AWIPH" waaruit blijkt dat hun sociale situatie een gespecialiseerde opname eist.

§ 2. Onder zwaar afhankelijke personen wordt verstaan de personen van categorie B of C die getroffen zijn door de deficiënties bedoeld in artikel 1314/44.

§ 3. Het sociaal onderzoek bedoeld in paragraaf 1 bevestigt de noodzaak van een dringende opname voor de personen :

- 1° van wie de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, niet meer in staat is om zijn opdracht te vervullen;
- 2° van wie de huidige situatie gevaar inhoudt voor hun integriteit of voor die van derden;
- 3° aan wie meerdere keren een uitsluitingsmaatregel is opgelegd.

Art. 1314/48. In uitzonderlijke individuele gevallen kan het "AWIPH" de bepalingen van artikel 1314/47 eveneens laten gelden voor gehandicapte personen die niet beantwoorden aan de criteria van zware afhankelijkheid.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid richt het "AWIPH" zich onmiddellijk tot de erkende dienst om over een opname te onderhandelen.

HOOFDSTUK VII. — *Punten*

Art. 1314/49. Aan de dagopvangdiensten wordt een puntendoelstelling toegewezen die over een waarnemingsperiode van drie jaar gehaald moet worden.

Om de doelstelling te halen, zorgen de diensten ervoor dat de personen in de loop van de dag tijdens activiteiten begeleid en bijgestaan worden.

Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft, hangt de puntenwaarde van een aanwezigheidsdag van de gebruiker uitsluitend van zijn subsidiëeringscategorie af.

De punten die niet zijn toegekend na afloop van een waarnemingsperiode, worden toegekend in de loop van de volgende waarnemingsperiode.

Afdeling 1. — Bepaling en wijziging van de puntendoelstelling

Onderafdeling 1. — Bepaling van de puntendoelstelling

Art. 1314/50. Het Agentschap bepaalt de puntendoelstelling op 1 januari 2014. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaalt de Waalse Regering de puntendoelstelling van de diensten die na die datum erkend zouden worden.

Art. 1314/51. De waarde van een punt bij de bepaling van de puntendoelstelling is gelijk aan 93,30 euro voor een dagopvangdienst voor volwassenen.

Art. 1314/52. § 1. Om de vroegere middelen te garanderen aan de diensten die voor 1 januari 2014 bestaan, wordt de puntendoelstelling bepaald op grond van de subsidies die ze in 2013 ontvangen hebben.

§ 2. Onder subsidies ontvangen in 2013 wordt verstaan de jaarlijkse vaste subsidie, verhoogd met de toeslag wegens geldelijke anciënniteit, na aftrek van de reële kost van de anciënniteit.

§ 3. De reële kost van de anciënniteit is gelijk aan het verschil tussen de theoretische prijs voor dienstanciënniteit en de theoretische prijs berekend op een forfaitaire basis van tien jaar.

§ 4. De puntendoelstelling is gelijk aan het bedrag bedoeld in paragraaf 2, gedeeld door de waarde van een punt zoals omschreven in artikel 1314/51.

Het bedrag wordt afgerond naar de hogere eenheid.

Art. 1314/53. Wat betreft de diensten die op 31 augustus een bijzondere jaarlijkse subsidie genoten voor de tenlasteneming van de prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie bedoeld in artikel 1296, wordt de subsidie die resulteert uit de toepassing van artikel 1263, na aftrek van de subsidie die ze genoten op basis van de bedragen bedoeld in artikel 1262, opgenomen in de subsidies bedoeld in artikel 1314/52, § 2.

Onderafdeling 2. — Waarneming van het aantal behaalde punten

Art. 1314/54. Het aantal behaalde punten wordt waargenomen over een periode van drie volle kalenderjaren, met name de waarnemingsperiode.

Art. 1314/55. Binnen vijftien dagen na afloop van de maand maken de diensten het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen aan het "AWIPH" over, samen met het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen van de prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie voor wie nominatieve punten werden toegekend op basis van artikel 1314/63, beide behoorlijk ingevuld.

Art. 1314/56. Het "AWIPH" registreert de eventuele aankomsten en vertrekken van de gebruikers op basis van het document bedoeld in artikel 1314/55 en stuurt een fiche met het totaal van de voor bedoelde maand toegekende punten terug naar de dienst.

Art. 1314/57. Als de puntendoelstelling niet gehaald wordt na afloop van de waarnemingsperiode, wordt ze vanaf 1 januari van het tweede jaar van de volgende waarnemingsperiode vastgelegd op het gemiddelde van de punten die gedurende de periode behaald werden.

Onderafdeling 3. — Herverdeling van de niet gebruikte punten

Art. 1314/58. Om aanspraak te kunnen maken op de niet gebruikte punten die herverdeeld moeten worden, kapitaliseren de diensten tijdens de waarnemingsperiode een aantal overtollige punten ten opzichte van de puntendoelstelling.

Art. 1314/59. Het "AWIPH" zal een rangschikking van de diensten opmaken, waarbij voorrang gegeven wordt aan de diensten die deel uitmaken van de subregionale commissies waar het in artikel 1314/91 bedoelde dienstenaanbod het ongunstigst is.

Art. 1314/60. Het "AWIPH" verwittigt de diensten, die beschikken over een termijn van dertig dagen om zich kandidaat te stellen voor de toekenning van bijkomende punten.

Afdeling 3. — Boekhouding van de punten

Art. 1314/61. De boekhouding van de waargenomen gewone punten wordt bepaald door de aanwezigheidsdagen van de gebruikers, met uitzondering van die voor wie nominatieve punten werden toegekend op basis van de bepalingen van artikel 1314/64, met de puntwaarde te vermenigvuldigen.

Art. 1314/62. Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft, wordt de puntenwaarde van de aanwezigheidsdagen van de gebruikers bepaald als volgt :

Subsidiërencategorie	Waarde van één dag
Gebruiker van categorie A of B	1 punt
Gebruiker van categorie C	1,5 punt

Art. 1314/63. De punten verkregen door een dienst resulteren uit de optelling van de waargenomen punten via de maandelijkse overzichten van de aanwezigheidsdagen.

HOOFDSTUK VIII. — *Nominatieve punten*

Afdeling 1. — Bepaling van de nominatieve punten

Art. 1314/64. Bij voortdurend gebrek aan beschikbare plaatsen kan het "AWIPH" binnen de perken van de daartoe voorziene begrotingskredieten een aantal nominatieve punten toekennen aan de diensten die op zijn exclusief verzoek de in hoofdstuk VI bedoelde personen ten laste nemen.

Art. 1314/65. Als een op basis van artikel 1314/64 opgenomen gebruiker de dienst verlaat, wordt het aantal nominatieve punten dat hem voor die opname werd verleend, ingetrokken.

Art. 1314/66. Wat betreft de diensten die op 1 januari 2014 een bijzondere jaarlijkse subsidie genoten voor de nominatieve tenlasteneming van prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie, wordt de subsidie in aantal nominatieve punten omgezet.

Afdeling 2. — Waarneming van het aantal behaalde nominatieve punten

Art. 1314/67. Naar gelang van de beschikbare begrotingskredieten en van het reële verbruik van de nominatieve punten waargenomen in het voor de bevolking bestemde maandelijks overzicht kan het beheerscomité van het "AWIPH" het aantal nominatieve punten dat aan de diensten toegekend wordt aanpassen aan het begin van elk boekjaar.

Afdeling 3. — Boekhouding van de nominatieve punten

Art. 1314/68. De boekhouding van de waargenomen nominatieve punten wordt bepaald door de aanwezigheidsdagen van de op basis van de bepalingen van artikel 1314/64 opgenomen gebruikers met de puntwaarde te vermenigvuldigen.

Art. 1314/69. Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft, wordt de puntenwaarde van de aanwezigheidsdagen van de gebruikers bepaald als volgt :

Subsidiërencategorie	Waarde van één dag
Gebruiker bedoeld in artikel 1314/47	1,5 punt

HOOFDSTUK IX. — *Subsidiëring*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de diensten :

- 1° een basissubsidie;
- 2° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit;
- 3° een nominatieve subsidie voor de diensten die in artikel 1314/47 bedoelde personen opnemen en waarvoor de erkenningsbeslissing de toekenning van nominatieve punten vermeldt;
- 4° een specifieke subsidie waarmee ze de uit de opwaardering van de lastige uren resulterende loonsverhogingen kunnen financieren, alsook de toeslag op de eindejaarspremie en de opleiding in het kader van de maatregelen genomen bij overeenkomst in de Waalse privé non-profit sector op 24 februari 2011;
- 5° een subsidie "mobiliteit".

Afdeling 2. — Basissubsidie

Art. 1314/71. De basissubsidie dekt :

- 1° de werkingslasten;
- 2° de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel waarvan de kwalificaties beantwoorden aan de vereiste titels bedoeld in bijlage 114/2;
- 3° de lasten i.v.m. de bezoldiging van de coördinerend arts;

4° de persoonsgebonden kosten;

5° de toeslagen bestemd voor de compenserende indienstneming i.v.m. de toekenning van bijkomende verlofdagen in het kader van de maatregelen genomen bij de overeenkomst in de Waalse non-profit sector;

6° wat de betrokken diensten betreft, de toeslag tot financiering van de opwaardering van de weddeschalen voor de hoofdopvoeders en de groepshoofden.

Art. 1314/72. De basissubsidie wordt verkregen door de puntendoelstelling van een dienst met de puntwaarde te vermenigvuldigen.

Art. 1314/73. De waarde van een punt in dagopvangdiensten voor volwassenen wordt vastgelegd op 90,85 euro.

Art. 1314/74. Voor de toepassing van artikel 1314/62 worden de tenlastenemingen voor volwassenen in drie subsidiëringscategorieën ingedeeld.

Categorie A : tenlastenemingen die niet onderverdeeld zijn in de categorieën B, C en die vodoen aan de behoeften van de gebruikers met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, met lichte, gematigde of ernstige geestelijke deficiënties of met zintuiglijke of lichamelijke deficiënties waarvoor ze opgenomen en/of gehuisvest moeten worden.

Categorie B : tenlastenemingen die voldoen aan de behoeften van de gebruikers met :

1° zware geestelijke deficiëntie;

2° autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, ernstige geestelijke deficiëntie, of met zintuiglijke of lichamelijke deficiëntie en die drie van de volgende kenmerken vertonen :

a) bedlegerig zijn;

b) permanente en actieve hulp van een derde behoeven;

c) ernstige gedragsstoornissen vertonen;

d) door een derde gevoed moeten worden;

e) dagelijks volledig gewassen en aangekleed moeten worden;

f) hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;

g) nacht- en dagincontinentie;

h) een niet-gestabiliseerde epilepsie;

i) medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie;

Categorie C : tenlastenemingen die voldoen aan de behoeften van de gebruikers met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, ernstige of zware lichamelijke, zintuiglijke of geestelijke deficiëntie en die vier van de volgende kenmerken vertonen, waarvan minstens één in de lijst onder 1° voorkomt en de drie andere op de lijst onder 2° :

1° a) bedlegerig zijn;

b) permanente en actieve hulp van een derde behoeven;

c) nacht- en dagincontinentie;

2° a) door een derde gevoed moeten worden;

b) ernstige gedragsstoornissen vertonen;

c) dagelijks volledig gewassen en aangekleed moeten worden;

d) hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;

e) een niet-gestabiliseerde epilepsie;

f) medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie.

Art. 1314/75. De basissubsidie wordt voortijdig bij maandelijke afbetalingen betaald in de loop van het bestemmingsjaar.

De maandelijke afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen bij de overheidsdiensten.

Art. 1314/76. Het beheerscomité bepaalt de puntendoelstelling van de diensten die opgericht zouden worden en waarvoor een uitbreiding wordt toegestaan tengevolge van de toekenning van een specifieke financiering waartoe de Waalse Regering besloten heeft.

Afdeling 3. — Toeslag wegens geldelijke anciënniteit.

Art. 1314/77. § 1. Een subsidiëtoeslag voor het personeel wordt verleend aan de diensten waarvan het gezamenlijke personeel aan het einde van het boekjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan tien jaar, opdat ze de loonsverhogingen i.v.m. de anciënniteit van het personeel zouden kunnen financieren.

§ 2. Aan het einde van elk kalenderjaar maakt de dienst uiterlijk 31 maart het tewerkstellingskadaster langs de elektronische weg aan het "AWIPH" over.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de subsidie, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverleningen. Voor de personeelsleden die de dienst vóór bedoelde datum verlaten hebben, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de vertrekdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverleningen.

Het resultaat van de deling wordt vervolgens verminderd met een half jaar anciënniteit.

Art. 1314/78. § 1. Het aantal prestaties opgenomen in de berekening van de geldelijke anciënniteit van de werknemer die in aanmerking komt voor een maatregel tot inrichting van het einde van zijn loopbaan, zoals bedoeld in punt III van bijlage 102, is gelijk aan het volume waarover hij beschikte voordat hij halftijds ging werken.

§ 2. Het aantal bezoldigde prestaties van een werknemer die geworven is om een werknemer te vervangen die zijn prestaties van voltijs naar halftijds vermindert op grond van deze bepalingen, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 1314/79. § 1. De gemiddelde anciënniteit wordt bepaald op basis van het tewerkstellingskadaster van het personeel dat bij de bestaande dienst aangesteld is.

§ 2. De anciënniteit die in aanmerking wordt genomen, is die van de personen vermeld op de laatste personeelslijst waarover het "AWIPH" beschikt.

§ 3. Bij de oprichting van een dienst wordt de beginanciënniteit forfaitair vastgelegd op tien jaar.

§ 4. De toeslag wordt verkregen door de basissubsidie te vermenigvuldigen met het in bijlage 114/5 bedoelde evolutiepercentage voor de anciënniteit.

Art. 1314/80. Als de toeslag voor de eerste keer wordt toegekend, wordt hij automatisch in de vorm van voorschotten voor het volgende jaar betaald.

Als de anciënniteit kleiner is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.

Afdeling 4. — Nominatieve subsidie

Art. 1314/81. De nominatieve subsidie wordt verkregen door het aantal nominatieve punten dat aan een dienst toegekend wordt te vermenigvuldigen met de puntwaarde bedoeld in artikel 1314/73.

Het bedrag wordt verhoogd met het resultaat van de vermenigvuldiging van de subsidie bedoeld in artikel 1314/73 met het in bijlage 114/5 bedoelde evolutiepercentage voor de anciënniteit.

Afdeling 5. — Non-profit toeslagen

Art. 1314/82. § 1. De diensten ontvangen specifieke subsidies voor de financiering van :

1° de loonsverhogingen die resulteren uit de opwaardering van de lastige uren;

2° een toeslag bovenop het vaste gedeelte van de eindejaarspremie;

3° de opleiding.

§ 2. De begunstigde diensten en de modaliteiten tot berekening van de subsidies worden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector.

Afdeling 6. — Toeslag "mobiliteit"

Art. 1314/83. § 1. De diensten die dagelijks het vervoer van hun gebruikers organiseren tussen hun vestigingsplaats en een door hen en de ouders of de verantwoordelijke persoon vastgelegde plaats en omgekeerd, kunnen aanspraak maken op een toeslag "mobiliteit".

§ 2. Om de toeslag te verkrijgen bevestigen de diensten jaarlijks aan de hand van een uiterlijk 31 januari in te dienen verklaring op erewoord dat ze zich ertoe verbinden in de loop van het jaar van de verklaring hun gebruikers onder de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarden te vervoeren, rechtstreeks of via een andere dienstverlener.

§ 3. De toeslag "mobiliteit" staat gelijk met de puntendoelstelling van het jaar, verhoogd met het aan de dienst toegekend aantal nominatieve punten, vermenigvuldigd met het dagtarief "mobiliteit".

§ 4. Het dagtarief "mobiliteit" bestaat uit een vast gedeelte van 6,12 euro in dagopvangdiensten voor volwassenen, verhoogd met een variabel gedeelte dat vastgelegd wordt naar gelang van het administratief arrondissement waar de dienst gevestigd is. De bedragen van de verhogingen liggen vast in bijlage 114/8.

Afdeling 7. — Vakbondspremies

Art. 1314/84. Het "AWIPH" stort namens de diensten op het fonds dat instaat voor de betaling van de vakbondspremies, een bedrag dat overeenstemt met het aantal werknemers die er in aanmerking voor kunnen komen, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer, dat bepaald wordt overeenkomstig de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, zoals uitgevoerd bij de koninklijke besluiten van 26 en 30 september 1980.

Afdeling 8. — Overeenkomst tot bevordering van de tewerkstelling

Art. 1314/85. Het totaalbedrag van de subsidies dat voortvloeit uit de bepalingen van deze titel wordt verminderd met de tegenwaarde van het bedrag dat eventueel gestort wordt door het Tewerkstellingsfonds aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering als compensatie voor de subsidiëring van de vergoeding bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Afdeling 9. — Sancties

Art. 1314/86. Als de documenten bedoeld in de artikelen 1314/34, 1314/55 en 1314/77, § 2, niet binnen de voorgeschreven termijnen overgelegd worden, wordt per dag achterstand een boete opgelegd waarvan het bedrag gelijk is aan vijf keer de puntwaarde bedoeld in artikel 1314/73.

Onverminderd de boete bedoeld in het eerste lid, stuurt het "AWIPH" de dienst na afloop van de termijnen bedoeld in het eerste lid een aanmaning toe bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent.

Als het "AWIPH" het ontbrekende document niet heeft ontvangen binnen tien dagen na de aanmaning verzonden bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent, wordt de basissubsidie van de dienst voor bedoeld jaar vastgelegd op negentig percent van het bedrag waarop hij het jaar ervoor aanspraak kon maken.

De boete bedoeld in het eerste lid wordt niet toegepast in geval van overmacht.

Afdeling 10. — Controle op het gebruik van de subsidies

Art. 1314/87. § 1. De controle op het gebruik van de subsidies wordt over driejaarlijkse periodes gevoerd door het "AWIPH". Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten na afloop van elke periode kleiner is dan de overeenkomstige subsidies, wordt het verschil ingevorderd.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de dagopvangdienst voor volwassenen die deel uitmaakt van een administratieve entiteit kiezen voor een jaarlijkse controle.

Als de dienst voor een driejaarlijkse controle kiest, geeft hij het "AWIPH", volgens de modaliteiten die het "AWIPH" bepaalt, uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar kennis van het gekozen type controle, alsook van een voorstel van ingangsdatum voor de periode waarvoor het "AWIPH" zijn akkoord geeft.

Als die informatie niet verstrekt wordt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt het geheel van de diensten van de administratieve entiteit jaarlijks gecontroleerd.

Art. 1314/88. § 1. De subsidies bedoeld in dit hoofdstuk worden uitsluitend voor hun doel bestemd.

De basissubsidie bedoeld in artikel 1314/71 wordt evenwel voor personeelslasten gebruikt naar rato van minimum tachtig percent en voor persoonsgebonden kosten naar rato van minimum vier percent.

De toeslag "mobiliteit" alsook de in artikel 1314/90, § 1, bedoelde bijdrage van de gebruikers voor de post worden bij voorrang gebruikt voor de op geldige wijze aangerekende kosten van gemeenschappelijk vervoer en, wat het saldo betreft, voor persoonsgebonden lasten.

De in artikel 1314/90, § 1, bedoelde bijdrage die van de gebruikers verlangd wordt, behalve degene die voor het gemeenschappelijk vervoer gevraagd wordt, kan door de diensten gebruikt worden voor de financiering van de in aanmerking komende lasten.

§ 2. De perken van de toelaatbaarheid van de lasten worden nader bepaald in de bijlagen 102 en 114/6.

Art. 1314/89. § 1. De financiële bijdragen die krachtens artikel 1314/90, § 2, van de gebruikers of hun wettelijke vertegenwoordigers verlangd worden, worden geboekt als invorderingen van onkosten betreffende de rekeningen 6010, 6011, 6012, 613, 61601 en 644 bedoeld in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

In het kader van de controle op het gebruik van de subsidies worden de in het eerste lid bedoelde bijdragen in mindering gebracht van het bedrag van de overeenstemmende lasten.

HOOFDSTUK X. — *Financiële bijdrage van de gebruikers*

Art. 1314/90. § 1. De diensten mogen van de gebruikers een financiële bijdrage verlangen die niet hoger is dan 16,32 euro per aanwezigheidsdag als de persoon in aanmerking komt voor het vervoer dat door de dienst georganiseerd en verricht wordt en dan 12,24 euro in het tegenovergestelde geval.

§ 2. De diensten mogen bovenop de financiële bijdrage een toeslag eisen voor de kosten inherent aan een specifieke activiteit die ze organiseren of aan specifieke behoeften van de gebruiker met het oog op zijn welzijn en persoonlijke ontplooiing.

Als de toeslag door de dienst wordt geëist, moet de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger daarmee instemmen.

HOOFDSTUK XI. — *Programmering*

Art. 1314/91. Het dienstenaanbod wordt bepaald door de som van de puntendoelstellingen van elke subregionale commissie te delen door hun bevolkingscijfer.

Art. 1314/92. Het aantal diensten mag niet hoger zijn dan het aantal diensten erkend op 1 januari 2014. Het aantal kan evenwel evolueren als de daartoe bestemde aanvullende kredieten door de Waalse Regering vrijgemaakt worden.

HOOFDSTUK XII. — *Adequatie van het stelsel*

Art. 1314/93. De relevantie van het erkennings- en subsidiëringstelsel wordt gezamenlijk door het "AWIPH" en de betrokken diensten met punten geëvalueerd in de loop van het jaar dat volgt op een vol kalenderjaar waarin de in de hoofdstukken VII tot X bedoelde bepalingen toegepast worden."

Art. 25. Hetzelfde Wetboek, Tweede deel, Boek V, Titel XIV, wordt aangevuld met de artikelen 1394/1 tot 1394/5, luidend als volgt :

"Art. 1394/1. De eerste waarnemingsperiode bedoeld in artikel 1314/54 gaat in op 1 januari 2014.

Art. 1394/2. De bedragen bedoeld in de artikelen 1314/73, 1314/83, § 4, en 1314/90, § 1, alsook in bijlage 114/8 worden gekoppeld aan het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt, met name 164,09 op 1 januari 2013.

Art. 1394/3. In afwijking van artikel 1254, § 1, wordt aan de dagopvangdiensten voor niet geschoolde jongeren en aan de dagopvangdiensten voor volwassenen als gemiddelde referentiebezetting die bij de berekening van de jaarlijkse subsidie 2013 in aanmerking genomen wordt, toegekend die welke in 2010, 2011 ou 2012 voor hen de gunstigste is."

Art. 1394/4. In afwijking van artikel 1254, § 1, behouden de dagopvangdiensten voor niet schoolgaande jongeren de jaarlijkse forfaitaire subsidie van het boekjaar 2013 als jaarlijkse forfaitaire subsidie voor het jaar 2014.

Art. 1394/5. In afwijking van de bepalingen van titel XI, Tweede deel, van dit Wetboek, behouden de op basis van artikel 1201, tweede lid, 6°, opgerichte diensten in 2013 en 2014 de middelen die hen in 2012 toegekend werden."

Art. 26. In de bijlagen 98, 101, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112 en 113 bij hetzelfde Wetboek worden de bepalingen betreffende de dagopvangdiensten voor volwassenen telkens opgeheven.

Art. 27. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 99 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 28. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 100 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 29. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de bijlagen 114/1 tot 114/8, die als bijlagen 3 tot 10 bij dit besluit gaan.

Art. 30. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector, gewijzigd bij het besluit van 24 november 2011, wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. § 1. Krachtens de driedelige kaderovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector verleent het "AWIPH" aan de diensten, met uitsluiting van de diensten waarop dit besluit betrekking heeft, een bijkomende subsidie ter financiering van de compensatiebanen i.v.m. de toekenning van drie bijkomende jaarlijkse verlofdagen aan hun personeel.

§ 2. De bijkomende subsidie die door het "AWIPH" aan de diensten verleend wordt bedraagt jaarlijks globaal 3.171.136,43 euro."

Art. 31. De besluiten van de Waalse Regering van 7 maart 2013 en 26 september 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten worden opgeheven.

Art. 32. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2014.

Art. 33. De Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 1

Bijlage 99 bedoeld in artikel 1265 van het Waals reglementair Wetboek van sociale actie en gezondheid

PRINCIPES OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING WORDEN GENOMEN en die toepasselijk zijn op de residentiële diensten, de dagopvangdiensten voor niet schoolgaande jongeren en de gesuperviseerde huisvestingsdiensten

1. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden:
 - 1° ze moeten betrekking hebben op de begunstigden bedoeld in artikel 1192 van dit besluit voor wie het Agentschap een subsidie verleent. Als de dienst door het Agentschap niet-gesubsidieerde begunstigden en/of elke andere gehandicapte persoon opvangt of huisvest, worden de in de boekhouding van de dienst opgenomen lasten verminderd d.m.v. een coëfficiënt. De teller ervan bevat de tenlastenemingsdagen en de noemer de onthaal- of huisvestingsdagen voor alle begunstigden van de dienst. Het toekenningsjaar van de subsidie is de periode die in aanmerking komt voor de berekening van die dagen. In de administratieve entiteiten worden die berekend met inachtneming van een weging die gelijk is aan het relatieve gewicht van de in bijlage 100 bedoelde theoretische gemiddelde subsidies per tenlasteneming van de betrokken diensten. Het aantal tenlastenemingsdagen (teller) wordt evenwel verhoogd met het aantal dagen van de begunstigden waarvoor het Agentschap geen subsidie verleent en/of elke ander gehandicapte persoon naar rato van maximum 2 tenlastenemingen voor instellingen met een GRB van 60 of minder en 3 tenlastenemingen voor diensten met een GRB boven 60, alsook met de dagen aanwezigheid van de gehandicapte personen voor wie het gewestelijk bureau nog geen beslissing heeft genomen. De verhoging van diezelfde dagen, als ze betrekking hebben op door het Agentschap niet-gesubsidieerde begunstigden, is respectievelijk gelijk aan 5 en 8 voor de toepassing van de verminderingcoëfficiënt voor lasten die toepasselijk is op de werkingslasten die geldig aangerekend zijn op de volgende rekeningen, opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 : de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 en 609, alsook 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 619, 63, 64 en 65, onverminderd de in dit besluit bedoelde principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen.
 - 2° ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de instelling overeenkomstig dit besluit gesubsidieerd werd;
 - 3° ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit ;
 - 4° ze moeten betrekking hebben op de door het Agentschap erkende infrastructuren ;
 - 5° ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleeden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld ;

- 6° ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten ;
- 7° ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Als de lasten het gevolg zijn van uitwisselingen tussen verbonden entiteiten, dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld ;
- 8° zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 9° zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;
- 10° ze mogen niet betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard.
- 11° ze mogen niet expliciet gedekt worden door een andere financieringsbron.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden als niet in aanmerking komend beschouwd :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 :

- 1° het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;
- 2° de beleggingswaarden boven 500 euro, inclusief BTW, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;
- 3° de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 4° de betaling van prestaties verricht voor rekening van de instelling door personen of dienstenmaatschappijen die niet voldoen aan de kwalificatievereisten bedoeld in bijlage 98 ;
- 5° de betaling van dienstprestaties die niet bij de fiscale administratie zijn aangegeven;
- 6° de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7° de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 8° de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;

9° de huurlasten onder vzw's, behalve als ze overeenstemmen :

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies afgetrokken wordt, betreffende dat gebouw. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX van november (van betrokken boekjaar)

Index ABEX van november (van het jaar van de vastlegging of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen)

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in die gevallen kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 :

- 1° de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de weddeschalen opgenomen in bijlage 105 bij dit besluit en die niet vastgelegd zijn overeenkomstig de regels vermeld onder de punten II, III en IV van bijlage 102, alsook van die vermeld onder punt V van dezelfde bijlage ;
- 2° de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad ;
- 3° de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;
- 4° de dotaties en de toepassingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;
- 5° de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverleningen worden vermeld;
- 6° de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen.

2.3. in de rekeningen 63 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 :

- 1° de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - a) 20% voor de vestigingskosten bedoeld in rekening 6300 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;
 - b) 33% voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;
 - c) 3% voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;

- d) 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen (behalve uitbreidingen) bedoeld in rekening 63020 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;
- e) 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.
- f) 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 ;
- g) 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1.
- h) Eén van voormelde percentages naar gelang van het type goed betrokken bij het leasingcontract of andere gelijkaardige rechten bedoeld in rekening 63023 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1.

Een afwijking van die percentages kan door het Agentschap worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen.

Bedoelde afwijking moet bij aangetekend schrijven aangevraagd worden en met redenen omkleed zijn.

- de waardeverminderingen op vorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;

- 1° de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;
- 2° de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1;
- 3° de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1.

2.4. in de rekeningen 64 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 :

- 1° de boeten aangerekend op rekening 640 ;
- 2° de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 641 en 642;
- 3° de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 :

- 1° de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 6500-" Financiële lasten van investeringsleningen ", 65001-" Financiële lasten leasing ", 65002-" Financiële lasten kaskredieten - " AWIPH "- uitstel of dwingende reden ", 65003-" Financiële lasten kaskredieten - Andere ", 6570-" Financiële lasten bankrekeningen ", 6571-" Financiële lasten - beleggingen ";

2° de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de instelling niets te maken heeft. In dit geval moet de instelling het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt.

3° de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 :

1° de uitzonderlijke lasten bedoeld in rekening 660 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1. Met de instemming van het Agentschap kunnen de buitengewone afschrijvingen die uit de gewone activiteit van de dienst voortvloeien evenwel in aanmerking komende lasten uitmaken.

2.7. in de rekeningen 69 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1 :

1° de lasten voor resultatenverwerkingen gesplitst in de rekeningen 69 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1.

2.8. Allerlei :

1° de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

2° de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

3° de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

1° de door de overheid verleende subsidies wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;

de door de Nationale Loterij verleende werkingssubsidie kan niet van de lasten afgetrokken worden;

2° de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van het verkoop van producten buiten de instelling of van cash management. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden ;

3° de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, het verkoop van producten buiten de instelling of cash management. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Bestemming van de lasten en opbrengsten voor de verschillende subsidies bedoeld in de artikelen 1251 tot 1262, 1264, 1265, 1267, 1268 en 1270 tot 1273

4.1. Algemene beginselen.

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

De in artikel 1251 bedoelde lasten voor de algemene werking van de dienst en de personeelslasten die op een geldige wijze geboekt worden op de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 en 609 alsook 610, 611 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 63, 64 en 65 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 1236, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de jaarlijkse subsidie bedoeld in de artikelen 1251 tot 1261, met uitzondering van de lasten betreffende de artsen bezoldigd of betaald in het kader van een schriftelijke overeenkomst met de dienst, op geldige wijze geboekt op de rekeningen 62 en 6187 bedoeld in artikel 1236, § 1, die beschouwd worden als lasten die het voorwerp zijn van de in artikel 1262 bedoelde jaarlijkse subsidie voor artsen ;

De lasten m.b.t. de effectieve aanwezigheid van de gehandicapte personen, die er het exclusieve genot van hebben en die op een geldige wijze worden geboekt op de overeenstemmende rekeningen 6010, 6011, 6012, 6013, 6014, 60160 en 609 alsook 613, 61601 en 6161 bedoeld in artikel 1236, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de dagelijkse subsidie bedoeld in artikel 1264 en 1265.

Als de in aanmerking komende dagelijkse lasten hoger liggen dan de dagelijkse subsidie, kunnen ze door de jaarlijkse subsidie gedekt worden op voorwaarde dat de in artikel 1238 bedoelde begeleidingsnormen worden nageleefd.

4.2. Lasten en opbrengsten waarvoor tegelijkertijd verschillende subsidies worden verleend :

" De reiskosten om dienstredenen " zijn kosten voor voertuigen die niet aan de instelling toebehoren.

Ze worden op de rekening 6160 geboekt en moeten op grond van bewijsstukken gesplitst worden in twee subrekeningen, één voor de reiskosten i.v.m. de algemene werking van de dienst (61600), de andere voor de kosten i.v.m. verplaatsingen van gehandicapte personen (61601). Deze kosten komen respectievelijk in aanmerking voor de jaarlijkse subsidie en voor de dagelijkse subsidie.

De reiskosten die op de rekening 6161 " Externe collectieve ophaaldienst " geboekt worden, komen in aanmerking voor de dagelijkse subsidie bedoeld in de artikelen 1264 en 1265.

De kosten voor de voertuigen die aan de instelling toebehoren, moeten gesplitst worden in de overeenstemmende subrekeningen van de algemene rekeningen, hoofdzakelijk via de volgende rekeningen " 63022X- " Afschrijving voertuig ", 61204X- " Brandstof voertuig ", 61405X- " Verzekeringen voertuig ", 640X- " Belastingen voertuig " 611X- " Onderhoud en herstellingen voertuig ". Deze lasten worden over de dagelijkse en de jaarlijkse subsidie verdeeld op basis van een verdeelsleutel waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kilometers die met of zonder gehandicapte personen worden afgelegd. Bij gebrek aan een bijgewerkt dagboekje waarin dit onderscheid voorkomt, komen deze lasten in aanmerking voor het volgende subsidiepercentage : tien percent van die lasten zijn het voorwerp van de jaarlijkse subsidie en negentig percent van de dagelijkse subsidie.

De afschrijvingen van investeringen van het type opvoeding, recreatie en geneeskunde, excl. het meubilair, zijn te boeken op de dagelijkse subsidie, de andere op de jaarlijkse subsidie.

De dienstverrichtingen van bedrijven uit de privé-sector komen in aanmerking voor de volgende subsidies :

* Voor de bereidingen van maaltijden : 40 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse subsidie. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse subsidie.

* Voor de reiniging van kleren, lakens, enz.: : 65 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse subsidie. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse subsidie.

* Voor dienstverleningen i.v.m. sociaal secretariaat, boekhouding, andere administratieve dienstverleningen en onderhoudskosten : 100% van het bedrag, incl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel.

* Voor dienstverleningen betreffende de supervisie op educatieve ploegen : 100% van het bedrag, incl. btw, kunnen gelijk gesteld worden met kosten voor educatief personeel op voorwaarde dat de personeelsnormen al in acht genomen worden voordat die dienstverleningen in aanmerking genomen worden.

.De ingevorderde kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

Het gebruik van de subsidies van verschillende diensten die eenzelfde administratieve cel vormen wordt gecontroleerd door de per enveloppe verleende subsidies en de per sectie geboekte lasten op te tellen.

5. Afwijkingen

Het Agentschap kan in samenspraak met de betrokken diensten die op verzoek van zijn beheerscomité een reconversie- of omvormingsproces begonnen zijn voorzien in maatregelen tot afwijking van de bepalingen van deze bijlage.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 2**Bijlage 100. Lijst van de subsidies bedoeld in artikel 1252****§ 1. Lijst van de subsidies per tenlasteneming**a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB <= 60**Residentiële dienst voor jongeren**

	Leerpl. + 75 Art 29bis S	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl. + 75 Art 29bis NS	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl - 25
Lichte geest. def.	31.166,29 €	30.408,53 €	30.027,40 €	26.238,58 €	31.166,29 €	30.408,53 €	30.027,40 €	26.238,58 €
Gemat. geest. def.	36.455,36 €	35.545,14 €	35.087,79 €	30.536,72 €	41.015,40 €	40.105,19 €	39.647,84 €	35.087,79 €
Zware geest. def.. bedleg.	42.769,47 €	41.576,77 €	40.980,42 €	35.021,43 €	49.578,00 €	48.389,79 €	47.797,93 €	41.852,38 €
Ern. geest. def. en niet- bedlegerig	43.344,83 €	42.152,14 €	41.555,79 €	35.596,79 €	50.153,36 €	48.965,15 €	48.373,29 €	42.427,75 €
Zware geest. def..	42.769,47 €	41.576,77 €	40.980,42 €	35.021,43 €	49.578,00 €	48.389,79 €	47.797,93 €	41.852,38 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	43.344,83 €	42.152,14 €	41.555,79 €	35.596,79 €	50.153,36 €	48.965,15 €	48.373,29 €	42.427,75 €
Karakterstoorn.	42.961,33 €	41.822,44 €	41.248,51 €	35.549,58 €	48.642,33 €	47.503,44 €	46.934,00 €	41.248,51 €
Blind/Ambly. - 12ans	42.961,33 €	41.822,44 €	41.248,51 €	35.549,58 €	48.642,33 €	47.503,44 €	46.934,00 €	41.248,51 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	34.054,31 €	33.296,54 €	32.915,42 €	29.126,59 €	37.856,58 €	37.098,82 €	36.717,69 €	32.915,42 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	54.758,33 €	53.242,80 €	52.485,04 €	44.902,90 €	62.349,44 €	60.829,42 €	60.071,66 €	52.485,04 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	41.265,82 €	40.355,61 €	39.898,26 €	35.347,18 €	45.825,87 €	44.915,65 €	44.458,30 €	39.898,26 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar.	45.194,29 €	44.001,60 €	43.405,25 €	37.446,26 €	51.130,87 €	49.942,66 €	49.350,79 €	43.405,25 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +.	40.174,65 €	39.224,08 €	38.748,79 €	33.986,98 €	44.945,43 €	43.990,38 €	43.515,09 €	38.748,79 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	60.353,84 €	58.766,57 €	57.977,42 €	50.050,03 €	68.285,72 €	66.702,93 €	65.909,29 €	57.977,42 €
Niet-besmet. chron. aandoening	38.832,71 €	37.922,49 €	37.465,14 €	32.914,07 €	43.392,75 €	42.482,54 €	42.025,19 €	37.465,14 €
Autisme	42.961,33 €	41.822,44 €	41.248,51 €	35.549,58 €	48.642,33 €	47.503,44 €	46.934,00 €	41.248,51 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	60.353,84 €	58.766,57 €	57.977,42 €	50.050,03 €	68.285,72 €	66.702,93 €	65.909,29 €	57.977,42 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	43.539,34 €	42.655,42 €	42.209,09 €	37.771,98 €
B	45.768,04 €	44.835,99 €	44.372,15 €	39.720,63 €
C	55.684,23 €	54.463,37 €	53.855,13 €	47.759,59 €
Artikel 29 bis	55.684,23 €	55.684,23 €	55.684,23 €	55.684,23 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	19.890,01 €
B	20.546,40 €
C en Artikel 29 bis	21.289,59 €
D	29.074,09 €

Dienst voor gesuperviseerde woningen

Begeleiding	14.359,53 €
-------------	-------------

b) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl. + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl. - 25
Lichte geest. def.	29.479,07 €	28.721,31 €	28.340,18 €	24.551,36 €	29.479,07 €	28.721,31 €	28.340,18 €	24.551,36 €
Gemat. geest. def.	34.768,14 €	33.857,92 €	33.400,57 €	28.849,50 €	39.328,18 €	38.417,97 €	37.960,62 €	33.400,57 €
Zware geest. def. bedleg.	41.082,25 €	39.889,55 €	39.293,20 €	33.334,21 €	47.890,78 €	46.702,57 €	46.110,71 €	40.165,16 €
Ern. geest. def. en niet-bedlegerig	41.657,61 €	40.464,92 €	39.868,57 €	33.909,57 €	48.466,14 €	47.277,93 €	46.686,07 €	40.740,53 €
Zware geest. def.	41.082,25 €	39.889,55 €	39.293,20 €	33.334,21 €	47.890,78 €	46.702,57 €	46.110,71 €	40.165,16 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	41.657,61 €	40.464,92 €	39.868,57 €	33.909,57 €	48.466,14 €	47.277,93 €	46.686,07 €	40.740,53 €
Karakterstoorn.	41.274,11 €	40.135,22 €	39.561,30 €	33.862,36 €	46.955,11 €	45.816,22 €	45.246,78 €	39.561,30 €
Blind/Ambly. - 12ans	41.274,11 €	40.135,22 €	39.561,30 €	33.862,36 €	46.955,11 €	45.816,22 €	45.246,78 €	39.561,30 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	32.367,09 €	31.609,32 €	31.228,20 €	27.439,37 €	36.169,36 €	35.411,60 €	35.030,47 €	31.228,20 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	53.071,11 €	51.555,58 €	50.797,82 €	43.215,68 €	60.662,22 €	59.142,20 €	58.384,44 €	50.797,82 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	39.578,60 €	38.668,39 €	38.211,04 €	33.659,96 €	44.138,65 €	43.228,43 €	42.771,08 €	38.211,04 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar.	43.507,07 €	42.314,38 €	41.718,03 €	35.759,04 €	49.443,65 €	48.255,44 €	47.663,57 €	41.718,03 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +.	38.487,43 €	37.536,86 €	37.061,57 €	32.299,76 €	43.258,21 €	42.303,16 €	41.827,87 €	37.061,57 €
Hersenverweking, multiple scler, spina bifida, myopathie, neurop.	58.666,62 €	57.079,35 €	56.290,20 €	48.362,81 €	66.598,50 €	65.015,71 €	64.222,07 €	56.290,20 €
Niet-besmet. chron. aandoening	37.145,49 €	36.235,27 €	35.777,92 €	31.226,85 €	41.705,53 €	40.795,32 €	40.337,97 €	35.777,92 €
Autisme	41.274,11 €	40.135,22 €	39.561,30 €	33.862,36 €	46.955,11 €	45.816,22 €	45.246,78 €	39.561,30 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	58.666,62 €	57.079,35 €	56.290,20 €	48.362,81 €	66.598,50 €	65.015,71 €	64.222,07 €	56.290,20 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	41.852,12 €	40.968,20 €	40.521,87 €	36.084,77 €
B	44.080,82 €	43.148,77 €	42.684,93 €	38.033,41 €
C	53.997,01 €	52.776,15 €	52.167,91 €	46.072,37 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	18.202,79 €
B	18.859,18 €
C	19.602,37 €
D	27.386,87 €

Dienst voor gesuperviseerde woningen

Begeleiding	14.359,53 €
-------------	-------------

c) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB ≤ 60

Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl. + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl. - 25
Lichte geest. def.	29.534,19 €	28.834,28 €	28.482,25 €	24.982,68 €	29.534,19 €	28.834,28 €	28.482,25 €	24.982,68 €
Gemat. geest. def.	34.435,94 €	33.595,21 €	33.172,78 €	28.969,16 €	38.647,84 €	37.807,12 €	37.384,68 €	33.172,78 €
Zware geest. def.. bedleg.	40.272,74 €	39.171,10 €	38.620,28 €	33.116,23 €	46.574,25 €	45.476,75 €	44.930,07 €	39.438,44 €
Ern. geest. def. en niet-bedlegerig	40.805,24 €	39.703,60 €	39.152,78 €	33.648,73 €	47.106,75 €	46.009,25 €	45.462,57 €	39.970,95 €
Zware geest. def..	40.272,74 €	39.171,10 €	38.620,28 €	33.116,23 €	46.574,25 €	45.476,75 €	44.930,07 €	39.438,44 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	40.805,24 €	39.703,60 €	39.152,78 €	33.648,73 €	47.106,75 €	46.009,25 €	45.462,57 €	39.970,95 €
Karakterstoorn.	40.462,97 €	39.411,03 €	38.880,91 €	33.617,07 €	45.710,25 €	44.658,31 €	44.132,34 €	38.880,91 €
Blind/Ambly. - 12ans	40.462,97 €	39.411,03 €	38.880,91 €	33.617,07 €	45.710,25 €	44.658,31 €	44.132,34 €	38.880,91 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	32.234,59 €	31.534,67 €	31.182,64 €	27.683,08 €	35.746,58 €	35.046,66 €	34.694,64 €	31.182,64 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	51.412,85 €	50.013,03 €	49.313,11 €	42.309,84 €	58.424,41 €	57.020,44 €	56.320,53 €	49.313,11 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	38.949,61 €	38.108,89 €	37.686,45 €	33.482,83 €	43.161,52 €	42.320,79 €	41.898,36 €	37.686,45 €
Stoom. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar.	42.547,96 €	41.446,33 €	40.895,51 €	35.391,45 €	48.031,31 €	46.933,81 €	46.387,13 €	40.895,51 €
Stoom. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +.	37.911,75 €	37.033,75 €	36.594,75 €	32.196,48 €	42.318,30 €	41.436,16 €	40.997,17 €	36.594,75 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	56.640,13 €	55.174,04 €	54.445,13 €	47.122,96 €	63.966,44 €	62.504,49 €	61.771,44 €	54.445,13 €
Niet-besmet. chron. aandoening	36.672,23 €	35.831,51 €	35.409,08 €	31.205,46 €	40.884,14 €	40.043,41 €	39.620,98 €	35.409,08 €
Autisme	40.462,97 €	39.411,03 €	38.880,91 €	33.617,07 €	45.710,25 €	44.658,31 €	44.132,34 €	38.880,91 €
Aangeboren of opgelopen hersensletsel	56.640,13 €	55.174,04 €	54.445,13 €	47.122,96 €	63.966,44 €	62.504,49 €	61.771,44 €	54.445,13 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	40.981,17 €	40.164,05 €	39.751,45 €	35.649,69 €
B	43.042,88 €	42.181,26 €	41.752,48 €	37.452,51 €
C	52.292,14 €	51.163,55 €	50.601,28 €	44.966,41 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	19.083,04 €
B	19.689,49 €
C	20.376,12 €
D	27.568,24 €

Dienst voor gesuperviseerde woningen

Begeleiding	13.476,96 €
-------------	-------------

d) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl - 25
Lichte geest. def.	27.886,25 €	27.186,34 €	26.834,31 €	23.334,74 €	27.886,25 €	27.186,34 €	26.834,31 €	23.334,74 €
Gemat. geest. def.	32.788,00 €	31.947,27 €	31.524,84 €	27.321,22 €	36.999,90 €	36.159,18 €	35.736,74 €	31.524,84 €
Zware geest. def. bedleg.	38.624,80 €	37.523,16 €	36.972,34 €	31.468,29 €	44.926,31 €	43.828,81 €	43.282,13 €	37.790,50 €
Ern. geest. def. en niet- bedlegerig	39.157,30 €	38.055,66 €	37.504,84 €	32.000,79 €	45.458,81 €	44.361,31 €	43.814,63 €	38.323,01 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	38.624,80 €	37.523,16 €	36.972,34 €	31.468,29 €	44.926,31 €	43.828,81 €	43.282,13 €	37.790,50 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	39.157,30 €	38.055,66 €	37.504,84 €	32.000,79 €	45.458,81 €	44.361,31 €	43.814,63 €	38.323,01 €
Karakterstoorn.	38.815,03 €	37.763,09 €	37.232,97 €	31.969,13 €	44.062,31 €	43.010,37 €	42.484,40 €	37.232,97 €
Blind/Ambly. - 12ans	38.815,03 €	37.763,09 €	37.232,97 €	31.969,13 €	44.062,31 €	43.010,37 €	42.484,40 €	37.232,97 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	30.586,65 €	29.886,73 €	29.534,70 €	26.035,14 €	34.098,64 €	33.398,72 €	33.046,70 €	29.534,70 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	49.764,91 €	48.365,09 €	47.665,17 €	40.661,90 €	56.776,47 €	55.372,50 €	54.672,59 €	47.665,17 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	37.301,67 €	36.460,95 €	36.038,51 €	31.834,89 €	41.513,58 €	40.672,85 €	40.250,42 €	36.038,51 €
Stoom. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. - 8 jaar.	40.900,03 €	39.798,39 €	39.247,57 €	33.743,51 €	46.383,37 €	45.285,87 €	44.739,20 €	39.247,57 €
Stoom. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. 8 jaar en +.	36.263,81 €	35.385,81 €	34.946,81 €	30.548,54 €	40.670,36 €	39.788,23 €	39.349,23 €	34.946,81 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	54.992,19 €	53.526,10 €	52.797,19 €	45.475,02 €	62.318,50 €	60.856,55 €	60.123,50 €	52.797,19 €
Niet-besmet. chron. aandoening	35.024,29 €	34.183,57 €	33.761,14 €	29.557,52 €	39.236,20 €	38.395,48 €	37.973,04 €	33.761,14 €
Autisme	38.815,03 €	37.763,09 €	37.232,97 €	31.969,13 €	44.062,31 €	43.010,37 €	42.484,40 €	37.232,97 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	54.992,19 €	53.526,10 €	52.797,19 €	45.475,02 €	62.318,50 €	60.856,55 €	60.123,50 €	52.797,19 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50tot 75	25tot 50	- 25
A	39.333,23 €	38.516,11 €	38.103,51 €	34.001,75 €
B	41.394,94 €	40.533,32 €	40.104,54 €	35.804,57 €
C	50.644,20 €	49.515,61 €	48.953,34 €	43.318,47 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	17.435,10 €
B	18.041,55 €
C	18.728,18 €
D	25.920,30 €

Dienst voor gesuperviseerde woningen

Begeleiding	13.476,96 €
-------------	-------------

§ 2. De in § 1 van deze bijlage bedoelde subsidies per tenlasteneming werden berekend door optelling van de volgende bedragen :

a) Voor de andere diensten dan de diensten voor gesuperviseerde woningen**Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten)1:**

3.178,79 euro in een residentiële dienst <= zestig tenlastenemingen

3.162,10 euro in een residentiële dienst > zestig tenlastenemingen

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel) :**Voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht**

8.449,35 euro in een residentiële dienst <= zestig tenlastenemingen

6.778,82 euro in een residentiële dienst > zestig tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage 109 opgenomen subsidiëringcoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

27.342,86 € voor het administratieve personeel

33.960,97 € voor de boekhouders

25.646,14 € voor de arbeiders

35.780,69 € voor de maatschappelijk assistenten

41.989,09 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB <= 60 is

51.090,82 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 % in residentiële diensten

Voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

8.271,08 euro in een residentiële dienst <= zestig tenlastenemingen

6.639,83 euro in een residentiële dienst > zestig tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage 109 opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

- 26.877,84 € voor het administratieve personeel
- 33.090,46 € voor de boekhouders
- 25.086,80 € voor de arbeiders
- 35.393,74 € voor de maatschappelijk assistenten
- 40.680,24 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB \leq 60 is
- 49.830,63 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB $>$ 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 % in residentiële diensten

Bedrag nr. 3 (een gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel) :

Voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt a) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

- 37.487,14 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel
- 35.432,82 € voor de opvoeders C11, 2A en hoofdopvoeders
- 26.688,28 € voor de opvoeders C1 EB, 3e kl., kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden
- 40.027,29 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit. De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

59,36 % in residentiële diensten

Voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt a) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

- 37.099,60 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel
- 34.482,23 € voor de opvoeders C11, 2A en hoofdopvoeders
- 26.251,07 € voor de opvoeders C1 2B, C1 3, kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden
- 39.073,13 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit. De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

51,09 % in residentiële diensten

Voor de gezamenlijke diensten

Vervolgens wordt het volgende coëfficiënt toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

- 82 % in residentiële diensten voor jongeren
- 100 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
- 82 % in residentiële diensten voor volwassenen

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding onder de opvoeders van " categorie I " en " categorie II " waarin voorzien wordt door de coëfficiënten onder punt a) van bijlage 110 jaarlijks bijgestuurd door het Agentschap

Deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het referentiejaar vastgelegde gemiddelde per instellingscategorie:

77,74.%	EDUC. I	/	22,26.%	EDUC. II	in residentiële diensten voor volwassenen
84,08.%	EDUC. I	/	15,92 %	EDUC. II	in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
87,19 %	EDUC. I	/	12,81 %	EDUC. II	in residentiële diensten voor jongeren

b) Voor de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten)1 :

414,90 euro

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel) :

De in punt b) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

35.78069 euro voor privé-instellingen

35.39374 euro voor openbare instellingen

De bedragen worden aangepast aan de reële gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,89 % voor privé-instellingen

47,62 % voor openbare instellingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 3**Bijlage 114/1 bedoeld in artikel 1314/4, 1° van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid****DIENSTPROJECT**

1. **HISTORIEK/FINALITEIT**
Chronologisch overzicht van het project
Waarden waarop het werk gegrond is
Theoretische referenties
Doelbevolking
Finaliteiten van de aangeboden dienst en behoeften waaraan voldaan moet worden ...
2. **OPGEVANGEN BEVOLKING**
Aantal/geslacht/leeftijd
categorieën handicap/pathologieën
schoolbezoek (voor de minderjarigen), type en plaats
geografische herkomst
duur van het verblijf
ouders (nog in leven, aanwezig of afwezig, leeftijdsprofiel, sociaal-cultureel profiel,...)
3. **OPNAMEN EN HERORIËTERINGEN**
opnameprocedure en -criteria
heroriënteringsprocedure en -criteria
4. **STRUCTURERINGSWIJZE**
 - a) **Inventaris en wijze waarop de hulpmiddelen gebruikt worden**

Infrastructuur

Vestigingsplaats, type omgeving
Structurering van de ruimte (leefeenheden, lokalen bestemd voor huisvesting, voor de activiteiten,...)

Externe hulpmiddelen

Winkels, diensten
Sportieve
Culturele
Samenwerkingen met andere al niet gespecialiseerde diensten

Personeel

Tewerkstellingsvolume per functie
Bepaling van de rollen
Wervingsbeleid: kwalificatieniveau, verscheidenheid van de hulpmiddelen (multidisciplinair), evenwicht mannen/vrouwen, ...

Vormingsbeleid (intern en extern) : hoe wordt ze georganiseerd, wat is de bijdrage van de instelling in de vormingskosten, op wie wordt een beroep gedaan

Dienstroosters : logica inzake de structurering van de dienstroosters

b) Werkingswijze

Functioneel en hiërarchisch organogram

Structurering van de activiteiten :

* welke activiteitenprojecten, met welke finaliteiten, voor wie ...

* tijdelijke structurering (duur, ritme, regelmaat, ...)

Bepaling van de therapeutische aanwijzingen : volgens welke criteria en logica, herzieningsprocedure en -termijnen

Indeling van de gebruikers in de groepen : volgens welke criteria en logica, procedure tot herziening van de indeling

c) Procedures inzake coördinatie en overleg

- **tussen werknemers :** verschillende types van vergaderingen, ritme, doel, met welke interveniënten
- **met de buitenwereld (partners) :** welke partners, welke interveniënten staan in contact
- **met de ouders :** welke samenwerkingswijze wordt voorzien, met welke doelstellingen, aan welk ritme, welke interveniënten treden als contactpersoon op
- **tussen gebruikers :** welke overlegwijze wordt voorzien, aan welk ritme, wie neemt het beheer van de vergaderingen waar

5. WIJZE VAN EVALUATIE VAN DE RELEVANTIE VAN HET INSTITUTIONEEL PROJECT

Wie, wanneer en met welk mandaat

Welke formalisering wordt ervan gemaakt (opstelling van het dienstproject), door wie

I. Wijze van uitwerking en opvolging van de individuele projecten

- * wijze van evaluatie van de vaardigheden en de behoeften van elke gehandicapte persoon rekening houdend met zijn levensproject
- * wijze van uitwerking en opvolging van de acties (partners, verantwoordelijken, termijnen)
- * wijze van evaluatie van de behaalde resultaten en de gekozen strategieën voor die 3 werkfasen
 - welke plaats wordt concreet voorbehouden aan de persoon en aan zijn gezin
 - welke zijn de prioritair betrokken interveniënten
 - welke hulpmiddelen worden gebruikt

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 4

Bijlage 114/2 bedoeld in artikel 1314/24 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

VEREISTE KWALIFICATIES VAN HET PERSONEEL VAN DE DIENSTEN

A. Niet educatief personeel

Directeurs klasse I

De houders van een baccalaureaat of van een master met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische richting die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstervaring in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de personenzorgsector.

Het beheerscomité van het "AWIPH" kan evenwel beslissen de hoedanigheid van directeur toe te kennen aan de persoon die als dusdanig door de beheerder aangewezen wordt en die beschikt over een baccalaureaat of een master van een andere richting dan bovenbedoelde richtingen.

onderdirecteurs klasse I

a. Onderdirecteur klasse I die een pedagogische functie vervult

De houders van een baccalaureaat of van een master met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische richting die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstervaring in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de personenzorgsector.

b. Onderdirecteur klasse I die een administratieve functie vervult

De houders van een baccalaureaat of van een master met juridische, economische, administratieve of boekhoudkundige richting die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstervaring in een administratieve of boekhoudkundige functie.

Beheerder

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

Opsteller

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs (algemene of technische opleiding) van wie de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

Klerk en klerk-stenotypist(e)

De houders van één van de volgende titels :

- Einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs).
- Eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling " Travaux de bureau ".

De klerk-stenotypisten zijn bovendien houder van een getuigschrift of diploma op grond waarvan de kennis van stenotypie bevestigd wordt.

Arbeiderspersoneel categorie I

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie II

Wasvrouwen, laboratoriumknechten, strijksters, linnennaaiers, portiers, helpers van gekwalificeerde arbeider voorzover de dienst een gekwalificeerde arbeider telt.

Arbeiderspersoneel categorie III

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Arbeiderspersoneel categorie IV

Gekwalificeerde arbeiders met een door een school of een onderwijsinrichting uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter sanitair, meubelmaker, schrijnwerker, elektriciens, kok

Arbeiderspersoneel categorie V

Arbeiders die beschikken over de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.

Boekhouder klasse I

De houders van een baccalaureaat met economische richting van wie de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Boekhouder klasse II

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

Master economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Bachelor economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat die titel verleent.

B. Educatief personeel**Master in psychologische wetenschappen, pedagogische wetenschappen, gezins- en sexualiteitswetenschappen, kinesitherapie of logopedie**

De houders van het diploma dat één van de voor de uitoefening van deze functies vereiste titels verleent.

Bachelor - Assistent in de psychologie

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Specialisatie of paramedisch post-graduaat in de psychomotoriek

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

Paramedisch bachelor in de psychomotoriek

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

Bachelor in de psychologische en opvoedingswetenschappen

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor in de ergotherapie of kinesitherapie en revalidatie

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

Bachelor - maatschappelijk assistent of Bachelor - sociaal adviseur

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Opvoeder groepsleider

De opvoeders klasse I die het bewijs leveren van minstens drie jaren dienst als opvoeder klasse I.

Hoofdopvoeder

De opvoeders klasse I die het bewijs leveren van minstens drie jaren dienst als opvoeder klasse I.

Opvoeder klasse I

De houders van een baccalaureaat of van een master met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische richting, met uitzondering van het diploma van bibliotecaris-documentalist en van het diploma of getuigschrift pedagogische bekwaamheid.

Opvoeder klasse II

Uitsluitend de opvoeders van klasse II die reeds in een erkende inrichting in dienst waren op 1 januari 1976 en houders van één van de volgende titels :

- 1° diploma of getuigschrift van een school of van een technische hogere secundaire cursus met pedagogische, psychologische of sociale richting;
- 2° getuigschrift van verpleger (verpleegster) of van kinderverzorgster voorzover ze zich bezighouden met kinderen van 0 tot 6;
- 3° diploma, getuigschrift of gelijkwaardige titel van minstens het gewoon basisonderwijs voorzover houders van deze titels zich bezighouden met kinderen van 3 tot 6 jaar;
- 4° diploma van het gewoon kleuteronderwijs.

Opvoeder klasse IIA

1° De houders van één van de volgende diploma's of getuigschriften :

- a) kinderopvoeding (D3TQ) ;
- b) toegepaste sociale wetenschappen (D3TQ) ;
- c) sociale technieken (D3TQ) ;
- d) lichamelijke opvoeding en sociaal-culturele animatie (D3TQ) ;
- e) aspirant-nursing (D3TQ) ;
- f) assistent in geriatrie (D3TQ) ;
- g) opvoedingsagent (D3TQ) ;
- h) vormingswerker (D3TQ) ;
- i) maatschappelijk agent (D3TQ) ;
- j) maatschappelijke en educatieve wetenschappen (D3TTR) ;
- k) als bewijs dat ze geslaagd zijn voor het 7° beroepsjaar (D37P) kinderverzorgster, gezins- en sanitaire helpster, assistente in geriatrie ;

- l) einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische richting;
- 1° De houders van één van de volgende getuigschriften :
 - a) kinderverzorgster voorzover ze zich uitsluitend met kinderen van 0 tot 6 jaar bezighouden;
 - b) verpleegster.

Opvoeder klasse III

De houders van één van de volgende titels :

- 1° einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- 2° eindattest of getuigschrift van het hoger secundair beroepsonderwijs (met vrucht beëindigd);
- 3° diploma van het al dan niet universitair hoger onderwijs dat geen toegang verleent tot de kwalificatie van opvoeder klasse I ;

Gediplomeerd verpleger (verpleegster)

De houders van het diploma van verpleger (verpleegster).

Bachelor in de verpleegkunde

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Specialisatie in de gemeenschappelijke gezondheid

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

Diëtist(e)

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Kinderverzorgster, gezins- en sanitaire help(st)er, ziekenoppas of andere daarmee gelijkgestelde functies

De houders van één van de volgende diploma's of getuigschriften :

- 1° kinderverzorgster (D3P) ;
- 2° gezins- en sanitaire help(st)er (D3P);
- 3° jeugdwerker/jeugdwerkster (D3P) ;
- 4° bejaardenhelper/helpster ;
- 5° polyvalente hulpwerker/werkster van de thuiszorg- en gemeenschapsdiensten dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift van gezins- en sanitaire helper/helpster van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Huisarts

De houders van het diploma van dokter in de geneeskunde, chirurgie en bevalling.

Geneesheer specialist

De houders van een kwalificatietitel vereist voor de uitoefening van de functie van huisarts alsook een specificatietitel vereist op grond van het advies uitgebracht door de Erkenningscommissie voor huisartsen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 5**Bijlage 114/3 bedoeld in artikel 1314/26 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid****PERSONEELSNORMEN**

Minimale kwantitatieve personeelsnormen die nageleefd moeten worden naar gelang van de puntendoelstellingen en de nominatieve punten

Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft

- Niet educatief personeel : 0,3100 VTE per 1000 punten
- Educatief personeel : 1,1200 VTE per 1000 punten

Onder "educatief personeel" wordt verstaan het geheel van de psychologen, paramedici, maatschappelijk assistenten, opvoeders van de categorieën I en II en opvoeders groepsleiders van wie de kwalificatie beantwoordt aan de in bijlage 114/2 opgenomen vereisten, ongeacht hun statuut, zelfs wanneer hun diensten via een dienstenmaatschappij worden verleend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 6 s

Bijlage 114/4 bedoeld in artikel 1314/35 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

ARCHITECTURALE NORMEN

Hoofdstuk I. Algemene voorwaarden

A. ALGEMENE HYGIËNENORMEN VOOR DE GEBOUWEN

1. De gebouwen worden gevestigd in een gezond oord, geregeld onderhouden en elke vochtigheid of infiltratie moet bestreden worden.
2. Alle voorzorgsmaatregelen worden genomen om brand te voorkomen en te bestrijden.
3. Het verwarmingssysteem waarborgt onder alle weersomstandigheden minimum 18° tot 20° in elke verblijfsruimte. Het aangenomen systeem sluit open vuur en verspreiding van gas of stof uit.
4. Alle lokalen worden geventileerd en verlicht. Er moet in een voldoende elektrische verlichting en in een geschikte noodverlichting worden voorzien
5. Drinkwater is naar believen beschikbaar in het gebouw.
6. Er wordt voorzien in terrassen en/of binnenplaatsen.
7. In de nabijheid van de verblijfkamers zijn sanitaire installaties in voldoende aantal voorhanden. Die lokalen worden elektrisch geventileerd.

Er wordt voorzien in minstens :

1 wc voor 20 gehandicapte personen ;

1 urinoir of 1 wc voor 20 gehandicapte personen van het mannelijk geslacht ;

1 wastafel met stromend water voor 6 gehandicapte personen.

Afzonderlijke sanitaire installaties zijn in voldoende aantal voorhanden voor de bezoekers en het personeel.

8. De dagopvangdienst beschikt over aparte lokalen voor de afzondering van personen die (vermoedelijk) besmettelijke aandoeningen hebben.
9. De dienst beschikt over lokalen voor eventuele medische onderzoeken, psychologische, sociale en/of paramedische interventies.
10. De dienst beschikt over lokalen voor de administratie.

Hoofdstuk II. Bijzondere voorwaarden

Behalve de bepalingen bedoeld in hoofdstuk I, nemen de diensten de bijzondere bepalingen in acht naar gelang van de handicap(s) van de gebruikers die ze opnemen.

1. De over verschillende etages georganiseerde dienst beschikt over de nodige liften om te zorgen voor een efficiënt verticaal verkeer.
2. In de gangen worden de bodemongelijkheden zoals treden, trappen en andere hindernissen zoveel mogelijk voorkomen; de gangen en trappen zijn voorzien van leuning.
3. In een bepaald aantal wc's is voldoende ruimte voor rolstoelen. Ze zijn voorzien van een leuning.

Als de dienst gebruikers met ademhalings- of hartstoornissen opneemt, beschikt het over een gepast ademhalings- en zuurstoftoevoerapparaat.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 7

Bijlage 114/5 bedoeld in artikel 1314/79, § 4, en 1314/81 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

ROOSTER VAN DE EVOLUTIE VAN DE ANCIËNNITEIT

a) Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft

Geldelijke anciënniteit	% evolutie
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,16%
12	2,41%
13	4,58%
14	4,82%
15	6,99%
16	9,39%
17	11,55%
18	11,80%
19	13,97%
20	14,21%
21	16,38%
22	16,63%
23	18,80%
24	19,04%
25	20,94%
26	21,19%
27	23,04%
28	23,29%
29	23,55%
30	23,55%
31	23,57%

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 8**Bijlage 114/6 bedoeld in artikel 1314/88, van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid****TOELAATBAARHEID VAN DE LASTEN - ALGEMENE REGELS TOEPASSELIJK OP DE DAGOPVANGDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN****1. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden;**

- 1) ze moeten betrekking hebben op de gebruikers bedoeld in artikel 1314/1, 1°, van dit besluit voor wie het Agentschap een subsidie verleent. Als de dienst niet door het Agentschap gesubsidieerde begunstigen en/of elke andere gehandicapte persoon opvangt of huisvest, worden de in de boekhouding van de dienst opgenomen lasten verminderd d.m.v. een coëfficiënt. De teller ervan vertegenwoordigt de gebruikte punten en die beperkt tot de punten toegekend door het Agentschap voor de opvang van volwassen gehandicapte personen en de noemer het equivalent van de periodes van opvang van het geheel van de personen opgenomen in de dienst. Het toekenningsjaar van de subsidie is de periode die in aanmerking komt voor de berekening van die punten. De punten op de teller worden evenwel verhoogd met de puntenequivalenten van de periodes van opvang van de niet gesubsidieerde begunstigen ten belope van maximum twintig percent van de gebruikte punten en van die beperkt tot de punten toegekend door het Agentschap voor de opvang van volwassen gehandicapte personen.
- 2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;
- 3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit ;
- 4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten ;
- 5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Als de lasten het gevolg zijn van uitwisselingen tussen verbonden entiteiten, moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld ;
- 6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleeden. In het tegenovergestelde geval moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld ;
- 7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 8) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;
- 9) ze mogen niet betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard;
- 10) ze mogen niet uitdrukkelijk gedekt worden door een andere financieringsbron, met uitzondering van giften tussen verbonden entiteiten.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden geacht niet toelaatbaar te zijn :**2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld**

- 1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;
- 2) de beleggingswaarden boven 500 €, inclusief BTW, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;
- 3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 4) de betaling van dienstprestaties die niet bij de administratie van de belastingen zijn aangegeven;
- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 8) de vergoedingskosten voor de vrijwilligers die de wet op de rechten van de vrijwilligers niet naleven ;
- 9) de huurlasten onder vzw's, behalve als ze overeenstemmen
 - hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies betreffende dat gebouw afgetrokken wordt. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral)

- hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in die gevallen kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de weddeschalen van de paritaire commissie van kracht binnen de dienst ;
- 2) het gedeelte van de bezoldiging van de coördinator boven het bedrag waarin voorzien wordt op de weddeschaal 25 vastgelegd door de PC 319.02 ;
- 3) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC van kracht binnen de dienst of van de Nationale Arbeidsraad ;
- 4) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;

- 5) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;
- 6) de dotaties en de aanwendungen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;
- 7) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverleningen worden vermeld;
- 8) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de fiscale Administratie ;
- 9) de loonlasten die niet overeenstemmen met activiteiten voor de dagopvangdienst. Als een personeelslid voor verschillende opdrachten aangesteld wordt binnen de structuur, moet een document overgelegd en goedgekeurd worden waarin de verdeling van zijn arbeidstijd opgegeven wordt.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300;
 - 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301;
 - 3 % voor bouwwerken en bebouwde gronden bedoeld in rekening 63020;
 - 10% voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen, bedoeld in rekening 63020 ;
 - 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021. Het informaticamaterieel kan tegen 33% afgeschreven worden;
 - 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X;
 - 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.Eén van voormelde percentages in functie van het type betrokken goederen voor het leasingcontract of gelijkaardige rechten.

Een afwijking van die percentages kan door het "AWIPH" worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking moet bij aangetekend schrijven aangevraagd worden en met redenen omkleed zijn.

- 2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;
- 3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;
- 4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;
- 5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de op rekening 640 aangerekende boeten;
- 2) de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 641 en 642, met uitzondering van degene die voortvloeien uit de participaties gevorderd op basis van artikel 1314/90.
- 3) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000--" Financiële lasten van investeringsleningen ", 65001-" Financiële lasten leasing ", 65002-" Financiële lasten kaskredieten - " AWIPH "- uitstel of

dwingende reden ", 65003-" Financiële lasten kaskredieten - Andere ", 6570-" Financiële lasten bankrekeningen ", 6571-" Financiële lasten - beleggingen ";

- 2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het het "AWIPH" moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;
- 3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de uitzonderlijke lasten bedoeld in rekening 660.

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de lasten voor toepassingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Allerlei

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- 1) de door de overheid verleende subsidies wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit, met uitzondering van de werkingssubsidie verleend door de Nationale Loterij;
- 2) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van het verkoop van producten buiten de instelling of van cash management. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, het verkoop van producten buiten de instelling of cash management. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Bestemming van de lasten en opbrengsten voor de verschillende subsidies bedoeld hoofdstuk IX van dit besluit.

4.1. Algemene beginselen

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit, zijn de volgende algemene beginselen van toepassing :

Als werkingslasten worden beschouwd de lasten die op geldige wijze geboekt worden op de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 en 609 alsook 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 64 en 65 opgenomen in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

Als personeelslasten worden beschouwd de lasten voor het niet-educatief en educatief personeel wiens kwalificaties overeenstemmen met de vereiste titels vermeld in bijlage II en die op geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 618 en 62 opgenomen in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

Als lasten betreffende de coördinerend artsen worden beschouwd de lasten die voor die dienstverleners op geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 618 en 62 opgenomen in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

Als persoonsgebonden lasten worden beschouwd de lasten m.b.t. de effectieve aanwezigheid van gebruikers, die er het exclusieve genot van hebben en die op een geldige wijze worden geboekt op de overeenstemmende rekeningen 6010, 6011, 6012, 6013 en 609 alsook 613, 61601 en 6161 opgenomen in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

4.2. Lasten en opbrengsten waarvoor tegelijkertijd verschillende subsidies worden verleend :

" De reiskosten om dienstredenen " zijn kosten voor voertuigen die niet aan de instelling toebehoren.

Ze worden op de rekening 6160 geboekt en moeten op grond van bewijsstukken gesplitst worden in twee subrekeningen, één voor de reiskosten i.v.m. de algemene werking van de dienst (61600), de andere voor de kosten i.v.m. verplaatsingen van gehandicapte personen (61601). Deze kosten komen respectievelijk in aanmerking voor de jaarlijkse subsidie en voor de dagelijkse subsidie.

De reiskosten die op de rekening 6161 " Externe collectieve ophaaldienst " geboekt worden, komen in aanmerking voor de subsidie « mobiliteit » en de basissubsidie bedoeld in de artikelen 1314/71 en 1314/83.

De kosten voor de voertuigen die aan de instelling toebehoren, moeten gesplitst worden in de overeenstemmende subrekeningen van de algemene rekeningen, hoofdzakelijk via de volgende rekeningen " 63022X-- " Afschrijving voertuig ", 61204X-- " Brandstof voertuig ", 61405X-- " Verzekeringen voertuig ", 640X-- " Belastingen voertuig " 611X-- " Onderhoud en herstellingen voertuig ". Deze lasten worden in persoonsgebonden kosten en in werkingskosten verdeeld op basis van een verdeelsleutel waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kilometers die met of zonder gebruikers worden afgelegd. Bij gebrek aan een dagboekje waarin dit onderscheid voorkomt, worden ze verdeeld als volgt: Tien percent van die lasten hebben betrekking op de werking en negentig percent op de persoonsgebonden onkosten.

De afschrijvingen van investeringen van het type opvoeding, recreatie en geneeskunde, excl. het meubilair, worden als persoonsgebonden onkosten beschouwd, de andere betreffen de werkingslasten

De dienstverleningen van bedrijven uit de privé-sector betreffen de volgende posten :

- 1° Voor de bereidingen van maaltijden : 40% van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel. Ze zijn het voorwerp van de basissubsidie. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de persoonsgebonden kosten.
- 2° Voor de reiniging van kleren, lakens, enz.: 65 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de basissubsidie. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de persoonsgebonden kosten.
- 3° Voor dienstverleningen i.v.m. sociaal secretariaat, boekhouding, andere administratieve dienstverleningen en onderhoudskosten : 100 % van het bedrag, incl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel.
- 4° Voor dienstverleningen betreffende de supervisie van educatieve ploegen : 100 % van het bedrag, incl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor educatief personeel.

.De ingevorderde kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

5. Financiële controle:

Wanneer een dagopvangdienst deel uitmaakt van een administratieve entiteit, wordt het globale resultaat van de controle op het gebruik van de subsidies van die dienst toegevoegd aan het resultaat van de controle op het gebruik van de subsidies van het resterende gedeelte van de administratieve entiteit.

6. Afwijkingen

Het Agentschap kan in samenspraak met de betrokken diensten die op verzoek van zijn beheerscomité een reconversie- of omvormingsproces begonnen zijn voorzien in maatregelen tot afwijking van de bepalingen van deze bijlage.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 9

Bijlage 114/7 met de weddeschalen vastgelegd door de paritaire subcommissie 319.02 bedoeld in artikel 114/6, punt 2.2 1) van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

WEDDESCHALEN

Categorieën	Functies	Weddeschaal (schaal- nummer)
<i>Niet educatief personeel</i>	<u>Directiepersoneel</u>	
	Directeur Klasse 1 - 15-29 plaatsen	25
	Directeur Klasse 1 - 30-60 plaatsen	28
	Directeur Klasse 1 - 60+ plaatsen	29
	Directeur Klasse 2 - 15-29 plaatsen	18
	Directeur Klasse 2 - 30-60 plaatsen	20
	Directeur Klasse 2 - 60+ plaatsen	23
	Directeur - 6-14 plaatsen Klasse 1	24
	Directeur - 6-14 plaatsen Klasse 2	18
	Onderdirecteur Klasse 1	26
	Onderdirecteur Klasse 2	20
	<u>Administratief personeel</u>	
	Master met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering.	27
	Bachelor met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering.	19
	Opsteller	17
	Beheerder	16
	Klerk en klerk-stenotypist(e)	4
	Boekhouder Klasse 1	18
	Boekhouder Klasse 2	8
	<u>Arbeiderspersoneel</u>	
	Arbeider Categorie 1	1
	Arbeider Categorie 2	2
	Arbeider Categorie 3	3
	Arbeider Categorie 4	6
	Arbeider Categorie 5	11

<i>Educatief personeel</i>	<u>Psycho-paramedisch personeel</u>	
	Master in psychologische wetenschappen, pedagogische wetenschappen, gezins- en sexualiteitswetenschappen, kinesitherapie of logopedie	27
	Gegradueerde kinesitherapie, logopedie, ergotherapie of dieetleer of assistent psychologie	19
	Paramedisch bachelor in de psychomotoriek	19
	Gediplomeerd verpleger	14
	Bachelor in de verpleegkunde	19
	<u>Maatschappelijk assistent</u>	
	Bachelor - maatschappelijk assistent of Bachelor - sociaal adviseur	19
	<u>Gespecialiseerd personeel</u>	
	Techn. Knuts. App.	4
	Technicus electronicus A1	19
	Technicus electronicus A2	12
	<u>Opvoedend personeel Categorie I</u>	
	Hoofdopvoeder	21
	Opvoeder Klasse 1	18
	Opvoeder Klasse 2	15
	Opvoeder Klasse 2A	13
	<u>Opvoedend personeel Categorie II</u>	
	Opvoeder Klasse 2B	10
	Opvoeder Klasse 3	5
	Gezins- of sanitaire help(st)er	9
	Kinderverzorgster	9
	Ziekenoppas	7
<u>Groepsleiderspersoneel</u>		
Groepsleider	22	
<i>Medisch personeel</i>	Huisarts	30
	Geneesheer specialist	31

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX

Bijlage 10**Bijlage 114/8 bedoeld in artikel 1314/83, § 4, van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid****VARIABEL GEDEELTE VAN DE MOBILITEITSSUBSIDIE NAAR GELANG VAN DE GEOGRAFISCHE LIGGING VAN DE DIENST**

Provinces	Arrondissements	Bedrag van de verhoging
Waals Brabant	Nijvel	0,50 €
Henegouwen	Aat	1,01 €
	Charleroi	0,22 €
	Bergen	0,39 €
	Moeskroen	0,24 €
	Zinnik	0,48 €
	Thuin	1,06 €
	Doornik	0,71 €
Luik	Hoei	1,06 €
	Luik	0,22 €
	Verviers	0,71 €
	Borgworm	0,91 €
Luxemburg	Aarlen	0,97 €
	Bastenaken	4,08 €
	Marche-en-Famenne	3,02 €
	Neufchateau	3,94 €
	Virton	2,56 €
Namen	Dinant	2,58 €
	Namen	0,66 €
	Philippeville	2,41 €

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

E. TILLIEUX